

LIBERTE RELIGIEUSE DANS LE MONDE **RAPPORT 2021**

Résumé analytique



Aid to the
Church in Need

ACN INTERNATIONAL

Un rapport publié par la Fondation pontificale Aide à l'Église en Détresse

À la mémoire de : Berthold Pelster, membre du comité de rédaction (décédé le 14 février 2021)

Le rapport de 2021 est la 15ème édition du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde de l'Aide à l'Église en Détresse, produit tous les deux ans. Il est publié en anglais, français, allemand, italien, portugais et espagnol

Rédactrice et directrice de la rédaction : Marcela Szymanski

Président du comité de rédaction et rédacteur en chef : Mark von Riedemann

Rédactrice adjointe : Irmina Nockiewicz, Ellen Fantini

Secrétaires de rédaction : Pierre Rossi, Ravi Jay Gunnoo, Bartholomew Townsend

Gestion de la production (impression et pages web) : Irmina Nockiewicz

Comité de rédaction : Carla Diez de Rivera, John Pontifex, Berthold Pelster (†), Maria Lozano (membre sans droit de vote), Irmina Nockiewicz (membre sans droit de vote),

Rédacteurs régionaux : Miriam Diez-Bosch, Paulina Eyzaguirre, Ellen Fantini, Oliver Maksan, Oscar Mateos

Auteurs et contributeurs : Steven Axisa, Heiner Bielefeldt, Miriam Diez-Bosch, Paulina Eyzaguirre, Ivan Cigic, Andrew Bennett, Willy Fautré, Conn McNally, Ellen Fantini, Anna Lichtenberg, Maria Lozano, Oliver Maksan, Oscar Mateos, Piotr Mazurkiewicz, Johannes Mehlitz, John Newton, Irmina Nockiewicz, Marta Petrosillo, F. Borba Ribeiro Neto, José Carlos Rodríguez Soto, Benedict Rogers, Chiara Verna, Mark von Riedemann.

Traducteurs : Ravi Jay Gunnoo, Philippe Joas, Mercedes Lucini, Shahid Mobeen, Pierre Rossi, Sofia Sondergaard, Team Wort-Wahl.

Conception de la couverture : Joao Sotomayor (Lisbon)

Designers : Grafos (Brussels), Michał Banach (Warsaw)

Copyright et citations : Veuillez consulter les droits pour chaque photographie. Sauf indication contraire, tous les documents sont libres d'être cités, en mentionnant la source suivante : "Religious Freedom in the World 2021", Aid to the Church in Need International, avril 2021. <https://acninternational.org/religiousfreedomreport>

Demandes des médias : Veuillez contacter le bureau de l'AED de votre pays ou Maria Lozano à ACN International, press@acn-intl.org

Avertissement

Tous les efforts possibles ont été entrepris pour s'assurer que les normes éditoriales soient respectées pour la production du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde. Toutefois, en présentant ce rapport, l'Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need) reconnaît qu'elle n'a pas eu la possibilité de vérifier de façon indépendante l'intégralité des informations qui y sont exposées. Le rapport s'appuie sur de multiples sources et présente des études de cas dans le but de faire la lumière sur la nature et la gravité des violations de la liberté religieuse. Il convient de ne pas accorder une importance indue aux cas qui ont été choisis pour être examinés. Ils sont présentés à titre d'exemples et pour illustrer la situation en matière de liberté religieuse. Dans de nombreux cas, d'autres exemples conviendraient tout autant. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'Aide à l'Église en Détresse, mais participent à la compilation des divers documents contenus dans le rapport.

Sauf indication contraire, toutes les données sur les pays, la démographie religieuse et le PIB par habitant (PPP ajusté, pour permettre la comparaison entre les pays) proviennent des dernières informations disponibles de : Todd M. Johnson and Brian J. Grim, eds. World Religion Database (Leiden/Boston: Brill, 2020) www.worldreligiondatabase.org. Les chiffres de l'indice GINI sont les derniers disponibles sur le site www.databank.worldbank.org. L'indicateur GINI mesure l'inégalité des revenus et la répartition de la consommation, un indice Gini de 0 représente l'égalité parfaite, tandis qu'un indice de 100 implique une inégalité totale.

Introduction

Par Dr. Thomas Heine-Geldern

Président exécutif de l'AED international

« Dans un monde où diverses formes de tyrannie moderne tentent de supprimer la liberté religieuse, de la réduire à une sous-culture sans droit de cité dans la sphère publique, ou encore tentent d'utiliser la religion comme prétexte à la haine et à la brutalité, il est impérieux que les fidèles *des diverses traditions religieuses unissent leurs voix pour appeler à la paix, à la tolérance, au respect de la dignité et à tous les droits d'autrui* ». ¹

Pape François

Le 28 mai 2019, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution instituant le 22 août Journée internationale de commémoration des personnes victimes de violences en raison de leur religion ou de leurs convictions. La proposition provenait à l'origine de la Pologne, avec l'appui des États-Unis, du Canada, du Brésil, de l'Égypte, de l'Irak, de la Jordanie, du Nigeria et du Pakistan. Cette résolution est un message clair et un mandat – rappelé tous les 22 août – que les actes de violence à motivation religieuse ne peuvent pas et ne seront pas tolérés par l'ONU, ni par les États membres ni par la société civile.

Outre la résolution du 28 mai 2019 de l'ONU et « l'appel mondial à la protection de la liberté religieuse » du 23 septembre 2019 – le tout premier événement de l'ONU sur la liberté religieuse organisé par un Président américain – il y a eu une vague d'initiatives au niveau des États. Il s'agit notamment de l'Alliance internationale pour la liberté religieuse initiée par les États-Unis, de la création par la Hongrie d'un Secrétariat d'État pour les chrétiens persécutés et, ce qui est peut-être le plus important, du nombre croissant de pays instituant ou réactivant des ambassadeurs pour la liberté de religion et de croyance dans des pays comme le Danemark, les Pays-Bas, les États-Unis, la Norvège, la Finlande, la Pologne, l'Allemagne et le Royaume-Uni, entre autres.

Par conséquent, la protection de ceux qui souffrent de violences pour des motifs religieux est également une reconnaissance du droit humain fondamental à la liberté religieuse, et une acceptation de la réalité sociologique de la religion dans la société ainsi que de son rôle positif dans les cultures. Comme l'a écrit le pape Benoît XVI à propos des violences antichrétiennes en Irak, « le droit à la liberté religieuse s'enracine dans la dignité même de la personne humaine dont la nature transcendante ne doit être ni ignorée ni négligée ». ²

Mais malheureusement, en dépit des proclamations – aussi importantes soient-elles – de l'ONU et de la dotation en ambassadeurs de la liberté religieuse, à ce jour

la réponse de la communauté internationale à la violence et aux persécutions religieuses en général peut être qualifiée de trop faible et trop tardive. Bien qu'il soit impossible de connaître les chiffres exacts, nos recherches suggèrent que les deux tiers de la population mondiale vivent dans des pays où les violations des libertés religieuses se produisent sous une forme ou une autre, les chrétiens étant le groupe le plus persécuté. Est-ce une surprise ? Non, cela s'est développé au fil des siècles, allant de l'intolérance jusqu'à la discrimination et à la persécution.

Ce rapport sur la liberté religieuse dans le monde est un projet de recherche de premier plan de l'Aide à l'Église en Détresse (AED). Il a considérablement évolué au fil des ans, passant d'un petit livret à une publication d'environ 800 pages, produite par une équipe mondiale. Cette évolution est due au fait qu'aujourd'hui, la discrimination et la persécution à fondement religieux sont un phénomène mondial croissant. Au milieu de conflits violents, que ce soit en Syrie, au Yémen, au Nigeria, en République centrafricaine ou au Mozambique (pour n'en citer que quelques-uns), on retrouve ceux qui, manipulant les convictions les plus profondes de l'humanité, ont instrumentalisé la religion dans leur quête de pouvoir.

Notre engagement à cet égard reflète notre mission. Ce rapport est un moyen non seulement d'améliorer et de compléter notre service à l'Église en détresse, mais aussi de donner une voix à nos partenaires de projets – ceux qui ont été tragiquement marqués par les conséquences des persécutions. Cette année, le rapport sur la liberté religieuse dans le monde fête ses 22 ans de publication depuis que notre bureau italien l'a publié pour la première fois en 1999. Malheureusement, il ne sera pas le dernier.

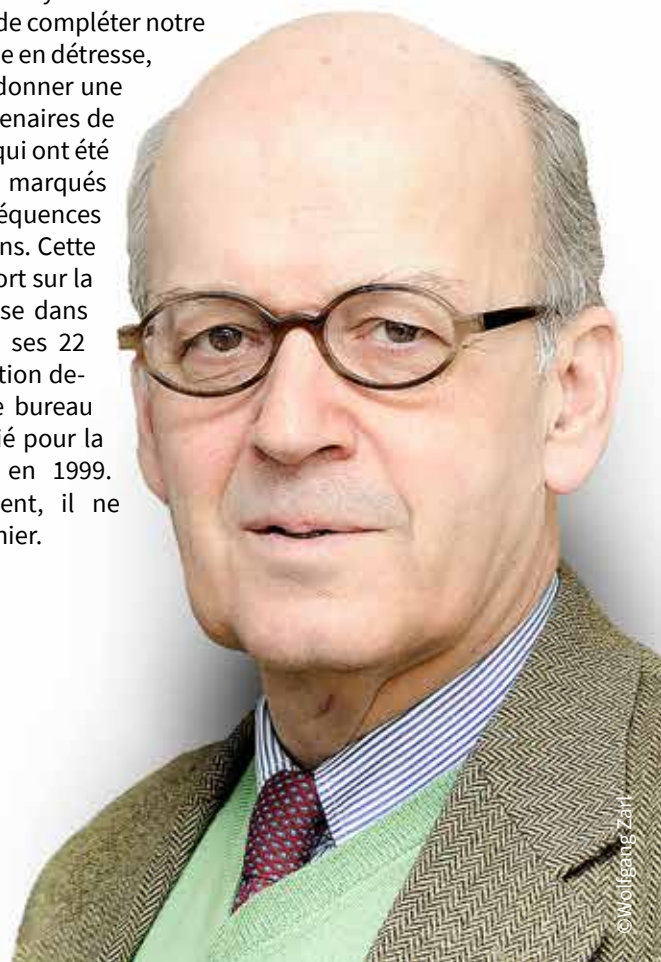


Table des matières

Préface du Père Emmanuel Yousaf	5
Principales constatations	6
Analyse globale	10
ANALYSE RÉGIONALE	
Afrique de l'Est et de l'Ouest	17
Asie continentale	22
Asie maritime	26
Proche-Orient et Afrique du Nord	30
Pays de l'OSCE	35
Amérique latine et Caraïbes	40
FICHES D'INFORMATION	
« Un atout précieux » : le droit à la liberté de religion ou de conviction	8
L'Afrique, un continent menacé par le djihadisme transnational	14
Une fenêtre sur l'âme : la Chine menace la liberté religieuse	24
Nationalisme ethnoreligieux : manipuler la recherche d'une identité commune	28
Y a-t-il un seul islam ? Quelques données sur les différentes branches de l'islam	33
La « persécution polie » : une persécution déguisée en progrès	38
Covid-19 : l'impact sur la liberté religieuse dans le monde	44
ÉTUDES DE CAS	
Nigeria : enlèvements de masse d'élèves	16
Mozambique : une spirale de violence hors de contrôle	20
Pakistan : violence sexuelle et conversion forcée	34
Chili : incendies d'églises	42
Tendance globale en ce qui concerne la liberté religieuse	46
Carte	48
Infographie	51
Sources	52

Préface *du Père Emmanuel Yousaf*

Directeur national de la Commission nationale pour la justice et la paix, Pakistan

J'ai lutté pendant plus de 45 ans en tant que prêtre au Pakistan, au nom de notre communauté, dans un contexte de persécutions et de discriminations.

Alors que les chrétiens qui travaillent dans les champs et les briqueteries n'avaient pas reçu leur due portion de blé ou de riz, j'ai abordé les propriétaires et les patrons de briqueteries pour leur demander de donner un salaire juste à leurs employés et de mettre fin à cette injustice. Quand j'ai découvert que les garçons et les filles de ma paroisse ne recevaient pas l'éducation qu'ils méritaient, j'ai créé des écoles et des foyers. J'ai travaillé dans des communautés rurales où les chrétiens, en raison de leur foi, n'étaient pas respectés, et étaient bannis des magasins, restaurants et cafés. Nos fidèles n'étaient pas autorisés à y toucher les verres ou autres couverts utilisés par la communauté majoritaire. Nous avons également soutenu des jeunes filles particulièrement en danger parce qu'elles appartenaient à des communautés minoritaires. Il s'agissait d'enfants qui, bien qu'étant encore mineurs, étaient enlevées, forcées de se convertir à l'islam et de se marier – et qui subissaient également des viols et autres abus. Le sort de ces filles montre que la vie des membres de minorités religieuses au Pakistan devient de plus en plus problématique.

Par ailleurs, bien qu'il y ait eu quelques améliorations, les amendements aux lois sur le blasphème des années 1980 sont exploités par des extrémistes qui abusent de la législation pour terroriser les communautés religieuses minoritaires. Ces familles pauvres et marginalisées vivent dans la peur d'être accusées de blasphème, un crime passible d'exécution ou d'emprisonnement à perpétuité. Je me suis impliqué dans de nombreuses affaires, notamment celle d'Asia Bibi, qui a été dans le couloir de la mort pendant près d'une décennie avant que la justice ne finisse par l'emporter.

Je n'oublierai jamais le cas de Salamat Masih et de ses deux oncles. Salamat a été accusé d'avoir écrit des commentaires blasphématoires sur le prophète musulman Mohammed. Ses deux oncles ont également été accusés. Le fait que Salamat ait à peine 12 ans et soit analphabète importait peu. Le fait que le texte offensant ait été calligraphié en utilisant des termes religieux normalement connus du seul clergé musulman n'importait pas davantage. Malgré cela, les trois hommes ont été inculpés. Cependant, avant que quoi que ce soit puisse arriver, Salamat et ses oncles ont été attaqués par trois hommes armés de fusils automatiques. L'un des oncles, Manzoor Masih, est mort de ses blessures. L'autre oncle, Rehmat Masih, et Salamat lui-même, ont été grièvement blessés, mais grâce à Dieu ont survécu.

Hélas, le pire était à venir, car Salamat et son oncle survivant ont été condamnés à mort. J'ai travaillé sans relâche avec l'avocat de la famille pour faire annuler la peine. Finalement, nous y sommes parvenus. Malheureusement, le juge qui les a acquittés a ensuite été assassiné de sang-froid par les extrémistes. Au cours de la décennie qui a suivi, nous avons travaillé dur pour aider Salamat à reconstruire sa vie, de même que son oncle survivant, ses proches ainsi que 40 familles de leur village qui avaient fui lorsque les accusations avaient été portées pour la première fois. Je suis reconnaissant à l'Aide à l'Église en Détresse (AED) pour son aide aux familles en grande difficulté, et son soutien à notre cause en faveur des personnes accusées à tort.

Je suis également reconnaissant à l'AED pour son travail dans le domaine de la liberté religieuse. En effet, ce rapport sur la liberté religieuse dans le monde ne pourrait pas mieux tomber. Plus le monde en sait sur les actes de haine et de manque d'égards dans le domaine religieux, plus il sera en mesure de faire quelque chose. Dans un monde complexe et blessant, la meilleure protection contre les réflexes primaires et l'excès de zèle est une étude claire et complète, associée à une analyse perspicace et équilibrée. C'est ce que le rapport de l'AED s'est engagé à fournir. Il suit les cas d'atteinte à la liberté religieuse longtemps après le départ des caméras de télévision, lorsque les gens sont passés à autre chose. Il faut féliciter cette Œuvre de bienfaisance pour sa défense approfondie de la liberté religieuse – un droit humain fondamental non moins important aujourd'hui que dans le passé.



Principales constatations

La liberté religieuse est violée dans près d'un tiers des pays de la planète (31,6 %), où vivent les deux tiers de la population mondiale. 62 pays sur un total de 196 sont confrontés à de très graves violations de la liberté religieuse. Le nombre de personnes vivant dans ces pays est proche de 5,2 milliards. Les pires violations ont lieu dans certains des pays les plus peuplés au monde comme la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Nigeria. Le classement :

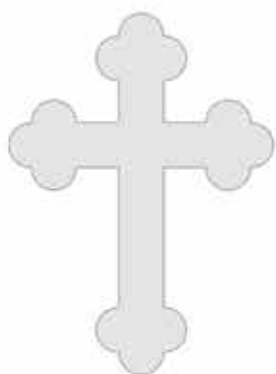
- a) La **catégorie rouge**, qui indique une persécution, comprend 26 pays qui abritent 3,9 milliards de personnes – soit un peu plus de la moitié (51 pourcents) de la population mondiale. Dans ce classement se trouvent 12 pays africains et 2 pays où des enquêtes sont en cours pour un éventuel génocide : la Chine et le Myanmar (Birmanie).
- b) La **catégorie orange**, qui fait état de discriminations, comprend 36 pays, abritant 1,24 milliard de personnes. De légères améliorations ont été remarquées dans 9 pays, tandis que la situation se détériore dans 20 autres pays.
- c) La **catégorie « en observation »** comprend les pays où de nouveaux facteurs préoccupants ont été observés et qui pourraient causer une grave défaillance de la liberté religieuse. Ils sont identifiés dans les cartes régionales analytiques avec le symbole d'une loupe.
- d) **Des crimes de haine ont lieu dans tous les groupes** (attaques contre des personnes ou des biens sur la base d'un parti pris religieux).
- e) Les pays restants n'ont pas été intégrés au classement, mais cela ne signifie pas nécessairement que tout y soit parfait en ce qui concerne le droit fondamental à la liberté religieuse.

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, il y a eu une augmentation significative de la gravité des principales catégories de persécution et d'oppression.

1. **Les réseaux djihadistes transnationaux qui s'étendent de part et d'autre de l'équateur aspirent à devenir des « califats »** transcontinentaux. « L'État Islamique » et Al-Qaïda, grâce à l'appui idéologique et matériel du Proche-Orient, s'associent aux milices armées locales et les radicalisent encore plus, afin d'établir des « provinces du califat » **le long de l'équateur**. Une violence djihadiste croissante s'étend du Mali au Mozambique (en Afrique subsaharienne), aux Comores (dans l'océan Indien), et jusqu'aux Philippines (en mer de Chine méridionale).

2. **Un « cyber-califat », en expansion à l'échelle mondiale, est désormais un outil établi de recrutement en ligne et de radicalisation en Occident.** Les terroristes islamistes utilisent des technologies numériques sophistiquées pour recruter, radicaliser et attaquer. Les unités antiterroristes, bien qu'elles ne soient pas en mesure de neutraliser les communications terroristes en ligne, ont néanmoins pu déjouer des attaques dans plusieurs pays occidentaux.

3. **Des minorités religieuses accusées d'être responsables de la pandémie..** Les préjugés sociétaux préexistants à l'encontre des minorités religieuses dans des pays comme la Chine, le Niger, la Turquie, l'Égypte et le Pakistan, ont conduit à une discrimination accrue pendant la pandémie de Covid-19, par



exemple sous la forme d'un refus d'accès à l'aide alimentaire et médicale.

4. **Les gouvernements autoritaires et les groupes fondamentalistes ont intensifié les persécutions religieuses.** Dans les pays d'Asie à majorité hindoue et bouddhiste des mouvements populaires de nationalisme religieux manipulés par les gouvernements et chefs religieux cooptés, ont conduit à la montée d'un suprématisme ethnoreligieux. Ces mouvements ont en outre opprimé les minorités religieuses, les réduisant de facto au statut de citoyens de seconde classe.
5. **La violence sexuelle utilisée comme arme contre les minorités religieuses.** Des jeunes filles et des femmes ont été enlevées, violées et contraintes de changer de religion dans le cadre de conversions forcées. Ces crimes ont été enregistrés dans un nombre croissant de pays. Les questions portant sur le nombre croissant de ces violations, souvent commises en toute impunité, alimentent les craintes d'une stratégie fondamentaliste visant à hâter la disparition à long terme de certains groupes religieux.
6. **Les technologies de surveillance répressive ciblent de plus en plus les groupes confessionnels.** 626 millions de caméras de surveillance optimisées par l'intelligence artificielle, des scanners de smartphones aux principaux points de passages piétonniers, tout cela recoupé par des plateformes analytiques et couplé à un système intégré de crédit social, veille à ce que les chefs religieux et les fidèles respectent les décisions du Parti communiste chinois.
7. **30,4 millions de musulmans en Chine et au Myanmar (dont les Ouïghours et les Rohingyas) sont confrontés à de graves persécutions,** et la communauté interna-

tionale ne fait que commencer à appliquer le droit international pour y mettre fin.

8. **L'Occident a abandonné les outils capables de réduire la radicalisation.** Même si les gouvernements reconnaissent que l'enseignement des religions du monde dans les écoles **réduit la radicalisation et accroît la compréhension interreligieuse chez les jeunes, un nombre croissant de pays ont supprimé les cours d'instruction religieuse.**
9. **La « persécution polie ».** Ce terme reflète l'essor de nouveaux « droits » ou normes culturelles qui, comme l'affirme le pape François, renvoient les religions « à l'obscurité tranquille de la conscience individuelle ou les relèguent dans l'enceinte fermée des églises, des synagogues ou des mosquées ». Ces nouvelles normes culturelles, inscrites dans la loi, entraînent un conflit profond entre les droits individuels à la liberté de conscience et de religion et l'obligation légale de se conformer à ces lois.
10. **Le dialogue interreligieux – un nouvel élan du Vatican.** Le pape François a cosigné la déclaration sur la « Fraternité humaine pour la paix mondiale et le vivre ensemble » avec le grand imam Ahamad Al-Tayyib d'Al-Azar, leader du monde musulman sunnite. Il a célébré la toute première messe papale dans la péninsule arabique, et à la fin de la période faisant l'objet du présent rapport, il était sur le point de se rendre en Irak – son premier voyage dans un pays à majorité chiite – pour approfondir le dialogue interreligieux.



« *Un atout précieux* » : le droit à la liberté de religion ou de conviction

Par Dr. Heiner Bielefeldt

La liberté de religion ou de conviction est un « bien précieux ». Cette formulation, utilisée pour la première fois dans l'affaire historique Kokkinakis (1993)³, est devenue l'une des citations standard de la Cour européenne des droits de l'homme. La Cour souligne que la liberté religieuse, outre sa signification évidente pour les fidèles de diverses religions, est indispensable pour façonner une coexistence respectueuse au sein d'une démocratie moderne. Ce n'est ni un luxe ni un privilège. Pour citer la Cour, la liberté de religion ou de conviction est « l'un des fondements d'une société démocratique ».⁴

Malgré sa claire appréciation par la Cour européenne des droits de l'homme, la liberté de religion ou de conviction est redevenue une question contestée, notamment en Europe. Ces dernières années, de nouvelles questions se sont posées. Alors que certaines de ces questions concernent des points pratiques sur la meilleure façon de mettre en œuvre ce droit de l'homme, d'autres questions trahissent un certain scepticisme quant à la pertinence actuelle de la liberté de religion ou de conviction dans une société laïque moderne. Cette liberté de religion ou de conviction privilégie-t-elle certains points de vue religieux ? Quelle est sa portée et où sont ses limites ? Avons-nous réellement besoin d'un droit de l'homme qui traite spécifiquement des questions de religion et de conviction ? Ne serait-il pas suffisant de garantir à chacun la liberté d'exprimer ses différents points de vue, opinions et convictions, y compris dans le domaine religieux ? Quelle est la relation avec les autres droits de l'homme ? Quel est le rôle de la liberté de religion ou de conviction dans le cadre de programmes plus larges de lutte contre les discriminations ? Ce sont des questions d'une portée considérable.

La liberté de religion ou de conviction jouit du statut élevé de droit humain inaliénable. Non seulement elle est inscrite dans les textes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, mais elle incarne aussi pleinement tous les principes qui définissent, dans leur ensemble, l'approche des droits de l'homme : universalisme, liberté et égalité. L'objectif principal des droits de l'homme est d'institutionnaliser le respect de la dignité humaine de chacun. Face à un malentendu généralisé, il convient de souligner que la liberté de religion ou de conviction ne protège pas les religions ou les systèmes de croyance en eux-mêmes. Il ne s'agit pas non plus de la prolongation directe des opinions

ou valeurs religieuses dans le cadre des droits de l'homme. De par sa nature de droit de l'homme, la liberté de religion ou de conviction protège plutôt les êtres humains contre toutes les formes de coercition, d'intimidation et de discrimination dans le vaste domaine des convictions et pratiques religieuses ou des croyances. Par conséquent, les ayants droits sont des êtres humains – en tant qu'individus ainsi qu'en communauté avec d'autres personnes. Cette focalisation constante sur les êtres humains – leur dignité, leur liberté et leur égalité – constitue un dénominateur commun, qui relie la liberté de religion ou de conviction à tous les autres droits de l'homme.

Au sein du réseau élargi des droits de l'homme, la liberté de religion ou de conviction a en même temps un rôle unique à jouer. Elle représente une dimension cruciale de notre humanité, à savoir le fait que nous, les êtres humains, pouvons adopter et chérir des convictions profondes qui façonnent notre identité, et qui peuvent imprégner tous les aspects de notre vie, tant privée que publique. Pour citer la Déclaration des Nations Unies de 1981 sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance, « la religion ou la conviction constitue pour celui qui la professe un des éléments fondamentaux de sa conception de la vie ». Malgré les chevauchements avec la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de religion ou de conviction a donc son propre champ d'application. Cela en fait un droit de l'homme indispensable, et justifie une défense critique contre les tendances contemporaines à la marginalisation et la banalisation. En outre, la liberté de religion ou de conviction couvre une grande variété de manifestations pratiques des convictions existentielles des gens, telles que la liberté d'avoir des pratiques culturelles collectives, la liberté d'afficher ouvertement son identité religieuse, d'observer des règles religieuses, d'éduquer ses propres enfants conformément à ses convictions, de construire une infrastructure allant des jardins d'enfants aux cimetières, et bien d'autres aspects encore. Si le rôle spécifique de la liberté de religion ou de conviction n'était pas reconnu, les droits de l'homme ne rendraient pas justice à la condition humaine. En effet, ils cesseraient d'être entièrement humains.

Le fait que les différents droits de l'homme partagent le même but général, à savoir protéger la dignité de tous les êtres humains, n'empêche pas des conflits occasionnels. Faire face aux tensions pouvant sur-

gir entre les différentes préoccupations en matière de droits de l'homme est en fait une partie normale de la pratique des droits de l'homme. Ce serait donc un grave malentendu que de voir la liberté religieuse comme un obstacle à des programmes plus larges en matière de droits de l'homme, par exemple dans le domaine de la non-discrimination. Non seulement la liberté de religion ou de conviction est indispensable pour une compréhension appropriée des droits de l'homme en général, mais elle contribue aussi à une compréhension plus profonde des programmes de non-discrimination. Si cela ajoute parfois un élément de « complication », la raison principale en est que les êtres humains sont en fait des êtres « complexes ». En tant qu'êtres humains, nous avons de multiples besoins, souhaits, vulnérabilités, identités et possibilités créatives. La possibilité de chérir des convictions existentielles qui imprègnent notre être le plus intime et façonnent nos perceptions et nos priorités, fait partie de ce qui fait de nous des êtres humains. Tout comme les droits de l'homme seraient impensables sans la liberté religieuse, les programmes de non-discrimination seraient incomplets sans tenir compte de l'importance des opinions et pratiques religieuses.

En outre, la liberté de religion ou de conviction joue un rôle important dans les débats actuels sur la nature laïque de l'État moderne. La laïcité est devenue une caractéristique déterminante des démocraties modernes. Dans une large mesure, elle caractérise également la société moderne. Cependant, en y regardant de plus près, il s'avère que le terme de laïcité recèle des significations très diverses. La nature laïque de la Constitution peut représenter la tâche continue de maintenir l'espace public ouvert à la diversité re-

ligieuse et non religieuse au sein de la société. Pourtant, la laïcité peut aussi incarner une vision du monde post-religieuse et anti-religieuse au sein même des institutions publiques et de la vie publique. La frontière entre ces formes de laïcité ouvertes et restrictives peut être mince, et personne ne sait exactement où elle passe. Pourtant, elle existe. La liberté de religion ou de conviction constitue une base solide pour nourrir une compréhension ouverte et inclusive des constitutions démocratiques laïques. Elle nous rappelle en outre que la laïcité ne peut avoir de sens que lorsqu'elle est au service du respect de la liberté des personnes, tant en privé qu'en public. C'est une tâche importante.

La réalisation de la liberté de religion ou de conviction dans nos sociétés modernes de plus en plus pluralistes est devenue une tâche difficile. Compte tenu de la diversité inépuisable des systèmes de croyances, des convictions religieuses et morales, des pratiques individuelles et communautaristes, la liberté de religion ou de conviction est désormais sujette à de nombreuses questions de grande portée qui méritent un débat public approfondi. Quoi qu'il en soit, les gens continuent de chercher un sens ultime à leur vie, de chérir leurs convictions existentielles, de participer à des cultes collectifs et d'élever leurs enfants conformément aux valeurs qu'ils tiennent en haute estime. Vivre ensemble dans une société pluraliste et démocratique exige une culture du respect, qui ne s'épanouirait pas sans liberté de religion ou de conviction. Le droit à la liberté de religion ou de conviction continue certainement d'être « l'un des fondements d'une société démocratique », comme nous le rappelle la Cour européenne des droits de l'homme. En effet, c'est un atout précieux.

Analyse Globale

Par Dr. Marcela Szymanski

Bien que la perte de droits fondamentaux tels que la liberté religieuse puisse survenir brusquement, par exemple en cas de conflits et de guerres, dans de nombreux cas elle n'a rien de soudain. C'est souvent un processus d'érosion qui se produit au fil des ans. Quand les tuiles d'une toiture sont emportées une par une – voire plusieurs à la fois – par des vents de plus en plus forts, l'observateur se rend finalement compte du fait que plus rien ne le protège et qu'il est exposé aux vents. Ces vents prennent la forme de gouvernements autoritaires, de réseaux terroristes transnationaux ou de chefs religieux fondamentalistes qui poussent les foules à commettre des lynchages.

Les raisons de l'érosion du droit à la liberté religieuse sont manifestes, mais peuvent également résulter des frictions créées par l'introduction de nouvelles lois et règlements qui, après avoir identifié la religion comme faisant partie du problème, poussent progressivement les identités religieuses hors de l'espace public. L'État, en tant que gardien de la loi, est tenu de permettre à l'individu de « manifester sa religion ou sa conviction, tant en public qu'en privé »⁵, en gardant la sphère publique ouverte à toutes les religions, et à ceux qui n'ont pas de religion. Toutefois, sans cette protection de l'État, ce droit de l'homme inaliénable devient vulnérable et risque de disparaître.

Sur la base de notre évaluation des rapports par pays et des analyses régionales, une carte met en évidence les pays où les protections de la liberté religieuse ont presque toutes disparu (en rouge), ceux où ces protections sont menacées (en orange), et place dans une nouvelle classification, « en observation », les pays où de nouveaux facteurs préoccupants ont été observés et sont susceptibles de mettre en danger le droit humain à la liberté religieuse.

Malheureusement, le recul confirme les observations susmentionnées. Les signes de violations de la liberté religieuse observées dans notre rapport de 2018 se sont intensifiées et étendues pour donner la situation actuelle où des attaques systématiques et flagrantes proviennent de gouvernements, que ce soit en Chine ou en Corée du Nord, ainsi que de groupes terroristes internationaux tels que Boko Haram ou « l'État Islamique », et d'autres groupes fondamentalistes. Ces contextes ont été exacerbés par la pandémie de Covid-19. Les États ont profité de l'insécurité pour accroître le contrôle de leurs citoyens, et les acteurs non étatiques ont profité de la confusion pour recruter, étendre et provoquer des crises humanitaires plus larges.

Toutefois, la période de deux ans qui fait l'objet du

présent rapport a également révélé des progrès significatifs, en particulier dans le dialogue interreligieux, ainsi que le rôle de plus en plus important des chefs religieux dans la médiation et la résolution des conflits et des guerres.

Persécution extrême (sur la carte : pays marqués en rouge)

Près de quatre milliards de personnes vivent dans les 26 pays qui sont considérés comme subissant les violations les plus graves de la liberté religieuse. Cela représente un peu plus de la moitié (51 pourcents) de la population mondiale.

Près de la moitié de ces pays se trouvent en Afrique. En Afrique subsaharienne, les populations ont toujours été divisées entre agriculteurs et éleveurs nomades. Les flambées de violence occasionnelles résultent de conflits ethniques et de luttes ancestrales pour les ressources naturelles, plus récemment exacerbées par le changement climatique, la pauvreté croissante et les attaques de bandes criminelles armées. Malgré cela, les communautés et les différents groupes confessionnels vivaient généralement ensemble dans une paix relative. Cependant, au cours de la dernière décennie, la violence a éclaté dans toute la région avec une férocité inimaginable.

Ce paroxysme des conflits a libéré la frustration refoulée depuis des générations chez des jeunes, privés de leurs droits, qui ont souffert de la pauvreté, de la corruption et d'offres de formation et d'emploi médiocres. Ces frustrations ont à leur tour alimenté la montée en puissance de groupes armés, y compris de militants islamistes locaux, et plus récemment étrangers – des groupes djihadistes transnationaux engagés dans une persécution ciblée et systématique de tous ceux, musulmans et chrétiens, qui n'acceptent pas l'idéologie islamiste extrémiste. Au cours des deux dernières années, les groupes djihadistes ont consolidé leur présence en Afrique subsaharienne, et la région est devenue un refuge pour plus de deux douzaines de groupes qui opèrent activement – et coopèrent de plus en plus – dans 14 pays, dont des filiales de l'État Islamique et d'Al-Qaïda. Le développement de ces filiales s'est produit dans un délai d'une brièveté alarmante, selon un modèle devenu familier. Les attaques menées par des bandes criminelles locales, sous l'impulsion de prédicateurs salafistes djihadistes, deviennent idéologiques et ciblées alors qu'elles étaient sporadiques et aléatoires. Dans certains cas, les sinistres succès d'un groupe armé aboutissent à son « affiliation » en tant que province du soi-disant califat d'un réseau islamiste transnational (voir la fiche d'information sur l'Afrique).

Des millions de personnes ont fui les régions en conflit, soit en devenant des déplacés internes, soit pour se réfugier dans des pays voisins. De graves violations des droits humains ont souvent été signalées à l'encontre des femmes et des enfants. Des millions de personnes en Afrique subsaharienne sont confrontées à la misère après avoir dû abandonner de force leurs champs ou petites entreprises traditionnelles. La famine s'ensuit, alors que les groupes armés entravent l'accès à l'aide humanitaire. Les femmes et les enfants sont réduits en esclavage, et les hommes sont recrutés de force dans les rangs des extrémistes. Dans des pays tels que le Burkina Faso, comme en témoigne le rapport sur ce pays, l'Organisation mondiale de la santé estimait qu'à la fin de 2020, plus de 60% du territoire étaient inaccessibles aux travailleurs humanitaires.

Les gouvernements ne sont pas en mesure, ou dans certains cas apparemment peu disposés, à s'attaquer au problème. Nettement mieux équipées que les forces armées locales, les milices djihadistes financent leurs activités par des enlèvements, pillages et trafics illicites d'êtres humains, de minéraux précieux et de drogue. Ce n'est que récemment que des groupes de travail multinationaux ont été créés pour aider les gouvernements locaux (**voir l'analyse régionale et la fiche d'information sur l'Afrique**).

Alors que la liberté religieuse en Afrique souffre de violences intercommunautaires et djihadistes, en Asie la persécution des groupes confessionnels provient principalement de dictatures marxistes. En Chine et en Corée du Nord, qui sont les pires contrevenants parmi les pays classés en rouge, la liberté religieuse est inexistante, tout comme la plupart des droits de l'homme.

En Corée du Nord, aucun droit humain fondamental n'est reconnu, et la persécution vise tout groupe qui conteste le culte de la personnalité du régime de Kim Jong-un – bien que le traitement des chrétiens soit particulièrement sévère. À cet égard, le régime peut être défini comme « exterminationniste ».

Sur une population chinoise de 1,4 milliard d'habitants, près de 900 millions de personnes s'identifient comme adeptes d'une spiritualité ou d'une religion, et le contrôle de l'État est implacable. La surveillance de masse, notamment grâce aux technologies sophistiquées de l'intelligence artificielle, un système de crédit social qui récompense et punit les comportements individuels, et la répression brutale des groupes religieux et ethniques renforcent la suprématie de l'État. Comme le révèle l'analyse régionale, « le Parti communiste chinois (PCC) possède l'un des outils de contrôle religieux les plus invasifs et les plus efficaces au monde ». Cela est particulièrement évident avec les internements de masse et les « programmes de ré-éducation » coercitifs qui touchent plus d'un million d'Ouïghours, pour la plupart musulmans, dans la province du Xinjiang (**voir la fiche d'information sur la**

Chine). Bien qu'il y ait environ 30 millions de musulmans en Chine, dont quelque 13 millions d'Ouïghours adeptes d'une branche sunnite de l'islam (**voir l'encadré sur les branches de l'islam**), certaines nations musulmanes sunnites aiment mieux coopérer avec les autorités chinoises en expulsant les demandeurs d'asile ouïghours que tenter de protéger leurs coreligionnaires. De tous les pays membres de l'ONU, seuls les États-Unis et le Canada ont qualifié de génocide les actions de la Chine.

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, le Myanmar (Birmanie) a sombré dans le pire crime contre l'humanité qui soit, à savoir le génocide. Les attaques actuelles contre des chrétiens et des hindous dans l'État Kachin ont été lancées dans l'ombre d'une attaque massive menée en plusieurs phases par l'armée et d'autres groupes armés contre la population rohingya, majoritairement musulmane, dans l'État de Rakhine. Systématiquement expulsés vers le Bangladesh voisin, on estime qu'un million de réfugiés rohingyas se trouvent actuellement dans des camps où règnent la maladie, la misère, les abus sexuels et les meurtres. Contrairement à la Chine, le gouvernement du Myanmar a reçu l'ordre de la Cour internationale de Justice de mettre en œuvre des mesures visant à prévenir le génocide, tandis qu'une enquête se poursuit.

Outre les restrictions religieuses imposées par les dictatures marxistes et les régimes militaires, un grave défi à la liberté religieuse en Asie provient de vagues de fond croissantes de nationalisme ethnoreligieux. L'exemple le plus explicite est probablement celui de l'Inde qui abrite près de 1,4 milliard d'habitants, majoritairement hindous, mais compte d'importantes minorités religieuses, dont des minorités musulmanes et chrétiennes. Alors que le secteur économique est sous-performant et qu'il faut trouver un moyen d'attirer les électeurs, le Bharatiya Janata Party (BJP) au pouvoir projette une vision de plus en plus nationaliste de la situation, dans le but d'entrer en résonance avec la population majoritaire, arguant du principe que l'Inde est intrinsèquement hindoue. Mais l'Inde n'est pas le seul pays concerné. La tendance touche des milliards de personnes sur ce continent, principalement dans des contextes démocratiques ou semi-démocratiques favorisant la montée d'un nationalisme lié à la religion majoritaire, comme au Pakistan qui est essentiellement musulmane, au Népal à majorité hindoue, ainsi qu'au Sri Lanka, au Myanmar, en Thaïlande et au Bhoutan à majorité bouddhiste (**voir analyse régionale de l'Asie continentale et fiche d'information sur le nationalisme ethnoreligieux**).

Le point commun à tous les pays indiqués en rouge, qui est cependant particulièrement évident au Pakistan, est l'impact profond de la situation sur les plus vulnérables – les femmes et les jeunes filles qui appartiennent à la « mauvaise religion », et qui sont enlevées, violées, et forcées de changer de religion au tra-

vers de ce qu'on appelle des « conversions forcées ». En tant que membres de minorités et donc de facto citoyens de seconde zone, elles ont peu de chances, voire aucune, d'obtenir justice et réparation, bien qu'elles soient victimes de crimes punissables en vertu du droit commun. Les droits de ces jeunes filles et de ces femmes sont si largement niés qu'elles deviennent des esclaves – travailleuses du sexe et travailleuses manuelles (**voir l'étude de cas sur le Pakistan et les rapports sur le Nigeria et l'Inde**).

Cas de violations sévères (carte : pays marqués en orange)

1,24 milliard de personnes vivent dans les 36 pays où l'on ne peut pas jouir d'une pleine et entière liberté religieuse, laquelle n'est pas garantie par la Constitution. Ces pays rassemblent 16 pourcents de tous les habitants de la planète.

Les pays dont la situation s'est aggravée, entrant dans le groupe « orange » au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, sont principalement ceux qui ont adopté des lois prévoyant un traitement inégal des différents groupes religieux. Les illusions de libertés retrouvées au lendemain du Printemps arabe (révoltes en Afrique du Nord et au Levant en 2010-2012) se sont évanouies alors que les gouvernements appliquaient de plus en plus des lois déjà restrictives afin d'affirmer leur pouvoir, de contrôler l'idéologie dominante et de resserrer leur emprise sur les chefs religieux. Des pays comme l'Algérie, la Tunisie et la Turquie fonctionnent comme des « pseudo-démocraties hybrides » qui permettent des processus électoraux mais contrôlent strictement qui est éligible et peut se présenter aux élections, et combien de temps les élus peuvent rester en fonction. Ils ont la capacité de modifier les lois électorales à leur avantage (**voir l'analyse régionale du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord**).

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, le Président Erdogan a mis de côté la laïcité d'Atatürk et introduit une politique étrangère néo-ottomane positionnant la Turquie comme une puissance sunnite mondiale. Comme en témoigne la conversion de Sainte Sophie en mosquée à Istanbul, l'islam est promu dans tous les aspects de la vie publique. Sur la scène internationale, Erdogan est intervenu militairement en Libye, en Syrie, dans le nord de l'Irak, et dans le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La Turquie a également cherché à gagner en influence ce qui a eu un impact sur la liberté religieuse en Albanie, en Bosnie, au Kosovo et à Chypre (**voir les rapports sur les pays en cause, et l'analyse régionale du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord**).

Dans plus d'une douzaine de pays qui jouissent de relations normales, voire amicales, avec l'Occident, le fait d'être non musulman est aujourd'hui plus risqué que lors de la période ayant fait l'objet du précédent

rapport. Les États du Proche-Orient, d'Asie du Sud et d'Asie centrale, ainsi que les anciens pays soviétiques et les pays voisins, ont adopté des lois visant à empêcher l'expansion de ce qu'ils considèrent comme des religions étrangères, et à interdire également « l'islam non traditionnel ». La liberté du culte est garantie, mais pas la pleine liberté religieuse. Par exemple, dans certains États, le fait d'apostasier en abandonnant la religion majoritaire de ces États est punissable, parfois de la peine de mort. Dans certains pays où il n'est pas légalement interdit de se convertir en abandonnant la religion majoritaire, une telle apostasie est de fait proscrite en raison de fortes pressions sociétales. Dans beaucoup de ces pays, il est illégal de faire du prosélytisme auprès de personnes appartenant à la religion d'État. Comme l'atteste l'analyse régionale du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, les lois contre le blasphème font taire les groupes confessionnels minoritaires. La tolérance sociale à l'égard des chrétiens continue d'être faible, et comme le confirment de nombreux incidents en Haute-Égypte, la violence peut éclater à tout moment.

Le rapprochement entre chrétiens et musulmans mené par le pape François représente une évolution positive ayant eu lieu au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. Après sa rencontre en 2019 avec le Grand Imam Ahmad Al-Tayyib d'Al-Azhar, leader du monde musulman sunnite, les deux chefs religieux se sont de nouveau rencontrés en 2020 aux Émirats Arabes Unis pour cosigner la Déclaration d'Abu Dhabi sur la fraternité humaine. Cette visite du pape aux Émirats Arabes Unis a été marquée par la toute première célébration d'une messe papale dans la péninsule arabique. La visite du pape François en Irak en 2021 – sa première dans un pays à majorité chiite – devrait permettre d'approfondir le dialogue interreligieux et contribuer à mettre en lumière la situation critique des minorités religieuses en Irak et dans toute la région. (**voir les rapports des pays correspondants et l'analyse régionale du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord**).

Dans le monde entier, la pandémie de Covid-19 a bouleversé les pratiques traditionnelles dans des domaines tels que les soins de santé, la gouvernance et l'économie, souvent avec de profondes implications pour les droits de l'homme, y compris celui de la liberté religieuse. Comme le révèle la fiche d'information sur le Covid-19, la maladie a non seulement révélé des faiblesses sociétales sous-jacentes dans les régions les moins développées du monde, mais elle y a aussi exacerbé les fragilités existantes, liées à la pauvreté, à la corruption et à des structures étatiques vulnérables. Les groupes terroristes et les extrémistes islamistes, par exemple en Afrique, ont profité de la concentration des forces gouvernementales dans la gestion de la crise sanitaire pour accroître leurs attaques violentes, renforcer leurs acquis territoriaux et recruter de nouveaux membres. Les préjugés sociétaux préexistants

à l'encontre des communautés confessionnelles minoritaires ont également conduit à une discrimination accrue, par exemple au Pakistan, où des organisations caritatives musulmanes ont refusé aux chrétiens et aux membres de groupes confessionnels minoritaires l'accès à la nourriture et à l'aide médicale. En Occident, les mesures d'urgence prises en réponse à la pandémie ont eu un impact sur la liberté de réunion et la liberté religieuse, suscitant critiques et débats (**voir la fiche d'information sur le Covid-19**).

Pays en observation (carte : marqués sur les cartes d'analyse régionale)

Une nouvelle catégorie a été introduite dans le présent rapport, celle des pays « en observation », où de nouveaux facteurs émergents ont été observés, suscitant des inquiétudes quant à l'impact de ces facteurs sur la liberté religieuse.

Dans cette catégorie apparaît une augmentation des crimes de haine à motivation religieuse à l'encontre des personnes et des biens. Cela va du vandalisme contre les lieux de culte et les symboles religieux, dont des mosquées, synagogues, statues et cimetières, aux crimes violents contre les responsables religieux et les fidèles (**voir analyse régionale de l'OSCE**). Une initiative des Nations Unies visant à protéger les lieux de culte, lancée en septembre 2019, n'a eu aucun effet sur les manifestations violentes en Amérique latine où, lors de manifestations antigouvernementales, des symboles et biens religieux ont été attaqués et détruits (**voir étude de cas – Chili**).

Dans le cadre de ce que le pape François a appelé une « persécution polie », il y a lieu d'observer l'essor de nouveaux « droits », de nouvelles normes culturelles créées en fonction de valeurs évolutives qui renvoient les religions « à l'obscurité tranquille de la conscience individuelle ou les relèguent dans l'enceinte des églises, des synagogues ou des mosquées ». Par exemple, en Occident, le droit à l'objection de conscience pour motifs religieux des professionnels de la santé n'est plus protégé de façon significative par la loi, en ce qui concerne les questions relatives à l'avortement et à l'euthanasie. Les diplômés de certaines universités confessionnelles se voient de plus en plus refuser l'accès à certaines professions. Les dispositions relatives au droit des groupes confessionnels de gérer leurs propres écoles selon leur propre éthique sont également menacées dans plusieurs pays. Ces nouveaux droits, inscrits dans la loi, entraînent l'apparition de conflits profonds entre les droits individuels à la liberté de conscience et de religion et l'obligation légale de se conformer à ces lois (**voir fiche d'information sur la « persécution polie » et « Un atout précieux » : le droit à la liberté de religion ou de conviction**). Cette dissonance a déjà, et continuera d'avoir, un impact majeur sur les 84% de la population mondiale, qui, selon le Pew Research Center⁶, se décrivent comme ayant une religion ou des croyances.

Rencontre interreligieuse du pape François dans la Plaine d'Ur en Irak, lieu de naissance d'Abraham, le 6 mars 2021.



L'Afrique, un continent menacé par le djihadisme transnational

Par Mark von Riedemann

La question à laquelle l'Afrique est confrontée n'est pas de savoir si ce continent est le prochain champ de bataille contre les militants islamistes, mais quand il y aura eu suffisamment de vies perdues et de familles déplacées pour que la communauté internationale passe enfin à l'action. Les chiffres correspondants se comptent déjà, respectivement, par centaines de milliers et millions.

L'Afrique subsaharienne se trouve dans une situation propice à l'infiltration d'idéologies islamistes. Des décennies de pauvreté, de corruption, une violence intercommunautaire préexistante entre éleveurs et agriculteurs à propos des droits fonciers (exacerbée par les conséquences

du changement climatique), et des structures étatiques faibles, sont devenues un terreau fertile pour des jeunes marginalisés et frustrés. Cette situation crée des opportunités de recrutement pour les extrémistes qui leur promettent richesse et pouvoir, et de les aider à renverser les autorités corrompues. Le cœur de la personne humaine est d'autant plus étroitement touché que la manipulation de la religion est profonde. Des extrémistes islamistes aguerris se sont déplacés vers le sud en partant des plaines d'Irak et de Syrie afin de créer des liens avec des groupes criminels locaux dans les pays subsahariens que sont la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le nord du Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la Somalie et le Mozambique (voir rapports sur les pays).

La violence est effroyable. Les garçons sont enrôlés de force comme enfants soldats, le viol est utilisé comme arme de guerre et les hommes (musulmans comme chrétiens) qui osent refuser de rejoindre les djihadistes sont décapités en masse. Des recherches menées par Armed Conflict Location and Event Data Project révèlent que le nombre de personnes tuées par des groupes armés au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad et au Mali de janvier à la mi-avril 2020 a plus que doublé par rapport à la même période en 2019⁷. Uniquement au Burkina Faso, en février 2020, 765000 personnes avaient été déplacées par des groupes terroristes, contre 65000 au cours des 12 mois précédents⁸.

Les combattants, souvent des mercenaires motivés par l'appât du gain ou des combattants locaux à la recherche d'intérêts particuliers dans leur région, incités par des prédicateurs adhérant à une idéologie du djihadisme salafiste, ciblent les autorités publiques, l'armée et la police, ainsi que les civils, y compris les chefs de village, les enseignants (menacés en raison du programme laïque), les dirigeants musulmans et chrétiens et les fidèles. Les ressources financières de ces groupes terroristes armés proviennent principalement du pillage, de l'extorsion, du trafic d'êtres humains, de la drogue et des enlèvements.

Des soldats ougandais de la Mission de l'Union africaine libérant Kurtunwaarey du groupe terroriste Al Shabaab, en Somalie, le 31 août 2014.

[©AMISOM / Tobin Jones(CC0 1.0)]

Bien que les musulmans et les chrétiens soient pareillement victimes de la violence extrémiste, compte tenu de la radicalisation islamiste croissante, les chrétiens ont tendance à devenir de plus en plus une cible spécifique pour les terroristes qui éliminent le pluralisme social et religieux caractéristique de la région.

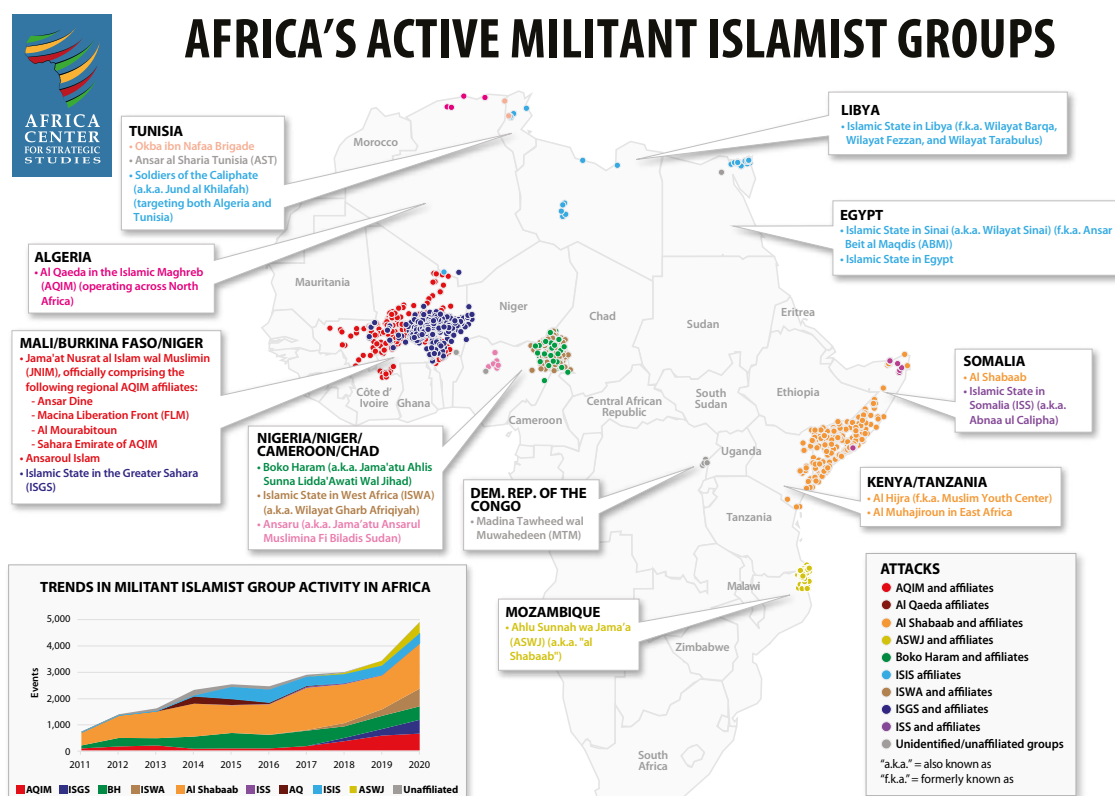
Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, la menace des groupes islamistes militants en Afrique n'est pas monolithique, mais comprend un mélange en constante évolution d'une vingtaine de groupes opérant activement – et coopérant de plus en plus – dans 14 pays.⁹ Les groupes islamistes les plus actifs en Afrique subsaharienne sont le Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM - Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) – une coalition de filiales islamistes telles que le Front de Libération du Macina (FLM) et Al-Qaïda (AQMI) – Boko Haram, Ansarul Islam, la Katiba Salaheddine, le Jihad al-Islamiyya, Al-Chabab en Somalie, et l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS), en Afrique de l'Ouest (ISWA), en Afrique centrale (ISCA) et en Somalie (ISS).¹⁰

Un nouveau membre de ce sinistre club est le Mozambique. Le groupe djihadiste : Ahlu-Sunnah Wa-Jama (ASWJ), affilié à l'État islamique, a lancé une insurrection dans la province à majorité musulmane de Cabo Delgado, prenant le contrôle du port de Mocimboa da Praia, une infrastructure prioritaire pour le traitement des énormes réserves de gaz naturel découvertes au large de la côte Nord du Mozambique.¹¹ Du

Mozambique, les djihadistes proclament avoir établi des « provinces du califat » aux Comores, dans le nord de Madagascar, et de l'autre côté de l'océan Indien jusqu'en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines (voir rapports sur les pays).

L'Institut danois d'études internationales note : « Il est largement admis parmi les spécialistes du djihadisme transnational que ses deux principales organisations, Al-Qaïda et l'État Islamique, commencent rarement de nouveaux conflits. Au lieu de cela, ils puisent dans les griefs locaux, établissent des liens avec les groupes marginalisés de la société et, à long terme, transforment ce qui était au départ un conflit à motivation ethnique ou politique en une lutte armée encadrée religieusement ».¹²

Dans un entretien accordé le 24 février 2020 à l'Aide à l'Église en Détresse (AED), le professeur Olivier Hanne – islamologue français et auteur du « Jihād au Sahel » – a été interrogé sur la façon dont la situation dans la région était susceptible d'évoluer. Il a déclaré : « Je crains que l'expansion territoriale des groupes terroristes armés ne se poursuive au cours des cinq prochaines années. Le trafic de drogue s'organisera et augmentera. Après avoir étendu leur emprise sur le Sahara musulman, les lieux où chrétiens et musulmans vivent côte à côte seront la prochaine cible... au cours des cinq prochaines années, ces États africains auront besoin du soutien de l'Occident s'ils veulent éviter la catastrophe ».¹³



Updated: February 2021

Note: Compiled by the Africa Center for Strategic Studies, this graphic shows violent events involving the listed groups over the 12-month period ending December 31, 2020. Data on attacks or fatalities does not attempt to distinguish the perpetrators of the events. Group listings are intended for informational purposes only and should not be considered official designations. Due to the fluid nature of many groups, the listed affiliations may change.

Sources: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); Daniel Byman; HumAngle; Thomas Joscelyn; SITE Intelligence Group; The Soufan Group; Stanford University's Mapping Militants Project; Stratfor; Terrorism Research & Analysis Consortium (TRAC); and Aaron Y. Zelin.

Nigeria : enlèvements de masse d'élèves

Le 11 décembre 2020, des combattants de Boko Haram ont attaqué le lycée scientifique public de Kankara, enlevant plus de 300 élèves de sexe masculin.¹⁴ L'organisation terroriste a revendiqué l'attaque en invoquant l'opposition de Boko Haram à l'éducation à la manière occidentale. Le 18 décembre, l'armée nigérienne a libéré les élèves enlevés. Le gouverneur de l'État nigérian de Katsina, Aminu Masarithe, a affirmé qu'aucune rançon n'avait été payée.¹⁵

Le 17 février 2021, des hommes armés portant des uniformes militaires sont entrés dans le **lycée scientifique public de Kagara, chef-lieu du secteur de Rafi, dans l'État de Niger, enlevant 27 personnes**, dont des enseignants, des élèves, et des membres de leurs familles.¹⁶ **Les otages ont été libérés le 27 février.**

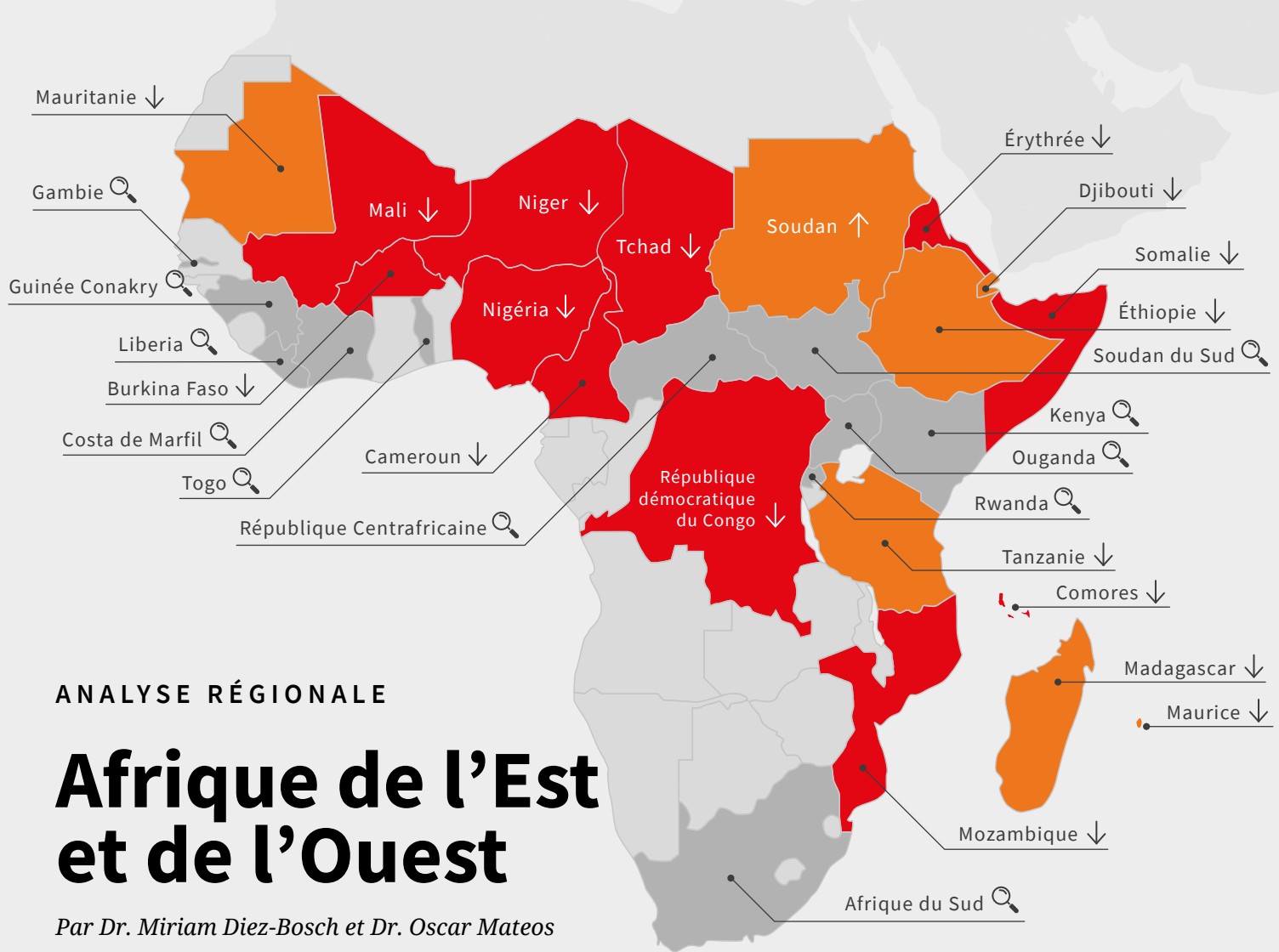
Le 26 février 2021, environ 300 jeunes filles ont été enlevées dans un pensionnat public de la ville de Jangabe. Selon des sources locales, « environ 20 motos sont arrivées, et les jeunes filles ont été emmenées dans la forêt. »¹⁷ Les jeunes filles ont été libérées le 2 mars. Le gouverneur de l'État de Zamfara, Bello Matawalle, a nié avoir payé une rançon, mais plus tard, le Président Buhari « a admis que, dans le passé, les gouvernements de l'État avaient payé les ravisseurs avec de l'argent et des véhicules, et les avait exhortés à revoir leur politique ». ¹⁸

L'attaque la plus récente, le troisième enlèvement massif d'élèves en trois mois, fait grimper à plus de 600 le nombre total de personnes enlevées depuis décembre 2020.¹⁹ Les autorités de l'État ne pensent pas que la motivation djihadiste soit un élément majeur de ces enlèvements. Selon leurs déclarations, les attaques contre les écoles dans le nord-ouest « ont été menées par des "bandits", un terme vague pour désigner les ravisseurs, voleurs à main armée, voleurs de bétail, éleveurs peuls et autres miliciens armés²⁰ », principalement à des fins financières. Pourtant, certains observateurs notent que la multiplication des enlèvements de masse indique une coopération entre Boko Haram et les miliciens peuls, et qu'en fait, ces attaques ont une composante religieuse profonde.²¹ Le sultan de Sokoto a déclaré : « Ne vous y trompez pas, l'enlèvement est un exemple classique du fondement philosophique de Boko Haram selon lequel l'éducation occidentale est interdite. C'est pourquoi ils ciblent toujours les internats, en particulier les écoles de sciences, considérées comme propageant une pédagogie athée ». ²²

L'une des 300 élèves enlevées dans le Nord-Ouest du Nigeria retrouve sa famille à Jangabe, dans l'État de Zamfara, le 3 mars 2021.

©AP Photo/Sunday Alamba





ANALYSE RÉGIONALE

Afrique de l'Est et de l'Ouest

Par Dr. Miriam Diez-Bosch et Dr. Oscar Mateos

Les pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, qui se trouvent principalement dans la région subsaharienne, abritent une mosaïque complexe de groupes ethniques, religieux et linguistiques, et une population majoritairement jeune. Alors que la région dispose de ressources humaines et naturelles considérables, les problèmes de pauvreté, de corruption et le manque d'opportunités d'éducation et d'emploi pour les jeunes sont sources de frustration et d'instabilité sociale. Les groupes criminels et djihadistes locaux et transnationaux exploitent aisément cette situation. Bien que de graves violations de la liberté religieuse aient été commises par des groupes armés djihadistes, les gouvernements locaux et, dans une moindre mesure, les membres d'autres religions, ont pris des mesures concrètes pour lutter contre la discrimination religieuse et promouvoir le dialogue interreligieux. En outre, l'Église catholique est devenue un acteur politique important qui participe aux efforts de résolution des conflits.

Djihadisme dans la région

Dans de nombreux pays, les attaques des groupes armés sont souvent arbitraires, orientées vers le profit, enracinées dans des cycles de violence intercommunautaire, et indifférentes à l'identité religieuse de leurs victimes, les musulmans étant ciblés tout comme les chrétiens. Toutefois, comme l'indiquent les rapports

sur les pays, un certain nombre de pays sont profondément touchés par l'extrémisme islamiste, principalement dans les régions d'Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique. Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, plusieurs groupes djihadistes ont continué d'être actifs, notamment Boko Haram, l'État islamique (Daesh), Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), et Al-Chabab.

Boko Haram a mené des attaques principalement autour du lac Tchad, qui borde le Nigeria, le Tchad, le Niger et le Cameroun. Ce groupe terroriste est responsable d'atrocités perpétrées contre les forces de sécurité et les civils, dont des meurtres, des enlèvements, des pillages, et l'incendie de villages entiers. Boko Haram a étendu ses activités dans le nord du Cameroun, où il a tué lors d'une attaque 18 personnes et blessé 11 civils qui s'étaient réfugiés dans un camp de déplacés dans la région de l'Extrême-Nord.²³ Au Niger, les terroristes ont pris des chrétiens pour cible, les forçant à quitter la région sous peine de mort (voir le rapport sur le pays). Certains pays de la région du lac Tchad ont déployé une force opérationnelle multinationale interarmées pour lutter contre Boko Haram, mais l'organisation terroriste s'est montrée tenace.

D'autres importants groupes extrémistes armés qui opèrent dans cette région sont affiliés au groupe isla-

miste transnational État Islamique, et JNIM, une coalition de différentes entités extrémistes islamistes, dont une branche d'Al-Qaïda, connue localement sous le nom d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Au Mali et au Niger, les militants de l'État Islamique opèrent sous le titre d'État Islamique dans le Grand Sahara (ISGS). Les groupes JNIM et ISGS, qui se sont engagés à renverser l'État et à appliquer la loi islamique, mènent des embuscades et des attaques contre des soldats et des civils, et même des casques bleus dans le cas du Mali.²⁴ La compréhension de la violence djihadiste est devenue plus complexe en raison de son entrelacement avec la violence intercommunautaire, alors que des groupes ethniques, par exemple au Mali, ont été accusés d'abriter des djihadistes et attaqués pour cette raison (voir le rapport sur le pays).

Le groupe terroriste État Islamique s'est récemment implanté en République Démocratique du Congo, revendiquant sa première attaque à Beni en 2019, déclarant que le pays était la province centrafricaine de l'État islamique (ISCAP).²⁵ Des groupes armés islamistes locaux ont également fait alliance avec l'État Islamique dans le nord du Mozambique. Comme l'indique le rapport sur le Mozambique, il y a eu, ces dernières années, une augmentation des attaques dans cette région, depuis l'apparition des milices locales à la fin de 2017. Les djihadistes ont commis des actes de violence sauvages, tuant des soldats, décapitant des dizaines de civils à plusieurs reprises (souvent des hommes et des garçons qui refusaient de rejoindre leurs rangs), enlevant des femmes et des enfants, et pillant et brûlant des villages.

Dans la Corne de l'Afrique, Al-Chabab a terrorisé la population somalienne, tuant des civils et des soldats et attaquant des bâtiments et des hôtels gouvernementaux. Il convient de noter en particulier l'assassinat du maire de Mogadiscio par une femme kamikaze d'Al-Chabab en 2019.²⁶ Des terroristes ont également capturé des chrétiens accusés de prosélytisme, et enlevé des enfants contre rançon ou pour les recruter en tant qu'enfants soldats. Le manque de liberté religieuse dans le pays a forcé les chrétiens à pratiquer leur culte en secret, craignant d'être enlevés ou tués s'ils étaient identifiés. Al-Chabab a également mené des frappes terroristes sur et autour de la frontière entre le Kenya et la Somalie, cherchant à identifier et à tuer des non-musulmans.²⁷

Outre les groupes djihadistes susmentionnés, les autorités du Mali, du Niger, de la République Démocratique du Congo et du Mozambique ont signalé la présence de petits groupes armés locaux. Ces miliciens ont souvent des liens avec des gangs criminels, et la motivation est tout autant l'extrémisme islamiste que les profits générés par l'exploitation illégale des ressources. Ainsi, en République Démocratique du Congo, environ 134 différents groupes armés sont actifs, dont les Forces Démocratiques Alliées (ADF). Ces militants

islamistes attaquent des cibles, principalement dans la province du Kivu où des acteurs étatiques et non étatiques se disputent les « minerais du sang », un butin fait de minéraux précieux et de l'exploitation minière des métaux lourds.²⁸ Au Mozambique, l'insurrection locale Ahlu-Sunnah Wa-Jama (ASWJ), située dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du pays, menace des investissements internationaux d'un milliard de dollars dans des projets de gaz naturel. L'ASWJ a prêté allégeance à l'État Islamique en 2019, déclarant son intention d'établir un « califat » dans le pays.²⁹

Discrimination fondée sur la religion

En plus des problèmes accablants liés à l'extrémisme islamiste, les rapports sur les différents pays ont révélé, au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, des cas de discrimination ainsi que de persécution de groupes religieux.

Des cas de discrimination ont été enregistrés au Sénégal, au Malawi et au Libéria, où des musulmanes se sont vu refuser le droit de porter le voile dans les écoles ou sur leurs lieux de travail (voir les rapports sur les pays correspondants). Toutefois, il y a également eu des cas où les autorités ont pris des mesures pour répondre aux préoccupations. En Afrique du Sud, par exemple, les horaires d'école ont été adaptés pour permettre l'Aïd, et les femmes musulmanes sont désormais autorisées à porter le voile dans l'armée.³⁰

Des tendances plus inquiétantes en matière de persécutions ont été enregistrées, dont des attaques menées par des acteurs étatiques et non étatiques contre des lieux de culte et des chefs religieux. Les rapports sur le Kenya, le Malawi, l'Afrique du Sud, le Niger, l'Éthiopie et le Soudan exposent de tels incidents. Dans le dernier cas mentionné, les autorités soudanaises ont confisqué des biens de l'Église, et les forces de sécurité sont entrées dans les mosquées pendant des manifestations, violant le caractère sacré du lieu de culte.³¹

Bien que moins fréquents, des cas de persécution violente ont été enregistrés, notamment des représailles de musulmans à l'encontre de convertis au christianisme à Djibouti, au Libéria et en Ouganda. Ces événements ont été particulièrement graves en Ouganda, où des foules ont frappé et tué leurs victimes en raison de leur conversion.³²

L'Église catholique, acteur politique

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, l'Église catholique a joué dans un certain nombre de pays un rôle diplomatique et pastoral important dans l'arène politique.

Des évêques sont intervenus publiquement, faisant des déclarations aux médias ou au gouvernement à propos des processus électoraux ; ils ont critiqué pu-

bliquement la corruption et dénoncé la violence des forces de sécurité, des manifestants et des groupes extrémistes armés. Mais plus important encore, l'Église a joué dans certains pays un rôle actif dans l'observation électorale, la médiation et la résolution des conflits.

Au Cameroun, en République Démocratique du Congo et au Burundi (voir les rapports sur ces pays), l'Église catholique a soutenu les processus démocratiques en déployant des milliers d'observateurs pour prévenir l'intimidation et la fraude électorales. Elle a constaté des irrégularités dans les trois cas, remettant même en question les résultats des élections en République Démocratique du Congo où, bien que ce soit le leader de l'opposition qui ait finalement été déclaré vainqueur, l'Église a dénoncé que le processus électoral avait été entaché de fraudes et que le vainqueur était le candidat Martin Fayulu et non Felix Tshisekedi.

Le rôle le plus actif que l'Église catholique ait joué politiquement a été ses encouragements, son soutien et sa médiation dans les pourparlers de paix. Dans le cas de la guerre civile de 2013-2020 au Soudan du Sud, le Conseil des Églises soudanaises a constamment appelé au pardon et à la réconciliation, tout en servant de plateforme pour coordonner la consolidation de la paix. La communauté catholique de Sant'Egidio a réussi à deux reprises à obtenir, grâce à sa médiation, des accords de cessez-le-feu.³³ Enfin, en avril 2019, le pape François a invité les chefs de guerre du Soudan du Sud dans sa résidence pour une retraite de deux jours afin de dialoguer. La rencontre, largement relayée par la presse via la photographie du pape embrassant les pieds du Président Kiir, a donné une impulsion majeure pour relancer et conclure avec succès le processus de paix.³⁴ Le rôle positif de la religion dans le domaine des négociations et de la consolidation de la paix ayant été démontré, les deux parties au conflit ont remercié l'Église locale et le pape pour leur implication.

Au Cameroun également, l'Église catholique a continué à jouer un rôle de médiation important dans la guerre civile camerounaise qui a éclaté en 2016 entre les communautés francophone et anglophone. Les pourparlers de paix de juillet 2020 ont eu lieu au domicile de l'archevêque de Yaoundé.³⁵ À ce jour, selon Human Rights Watch, les violences ont coûté la vie à plus de 3.500 personnes.³⁶ Les hostilités n'ayant pas été résolues, la hiérarchie catholique continue de condamner les violences, appelant au dialogue entre les parties.

Signes d'une coexistence positive entre les groupes religieux

Malgré le nombre d'incidents inquiétants signalés dans toute la région, il y a certains pays dans lesquels les relations interreligieuses sont bonnes et où des efforts sont déployés pour favoriser la tolérance reli-

gieuse. Au Burundi, par exemple, l'Église catholique a invité et accueilli 47 responsables religieux représentant un vaste panel confessionnel à participer à un atelier visant à renforcer la capacité de toutes les communautés religieuses à s'engager dans la résolution des conflits et la coexistence pacifique.³⁷ En outre, à titre d'exemple de coexistence pacifique, malgré la présence perturbante de djihadistes au Kenya, les chefs catholiques ont recueilli des dons pour les musulmans pendant la période de Noël, et les chefs musulmans ont fait de même pour les chrétiens lors de célébrations religieuses comme l'Aïd.³⁸

L'impact du Covid-19 sur la liberté religieuse

En raison des règles de distanciation sociale imposées pour contenir la propagation du virus du Covid-19, les lieux de culte sont restés fermés pendant plusieurs mois, y compris pendant la Semaine Sainte pour les chrétiens et pendant le Ramadan pour les musulmans, dans la majorité des pays de la région.

La fermeture des lieux de culte a, dans certains pays, été accueillie par des protestations. Aux Comores et au Niger, les fidèles se sont rassemblés dans les mosquées pour protester contre leur fermeture car jusque-là, cela n'avait jamais eu lieu. Au Mozambique et au Gabon, des tensions sont apparues lorsque le gouvernement a prolongé la fermeture des lieux de culte malgré la réouverture des marchés, des écoles et des hôtels (voir les rapports sur ces pays).

Au Liberia, en Guinée-Bissau et en Zambie, à certaines périodes, des chefs religieux ont décidé de garder les églises et les mosquées fermées malgré l'autorisation du gouvernement de les rouvrir. Les rapports sur le Mali et le Sénégal indiquent que les mosquées ont rouvert leurs portes pour les célébrations du Ramadan, mais les dirigeants de l'Église ont décidé de ne pas rouvrir les lieux de culte en raison du nombre élevé de cas de Covid-19 enregistrés.

Les situations qui nécessitent une attention particulière

Comme le révèlent les rapports sur les pays, les groupes djihadistes ont encore consolidé leur présence, la région instable du Sahel devenant un refuge pour l'État Islamique et les groupes armés affiliés à Al-Qaïda. L'impact de cette présence fondamentaliste est complexifié par la violence intercommunautaire et les conflits ethno-politiques aux conséquences inquiétantes pour les groupes confessionnels. Plus précisément, l'appartenance religieuse des croyants est souvent utilisée comme un marqueur permettant de les classer comme appartenant à un groupe particulier ou à un autre dans le conflit, les rendant ainsi vulnérables aux attaques, même si la religion en soi n'est pas la principale raison de la violence.

Les missions militaires multinationales déployées en Afrique de l'Ouest n'ont pas réussi à lutter contre Boko Haram, qui a prêté allégeance à l'État Islamique en 2015.³⁹ En outre, les djihadistes ont également assuré et établi leur présence dans d'autres régions : l'État islamique a déclaré six « provinces du califat » en Afrique⁴⁰, et a intensifié ses attaques dans la région nord du Mozambique au cours des deux dernières années.⁴¹ La Somalie a elle aussi subi de violentes attaques d'Al-Chabab, et il reste à voir à quel point les circonstances vont se détériorer avec la fin de la mission de l'AMISOM en décembre 2020.⁴²

Enfin, une évolution positive s'est produite au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, avec le changement de régime au Soudan. La chute d'Omar El-Béchir, suivie des mesures prises par le gouvernement de transition pour promouvoir la coexistence religieuse, en contraste évident avec l'ancien régime islamiste, ont marqué le début d'une nouvelle ère de liberté religieuse dans le pays. Parmi ces mesures, par exemple, le Ministre des Affaires religieuses et des Dotations, Nasredin Mufreh, a présenté des excuses aux chrétiens soudanais « pour l'oppression et le mal infligés à votre corps, la destruction de vos églises, le vol de vos biens, l'arrestation et la poursuite injustes de vos serviteurs et la confiscation des bâtiments ecclésiastiques ».⁴³

Les survivants du massacre de Muidumbe, qui ont fui à pied en marchant 300 km pour se rendre dans le camp de réfugiés de Pemba, où ils ont été pris en charge par Caritas. Mozambique, Cabo Delgado, décembre 2020.

©ACN/Viljoen





ÉTUDE DE CAS

Mozambique : une spirale de violence hors de contrôle

Début novembre 2020, quinze garçons et cinq adultes ont été décapités à la machette par des insurgés de l'État Islamique lors d'un rite initiatique pour adolescents. Après l'attaque du village agricole du 24 de Março, dans le district de Muidumbe, les djihadistes ont amené les corps des victimes sur un terrain de football du village de Muatide.⁴⁴ Par la suite, 30 autres jeunes et adultes du même district ont été décapités par des djihadistes lors d'un assaut du même genre, et leurs corps ont également été exposés à Muatide « dans un horrible étalage destiné à effrayer la communauté locale ».⁴⁵

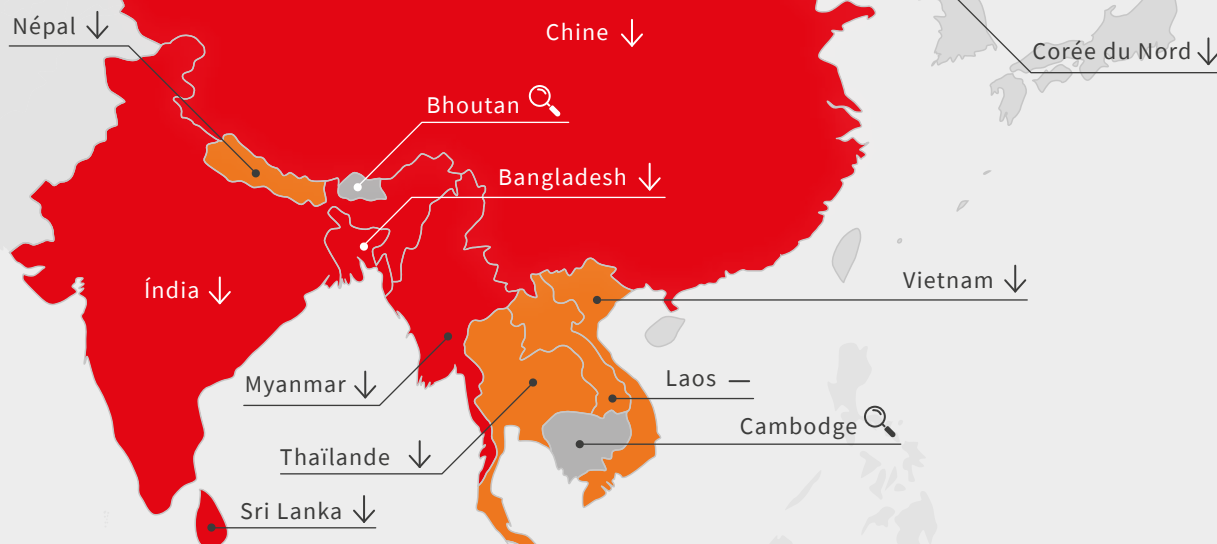
Ces massacres faisaient suite à une précédente attaque de masse en avril 2020, au cours de laquelle environ 52 hommes avaient été tués dans le village de Xitaxi, dans le district de Muidumbe, après avoir refusé de rejoindre les rangs des djihadistes.⁴⁶ Dans une déclaration à la chaîne publique TVM, le porte-parole de la police Orlando Mudumane a expliqué : « Les criminels ont essayé de recruter des jeunes pour rejoindre leurs rangs, mais ils ont rencontré de la résistance. Cela a provoqué la colère des criminels qui ont tué sans discernement, cruellement et diaboliquement, 52 jeunes ».⁴⁷

Ces exemples mettent en évidence une tendance croissante à l'intensification de la violence extrême et des meurtres dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique. Selon des estimations, le groupe fondamentaliste Ahlu-Sunnah Wa-Jama (localement connu sous le nom d'Al-Chabab), affilié à l'État Islamique, y aurait tué plus de 2.500 civils et déplacé

plus de 570.000 personnes au cours des trois dernières années.⁴⁸

La montée de l'extrémisme islamiste dans le nord du Mozambique est un phénomène complexe et multi-causal. Parmi les facteurs permettant la propagation et le recrutement rapide des réseaux djihadistes figurent : la pauvreté et la corruption, la faiblesse des structures étatiques, un mauvais accès à l'école et à l'emploi, l'arrivée de réseaux criminels transnationaux qui bénéficient du commerce illicite du bois, des pierres précieuses, de l'or ou de la drogue, la frustration de la population locale face à leur exclusion des bénéfices miniers, les griefs liés aux actions répressives commises par les forces de sécurité, l'absence de droits fonciers et les influences fondamentalistes de pays comme l'Arabie saoudite et la Somalie. Ces racines, qui stimulent la montée en puissance de groupes comme Al-Chabab, reflètent un schéma et une dynamique de radicalisation islamiste et de violence extrême observés de façon similaire dans des régions comme le bassin du lac Tchad, le Sahel et la Somalie.

Bien que tous les acteurs reconnaissent la nécessité de répondre en priorité aux causes socio-économiques du conflit, la réaction a été jusqu'à présent profondément militarisée, contribuant à une nouvelle spirale de violence. Pour Luis Fernando Lisboa, ancien évêque catholique de Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado, la seule réponse durable pour lutter contre l'extrémisme violent dans la province est la justice sociale.



ANALYSE RÉGIONALE

Asie continentale

L'Asie continentale comprend l'Asie de l'Est, la péninsule coréenne, l'Asie du Sud-Est continentale et le sous-continent indien, ainsi que les grandes îles – Japon, Taïwan et Sri Lanka – à proximité des côtes asiatiques. D'une part, cette région très peuplée et stratégique englobe des pays tels que la Chine, la Corée du Nord et le Myanmar qui connaissent actuellement certaines des pires violations de la liberté religieuse au monde. D'autre part, plusieurs pays, en particulier le Japon, Taïwan et la Corée du Sud, bénéficient de protections robustes et stables de la liberté religieuse, avec un solide soutien constitutionnel et culturel.

Plusieurs pays d'Asie continentale continuent d'être gouvernés par des dictatures marxistes à parti unique. La plus grande d'entre elles, la Chine, qui compte 1,4 milliard d'habitants, se distingue tristement par la mise en place de l'un des outils les plus invasifs et efficaces au monde de contrôle de la religion par l'État. Selon le dernier rapport du Pew Research Center sur les restrictions religieuses dans le monde, publié en novembre 2020, la Chine obtient un indice de restrictions gouvernementales (GRI) de 9,3 sur 10, le score le plus élevé de l'étude.⁴⁹ Combinant une surveillance de masse, un système de crédit social qui scrute et sanctionne les comportements individuels, et des répressions brutales contre les groupes religieux et ethniques soupçonnés de déloyauté, le Parti Communiste Chinois (PCC) atteint des sommets lorsqu'il s'agit

d'étouffer la liberté religieuse. En outre, comme le révèle le rapport sur la Chine, la situation est devenue encore plus brutale depuis que Xi Jinping est devenu Président de la Chine en 2013, comme en témoignent l'internement massif de plus d'un million d'Ouïghours, majoritairement musulmans, dans la province du Xinjiang, et leur assujettissement à des programmes coercitifs de « déradicalisation » depuis 2017.⁵⁰

La Corée du Nord, le Vietnam et le Laos sont d'autres régimes d'Asie continentale fondés sur des idéologies de style marxiste et des mécanismes de contrôle religieux similaires. Ainsi que le rapport sur la Corée du Nord le démontre, ce pays pratique une politique d'extermination de la religion qui est encore plus sévère que celle du PCC. Le Vietnam et le Laos, quant à eux, continuent de mettre en œuvre des réformes modestes et progressives accordant aux communautés religieuses enregistrées auprès de l'État une plus grande liberté de posséder des biens et de poursuivre des activités religieuses. Toutefois, les groupes non enregistrés, en particulier les bouddhistes indépendants au Vietnam et les protestants évangéliques au Laos, continuent d'être victimes de harcèlement et de discrimination graves, en particulier au niveau local.

Outre les restrictions religieuses imposées « d'en haut » par les dictatures marxistes, un défi sérieux à la liberté religieuse en Asie continentale provient

de mouvements nationalistes ethnoreligieux venant « d'en bas ». Alors que le contrôle méthodique de la religion par l'État n'est généralement possible que dans des contextes autocratiques comme la Chine et la Corée du Nord communistes, le feu du nationalisme ethnoreligieux tend à brûler de manière plus destructrice lorsqu'il bénéficie de l'oxygène de la contestation démocratique et de la mobilisation populaire. En Asie continentale, l'Inde et le Népal à majorité hindoue, le Sri Lanka, le Myanmar et la Thaïlande à majorité bouddhiste, et sous une forme plus douce, le Bhoutan, offrent un contexte démocratique ou semi-démocratique qui favorise la montée d'un nationalisme lié à la religion dominante (voir les rapports sur ces pays).

Avec une population de près de 1,4 milliard d'habitants, l'Inde est à la fois la plus grande démocratie au monde et le pays présentant le mouvement de nationalisme religieux le plus important et le plus virulent au monde. Depuis les années 1990, la compétition politique est devenue plus vive en Inde et un nombre croissant d'Indiens se sont retrouvés attirés par le message nationaliste hindou selon lequel la culture et l'identité nationale de l'Inde sont essentiellement hindoues. Le Bharatiya Janata Party (BJP), le parti politique hindou nationaliste indien, a obtenu la majorité absolue lors des élections législatives consécutives de 2014 et 2019. Sous l'effet de ces victoires, le BJP a renforcé son programme nationaliste d'une manière qui a porté atteinte à la liberté religieuse et à d'autres libertés civiles fondamentales, en ciblant – souvent à des niveaux plus locaux – les musulmans et les chrétiens sur des questions telles que l'abattage des vaches et la conversion religieuse.⁵¹

Le résultat, selon l'étude du Pew Research Center de novembre 2020 sur les restrictions religieuses dans le monde, est que « l'Inde a connu les niveaux les plus élevés d'hostilités sociales – non seulement parmi les pays les plus peuplés de la planète, mais aussi parmi les 198 pays de l'étude » avec un indice d'hostilité sociale de 9,6 sur 10.⁵² Suggérant que le nationalisme religieux exclusif était en train de devenir un modèle pour l'Asie continentale, le Népal à majorité hindoue a récemment adopté une Constitution et un code pénal interdisant le prosélytisme et marginalisant les communautés et organisations non hindoues.⁵³

En outre, de nombreux pays à majorité bouddhiste, en particulier le Sri Lanka, le Myanmar et la Thaïlande, ont assisté à la montée en puissance de leaders et d'organisations ethnoreligieuses extrémistes affichant une haine anti-minorités similaire (voir les rapports sur ces pays). Il s'agit notamment du Mouvement 969 et de la Fondation Buddha Dhamma Parahita au Myanmar, et du Bodu Bala Sena du Sri Lanka. Ces groupes ont encouragé des attaques de plus forte intensité contre les minorités musulmanes au Myanmar et au Sri Lanka. Le

cas le plus flagrant reste de loin celui du génocide en plusieurs phases contre le peuple rohingya, majoritairement musulman, dans l'État de Rakhine au Myanmar en 2016-2017.⁵⁴ Les chrétiens et les hindous ont également subi des attaques ciblées dans l'État de Kachin⁵⁵. Pendant ce temps, au Sri Lanka, comme le montre le rapport sur ce pays, les victoires décisives aux élections présidentielles et parlementaires du Sri Lanka Podujana Party en 2019 et 2020 ont démontré qu'un parti politique aligné sur le nationalisme bouddhiste cinghalais et hostile aux minorités religieuses consolidait son emprise sur le pouvoir dans cette nation insulaire.

Une autre menace pour la liberté religieuse en Asie continentale est l'extrémisme islamiste transnational. Le pire acte de violence religieuse perpétré contre la communauté chrétienne d'Asie continentale ces dernières années a été l'attentat suicide islamiste-terroriste au Sri Lanka le dimanche de Pâques, le 21 avril 2019, au cours duquel trois églises et trois hôtels de Colombo ont été pris pour cible, tuant 267 personnes et en blessant près de 500.⁵⁶ Depuis la fin de la guerre civile en 2009, une augmentation constante de la rhétorique et de la violence antimusulmanes de la part des extrémistes bouddhistes au Sri Lanka semble avoir joué un rôle dans la radicalisation des responsables de l'attaque.⁵⁷ À son tour, l'attaque terroriste islamiste elle-même a contribué à fortement alimenter le nationalisme bouddhiste extrémiste, ouvrant la voie aux victoires électorales massives des nationalistes bouddhistes cinghalais fin 2019 et à la mi-2020.⁵⁸

Les événements récents au Sri Lanka illustrent le fait que les principales menaces pour la liberté religieuse en Asie continentale – gouvernance autocratique religieuse, nationalisme et extrémisme islamiste – sont non seulement dangereuses en elles-mêmes, mais s'amplifient en outre les unes les autres dans un cycle destructeur. En Chine aussi, l'assaut contre les ouïghours combine un puissant élément de nationalisme lié à l'ethnie chinoise han et une volonté de riposte après une série d'attaques terroristes menées par des radicaux ouïghours contre des chinois d'ethnie chinoise au Xinjiang entre 2009 et 2016.⁵⁹ Alors que l'autoritarisme, le nationalisme ethnique et religieux et le djihadisme montrent tous des signes attestant qu'ils continueront de monter et de se renforcer mutuellement dans toute l'Asie continentale, ce cercle vicieux risque de le devenir encore plus dans les années à venir, avec des conséquences désastreuses pour la liberté religieuse.

Une fenêtre sur l'âme : la Chine menace la liberté religieuse

Aucun régime dans l'histoire n'a mieux réussi que la République populaire de Chine à faire du roman dystopique de George Orwell, 1984, une réalité. En effet, l'appareil de répression construit par le Parti Communiste Chinois (PCC) ces dernières années est si élaboré, omniprésent et technologiquement sophistiqué qu'il pourrait faire passer « Big Brother » pour un amateur.

Bien qu'introduit tout d'abord dans la province chinoise indocile du Xinjiang comme moyen de surveiller sa population ouïghoure majoritairement musulmane, des éléments de l'État policier du PCC ont rapidement été introduits dans l'ensemble de ce pays de 1,4 milliard d'habitants. L'un de ses aspects, « sharp eyes » [qu'on pourrait traduire par « yeux perçants » ou « l'œil de lynx »], est la prolifération de caméras de sécurité très sophistiquées et de scanners de données. Contrairement aux caméras de vidéosurveillance traditionnelles, les nouveaux appareils sont capables de donner à la police des images des visages des individus en haute résolution. À Urumqi, la capitale régionale du Xinjiang, la police a installé plus de 18.000 caméras de reconnaissance faciale pour couvrir environ 3.500 des complexes résidentiels de la ville⁶⁰, et le pays dans son ensemble devrait avoir installé quelque 626 millions de caméras de sécurité dans les espaces publics et privés à la fin de 2020.⁶¹ Pendant ce temps, les scanners installés dans tout le pays aux principaux points de passages piétonniers récoltent les données des smartphones, à l'insu des passants.

À l'aide d'applications spéciales sur leurs smartphones, la police peut alors télécharger les vastes données qu'elle recueille sur des plateformes d'analyse partagées, telles que la Plate-forme intégrée d'opérations interarmées (IJOP) actuellement opérationnelle dans le Xinjiang.⁶² Les plateformes recueillent et compilent les informations collectées, signalent les personnes qui ont rencontré des « mécontents » du système, ceux qui utilisent des applications comme WhatsApp, qui emploient des messageries cryptées ou qui s'engagent dans un degré anormalement élevé d'activité religieuse. En réalité, l'impact sur la liberté religieuse se fait déjà sentir. Les groupes religieux, perçus comme un défi direct à un système athée jaloux, sont et seront de plus en plus surveillés. La violation la plus flagrante de la liberté religieuse est celle perpétrée contre les musulmans ouïghours dans la province du Xinjiang. Dans le cadre d'un programme de « campagne de lutte contre le terrorisme violent », environ un million⁶³ sur un total de 13 millions de musulmans turcs⁶⁴ sont emprisonnés dans des « camps de réédu-

cation » et sont soumis à des « détentions arbitraires massives, à la torture et à des mauvais traitements ».⁶⁵ Ceux qui n'ont pas été internés sont soumis à une collecte forcée de leurs données biométriques et à leur suivi au moyen de caméras omniprésentes dotées de la reconnaissance faciale et de logiciels qui enregistrent, traduisent et transcrivent les messages vocaux, autant d'outils qui permettent une répression gouvernementale ciblée. Comme indiqué dans le rapport de Human Rights Watch de 2018 : « À l'intérieur, les gens sont punis pour avoir pratiqué pacifiquement leur religion. À l'extérieur, les restrictions religieuses du gouvernement sont si strictes que l'islam est de facto interdit ».⁶⁶

Les technologies de surveillance de la répression ciblent également les chrétiens. Les rapports indiquent qu'à la fin de 2020, « plus de 200 caméras de reconnaissance faciale ont été installées dans les églises et les temples d'un comté de la province du Jiangxi » : 50 dans les églises des « trois autonomies », enregistrées par l'État, et près de 50 caméras dans 16 lieux de culte bouddhistes et taoïstes.⁶⁷ Les églises qui ont refusé, comme l'église de Sion, l'une des plus grandes églises non enregistrées de Pékin, ont été fermées.⁶⁸

Le système du « crédit social » est également un élément déterminant de l'État policier en Chine. Bien qu'il n'existe actuellement aucun système de crédit social intégré à l'échelle nationale, plusieurs grandes municipalités (dont Pékin) ont mis en place des programmes permettant aux individus d'accumuler des points de réputation en fonction de leurs « bons » et « mauvais » comportements.⁶⁹ Les mauvais comportements peuvent inclure la visite trop fréquente de lieux de culte ou le fait de ne pas aider la police à identifier les dissidents religieux tels que les membres du Falun Gong. Un mauvais score de crédit social peut induire pour les particuliers une impossibilité d'acheter des billets de train ou d'avion, ou d'obtenir des places pour leurs enfants dans les écoles désirées. Le PCC aspire apparemment à imposer un système intégré de crédit social à l'ensemble du pays.

Le concept de crédit social a été étendu à la hiérarchie religieuse et au clergé. Le 9 février 2021, l'Administration d'État pour les affaires religieuses (SARA) a lancé une base de données, applicable à tous les groupes confessionnels, appelée Mesures Administratives pour le Personnel Religieux, qui contient des informations sur le clergé, les moines, les prêtres et les évêques. Le système « enregistre les “récompenses” et “punitions” reçues, y compris la “révocation” de leur ministère



©GILLES SABRIÉ/The New York Times/Redux

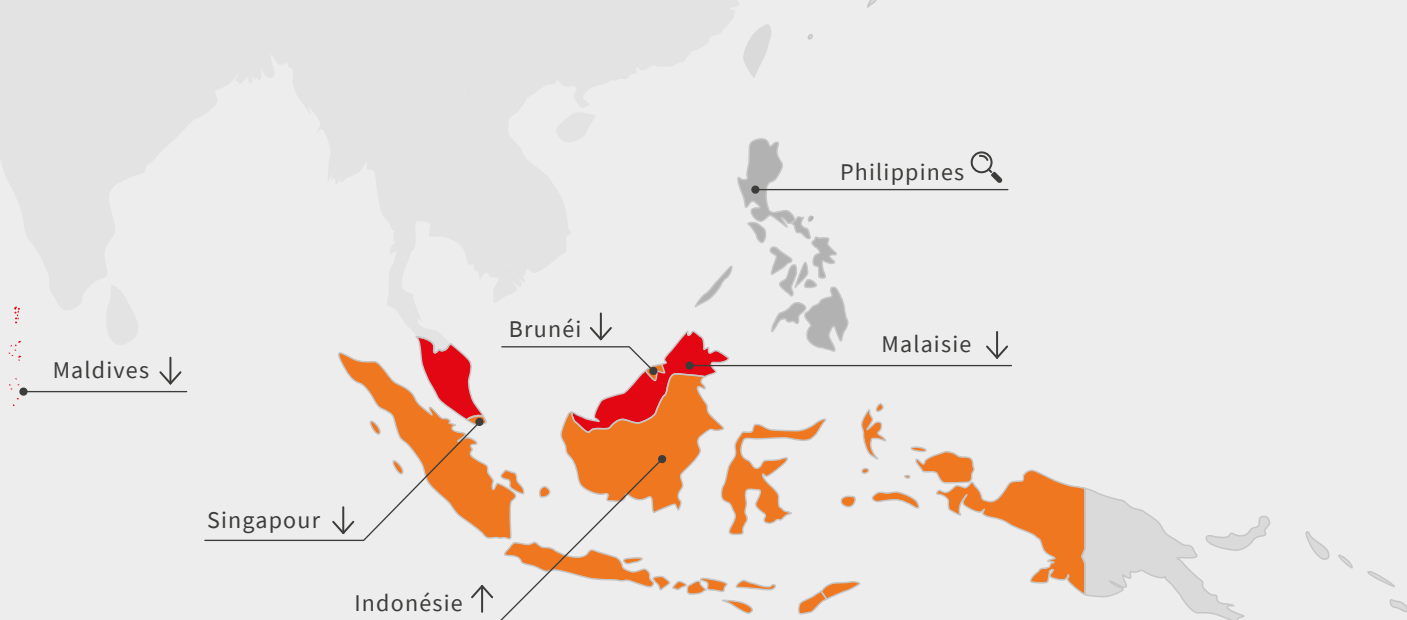
Une vidéo montrant un logiciel de reconnaissance faciale utilisé au siège de la société d'intelligence artificielle Megvii à Pékin, en Chine.

et « autres informations ».⁷⁰ Ces chefs religieux auront l'obligation de « soutenir la direction du Parti Communiste Chinois, de soutenir le système socialiste », de « résister aux activités religieuses illégales et à l'extrémisme religieux et de résister à l'infiltration des forces étrangères qui utilisent la religion ».⁷¹

Samuel Brownback, l'ambassadeur des États-Unis pour la liberté religieuse internationale, a averti que les méthodes de la Chine représentaient « l'avenir de l'oppression religieuse », ajoutant qu'à terme, les minorités religieuses allaient être « opprimées par un système où elles ne pourront pas vivre et travailler dans la société en continuant à pratiquer leur foi ».⁷²

Trois caractéristiques du Léviathan hautement technologique de la Chine sont particulièrement troublantes : (1) le développement rapide de la technologie signifie qu'il est inévitable que le système devienne progressivement de plus en plus sophistiqué et complet, (2) la Chine exporte activement les éléments de son État policier dans d'autres pays, comme ses voisins d'Asie centrale⁷³, et (3) le système est conçu pour récompenser les « bons » comportements et punir les « mauvais » comportements.

Cependant, parmi toutes les caractéristiques susmentionnées, c'est peut-être la troisième qui est la plus dangereuse car elle incite fortement les citoyens chinois à coopérer avec l'État policier du régime, et même à l'aimer, tout comme le personnage fictif d'Orwell Winston Smith a fini par aimer Big Brother. La seule chose qui soit pire qu'une dictature honnie est probablement que cette dictature jouisse d'une acceptation, d'une légitimité, et même d'une affection généralisée. Comme l'a déclaré Mark Warner, vice-président démocrate de la commission du renseignement du Sénat américain : « Les dirigeants des partis communistes développent un modèle de gouvernance technologique qui ferait pâlir Orwell ».⁷⁴



ANALYSE RÉGIONALE

Asie maritime

L'Asie maritime se compose de la péninsule malaise, de l'archipel malais, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des nombreuses petites nations insulaires de la région indopacifique. Les persécutions religieuses constituent l'un des principaux facteurs de conflit et d'instabilité dans ce territoire stratégique. L'islamisme militant est de loin le principal moteur de cette persécution, qu'il agisse en s'alliant au pouvoir étatique ou qu'il opère par l'intermédiaire d'acteurs et de mouvements non étatiques.

Bien que cela soit évident dans la région, les pays d'Asie maritime présentant la répression religieuse la plus extrême du fait de leur idéologie islamiste sont la Malaisie et les Maldives (voir les rapports sur ces pays). Alors que l'islamisme militant prend rarement une forme violente en Malaisie, les gouvernements fédéral et provinciaux imposent une orthodoxie islamique rigide par le biais d'un système de réglementation religieuse qui est parmi les plus ambitieux au monde. Démocratie électorale, la Malaisie repose sur un système lié à la religion de l'ethnie majoritaire qui limite radicalement les libertés religieuses fondamentales de la majorité musulmane d'ethnie malaise ainsi que des minorités ethniques principalement chinoises et indiennes, confessionnellement bouddhistes, hindoues ou chrétiennes. Les membres de la majorité musulmane malaise n'ont pas de liberté religieuse puisque le gouvernement définit et impose de manière coercitive le type d'islam devant être cru et pratiqué – une école particulière de l'islam sunnite – rendant extrêmement difficile toute conversion à un autre islam que l'islam sunnite.. Dans le même temps, le gouvernement applique impitoyablement toutes sortes de restrictions aux minorités religieuses et ethniques du pays. Les

non-musulmans ne peuvent pas se référer à Dieu en l'appelant « Allah » dans leurs publications⁷⁵ et il leur est strictement interdit, et punissable par la loi, de faire du prosélytisme auprès des musulmans malais. L'effondrement d'un gouvernement réformateur de courte durée et le retour à une gouvernance favorable à la ligne dure en février 2020 ont réduit toute perspective d'amélioration des conditions de liberté religieuse dans le pays. C'est dans ce climat que l'ancien Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a appelé sur Twitter, en octobre 2020, les musulmans du monde entier à « tuer des millions de français » pour se venger de la publication de caricatures du prophète Mahomet dans le magazine français Charlie Hebdo.⁷⁶

La petite nation archipel des Maldives, située au sud de l'Inde dans l'océan Indien, est en proie à la fois à l'orthodoxie islamique imposée par l'État et à un extrémisme islamiste non étatique. Figurant parmi les pays les plus répressifs au monde, les Maldives, obligent formellement les citoyens maldiviens à adhérer à l'islam sunnite et interdisent toute expression publique d'une foi non musulmane, même par les visiteurs. Comme le révèle le rapport sur ce pays, malgré des progrès vers la démocratie et l'État de droit depuis la fin de 30 ans de dictature en 2008, le pays n'a pour l'instant pas su freiner la dangereuse montée de l'extrémisme djihadiste des dernières années. Les islamistes ont travaillé à faire reculer les réformes démocratiques, et ont même réussi à faire pression sur le gouvernement pour qu'il ferme l'ONG de défense des droits de l'homme la plus influente des Maldives fin 2019.⁷⁷

Les conséquences désastreuses de l'islamisme pour la liberté religieuse sont également visibles dans plu-

sieurs autres pays d'Asie maritime. En Indonésie, de loin le pays le plus peuplé de la région et la plus grande nation musulmane au monde, les islamistes militants associés à des groupes tels que le Front des Défenseurs de l'Islam, opposé à l'idéologie indonésienne officielle de tolérance religieuse « pancasila », ont continué à collaborer avec certains responsables du gouvernement local pour faire fermer les lieux de culte tenus par les communautés confessionnelles minoritaires. Plus dramatique encore, ils ont uni leurs forces aux élites économiques et politiques⁷⁸ pour faire tomber le gouverneur de Jakarta, Basuki Tjahaja Purnama, un chrétien d'ethnie chinoise connu sous son surnom « d'Ahok », en 2017. Après avoir subi une défaite électorale et purgé une peine de deux ans pour blasphème, Ahok n'a été libéré qu'en janvier 2019.⁷⁹ Aux Philippines, pays à majorité catholique, l'islamisme non étatique alimente également le militantisme violent d'Abou Sayyaf sur la grande île de Mindanao, île à majorité musulmane qui se trouve dans le sud du pays. Pour sa part, le petit sultanat de Brunei Darussalam a également pris des mesures au cours de la période faisant l'objet du présent rapport pour mettre en œuvre une idéologie islamique plus intransigeante. En avril 2019, Brunei a mis en œuvre un code pénal fondé sur la charia⁸⁰ qui criminalise la diffamation du prophète Mahomet, l'apostasie et même le prosélytisme effectué par des non-musulmans auprès d'autres non-musulmans. Ce nouveau code prescrit des peines telles que le fouet et la mort par lapidation (voir les rapports sur ces pays).

Cependant, au moins sur certains points importants, l'Indonésie s'écarte du modèle d'islamisation et de radicalisation qui prévaut aujourd'hui dans de nombreux pays à majorité musulmane, que ce soit en Asie maritime, en Asie continentale ou ailleurs. Les manifestations d'activités islamistes en Indonésie ont été compensées – en particulier au cours des trois dernières années – par un certain nombre de tendances juridiques, politiques et religieuses positives. Par exemple, dans une décision rendue en 2017 qui a été largement saluée, la Cour constitutionnelle a étendu les protections de la liberté religieuse et les ressources de l'État aux traditions spirituelles autochtones autres que les six religions officiellement reconnues dans le pays.⁸¹

En outre, comme l'indique le rapport sur ce pays, malgré la vague de mobilisation islamiste qui a fait tomber Ahok, cela n'a pas empêché l'élection du Président modéré du pays, Joko Widodo, aux élections indonésiennes d'avril 2019. En effet, l'étalage de pouvoir islamiste dans l'affaire Ahok a incité les dirigeants politiques et religieux indonésiens à soutenir les traditions politiques et culturelles du pays en matière de tolérance religieuse. Par exemple, le Nahdlatul Ulama (NU), le plus grand mouvement de la société civile du pays et la plus grande organisation musulmane au monde avec quelque 90 millions de membres, mène

une campagne nationale et mondiale pour recontextualiser les éléments de l'orthodoxie islamique qui ont encouragé l'extrémisme djihadiste et l'intolérance religieuse envers les non-musulmans. L'ONU a même reçu le secrétaire d'État américain Mike Pompeo à Jakarta fin octobre 2020 pour exprimer son engagement commun en faveur de la liberté religieuse et des droits de l'homme inaliénables.⁸²

Il est également encourageant de constater que de nombreux pays d'Asie maritime comptent parmi les plus libres et pacifiques au monde en matière de religion. Ils s'agit notamment des grandes nations insulaires que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, des nations à majorité chrétienne de Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Timor Leste, et des micro-États du Pacifique tels que le Vanuatu, Samoa, les Kiribati, les Tonga, la Micronésie, les Îles Marshall, les Palaos, les Tuvalu, Nauru, les Îles Fidji et les Îles Salomon (voir les rapports sur ces pays). Néanmoins, ces pays n'ont pas été exempts de problèmes majeurs, le plus notable étant l'attaque terroriste de deux mosquées lors de la prière du vendredi à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en mars 2019, par un ressortissant australien suprémaciste blanc qui a tué 51 personnes et en a blessé 40 à cette occasion.⁸³ En outre, en Australie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Timor-Leste et dans les îles Marshall, les rapports sur ces pays révèlent une discrimination à l'égard des minorités musulmanes. L'Australie, en particulier, fait face à des critiques constantes, tant pour son manque d'ouverture à l'égard des personnes d'origine asiatique venues chercher refuge contre les persécutions religieuses, que pour son incapacité à fournir des installations adéquates aux demandeurs d'asile.⁸⁴

Nationalisme ethnoreligieux : manipuler la recherche d'une identité commune

Avec le totalitarisme communiste et l'islamisme, le nationalisme religieux est l'une des plus grandes menaces pour la liberté religieuse et la coexistence religieuse pacifique dans notre monde actuel. Les minorités religieuses de nombreux pays – comme l'Inde, le Sri Lanka, le Pakistan, le Myanmar, la Malaisie, le Bhoutan, le Népal et d'autres – sont de plus en plus marginalisées et persécutées activement par bon nombre de leurs concitoyens, au milieu de mouvements de plus en plus populistes liés aux religions majoritaires (voir les rapports sur ces pays).

Dans un monde de plus en plus façonné par une culture consumériste spirituellement vide, beaucoup de gens ont soif de formes plus riches et plus profondes d'identité et de communauté. Le nationalisme ethnoreligieux est une tentative de fournir des formes d'appartenance fortes dans un monde en pleine mutation. Son propos est que l'identité individuelle dérive en partie de l'appartenance à une grande nation, définie par une convergence unique de religion, de race, de langue et de territoire. C'est en Asie que de tels mouvements semblent le plus se développer. Comme l'indiquent les rapports sur ces pays, les mouvements nationalistes ethnoreligieux sont en plein essor au Myanmar et au Sri Lanka à majorité bouddhiste, ainsi qu'en Malaisie essentiellement musulmane et malaise, et au Bangladesh bengali et musulman.

Le parti du premier ministre Narendra Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP) – de retour au pouvoir après une victoire écrasante lors des élections législatives de 2019 – a lancé un nouvel appel à un mouvement de nationalisme hindou, vieux de plusieurs décennies. Le nationalisme hindou est le plus grand mouvement de nationalisme religieux au monde, et est centré sur une identité essentiellement ethnoreligieuse, dont le soutien le plus fervent se situe dans la zone conservatrice de la « ceinture de la vache », située au centre et dans le nord de l'Inde. À l'instar de nombreux autres pays dotés de puissants mouvements nationalistes religieux, le rempart institutionnel du nationalisme hindou est un réseau d'acteurs non étatiques qui jouit d'une résonance et d'une influence croissantes au sein de la population indienne. L'obtention de près de 40% aux élections de 2019 est un bon indicateur du succès grandissant auprès des masses du BJP, avec sa philosophie Hindutva – qui vise la création d'un puissant État hindou.⁸⁵

Si la tendance accélérée vers un nationalisme ethnoreligieux virulent n'est pas arrêtée ou ralentie, des conséquences catastrophiques seront inévitables. Les nombreux pays asiatiques (ainsi que d'autres gouvernements populistes dans le monde) qui sont sous l'emprise du nationalisme ethnoreligieux connaissent une combinaison de recul démocratique et de répression religieuse croissante. Par exemple, comme l'indiquent les rapports sur les pays, des démocraties comme l'Inde, le Myanmar et le Sri Lanka, qui ont été profondément façonnées par le nationalisme ethnoreligieux, deviennent de plus en plus des régimes autocratiques-démocratiques « hybrides » combinant des élections régulières et de sévères restrictions aux droits constitutionnels fondamentaux tels que la liberté religieuse. Le Pakistan en est un autre exemple. Longtemps sous l'emprise d'une identité religieuse-nationaliste militarisée, et pendant un certain temps fermement dans l'orbite de la Chine, le Pakistan est un cas d'école d'« autocratie électorale » de la majorité religieuse.

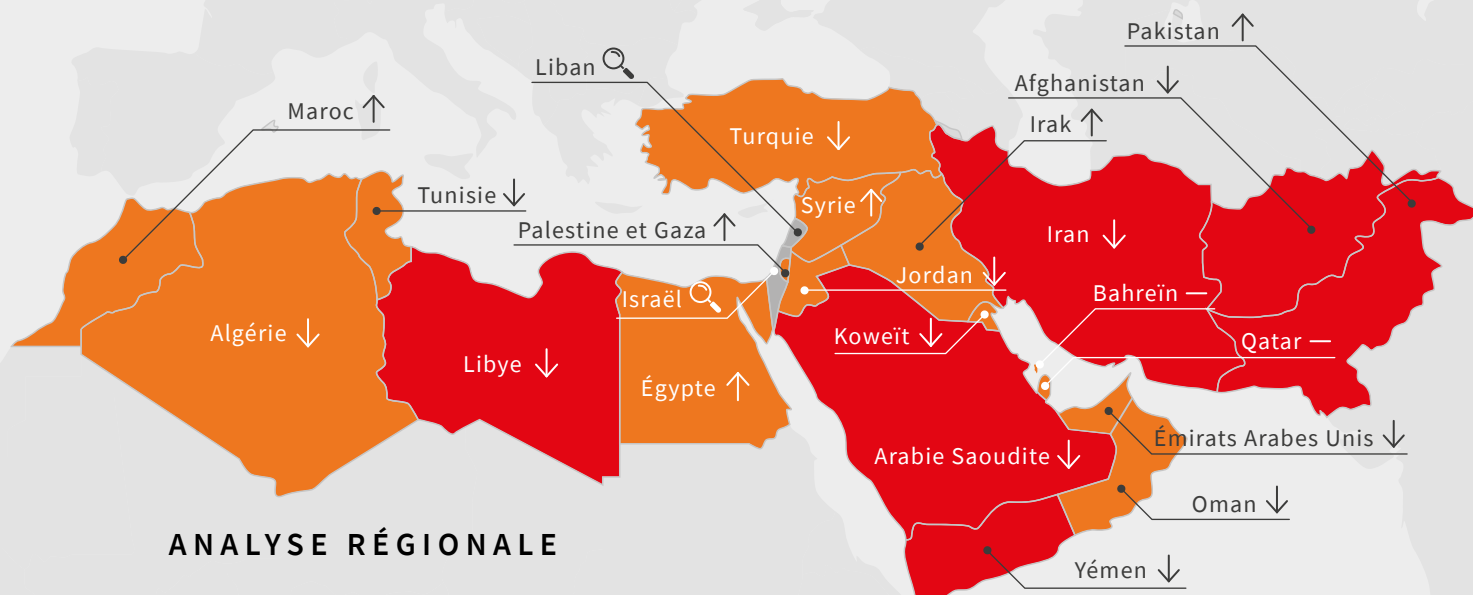
Nous assistons peut-être actuellement à ce que Farahnaz Ispahani, spécialiste de l'Asie du Sud, appelle la « pakistanisation » de l'Asie⁸⁶, dans laquelle des identités majoritaires exclusives unissent leurs forces à des États de plus en plus autoritaires pour transformer de façon permanente les minorités religieuses en citoyens de seconde classe, si ce n'est les priver complètement de leurs droits ou les détruire entièrement. Ce qui reste incertain, c'est de savoir combien d'autres pays décideront que ce type de régime représente un modèle politique attrayant et viable. Mais ce qui est clair, c'est qu'une combinaison de nationalisme ethnoreligieux et de gouvernance autoritaire est profondément incompatible avec une liberté religieuse solide pour tous les citoyens, indépendamment de la croyance, de la caste ou de la race.

Manifestation à Calcutta, en Inde, le 18 janvier 2020, contre la modification de la loi sur la citoyenneté, adoptée au Parlement indien en décembre 2019.

© Avishek Das/SOPA Images via ZUMA Wire



**STOP DIVIDING
INDIA ON
RELIGIOUS
LINES**



ANALYSE RÉGIONALE

Proche-Orient et Afrique du Nord

Par Oliver Maksan

La région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA en anglais), de l'Afghanistan et du Pakistan, qui s'étend de l'Iran, dans le sud-ouest de l'Asie, au Maroc dans le nord-ouest de l'Afrique⁸⁷, est une région transcontinentale qui abrite plus de 6% de la population⁸⁸ mondiale et englobe divers groupes culturels et ethniques. Berceau des grandes religions monothéistes du monde, du judaïsme, du christianisme et de l'islam, ces pays – où la religion et la politique sont souvent étroitement liées – rassemblent plus de 20 % des musulmans du monde⁸⁹ et 60 % des réserves mondiales de pétrole⁹⁰. Il s'agit donc d'une région dont l'influence politique et religieuse dans le monde est forte.

Plusieurs pays de cette zone ont connu des changements politiques et sociétaux positifs au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, sans pour autant qu'ils aient fait avancer la promotion et la protection des droits de l'homme. L'environnement juridique et sociétal montre une réticence à changer, car les lois et pratiques discriminatoires, principalement contre les non-musulmans, se poursuivent.

Au mieux, la liberté de culte est garantie, mais pas la pleine liberté religieuse. Comme le montrent les rapports sur les pays, la persécution systématique des minorités religieuses se limite à seulement quelques pays comme l'Arabie saoudite, l'Iran et le Pakistan, mais dans la plupart d'entre eux, la conversion de l'islam à une autre religion est soit interdite par la loi, soit de facto impossible en raison de fortes pressions sociétales. Le prosélytisme dans beaucoup de ces pays est illégal. Les lois contre le blasphème sont utilisées pour faire taire les groupes religieux minoritaires tels que

les chrétiens, ainsi que les athées et tous ceux qui critiquent de l'islam. La tolérance de la société à l'égard des chrétiens reste faible et, comme en témoignent de nombreux incidents en Haute-Égypte, la violence peut éclater à tout moment.⁹¹

Malgré les énormes efforts déployés par des donateurs internationaux étatiques et non étatiques (principalement chrétiens), le nombre de chrétiens en Irak ne se remettra probablement jamais du coup porté par les djihadistes de l'État Islamique (Daesh) en 2014. La même tragédie se produit en Syrie où, selon le nonce apostolique, des 10% de la population chrétienne qui existaient en 2011, il ne reste aujourd'hui que 2%.⁹²

Etant donné que les circonstances économiques et politiques qui ont conduit au Printemps arabe n'ont pas été traitées de manière substantielle, l'instabilité politique se poursuivra et s'enflammera parfois, ajoutant à l'insécurité des minorités religieuses.

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, un certain nombre de tendances majeures peuvent être identifiées.

L'État Islamique (Daesh) affaibli mais pas détruit

Les crimes odieux commis par des groupes djihadistes comme Daesh ont été moins nombreux – du moins à grande échelle – et il semble que leur apogée ait été atteinte avant la période faisant l'objet du présent rapport. Le fanatisme islamiste armé reste une préoccupation militaire majeure – par exemple en Libye et dans certaines parties de la Syrie – alors que la défaite ter-

ritoriale de l'État Islamique en Syrie et en Irak et l'assassinat de son calife autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi par les forces spéciales américaines en 2019⁹³ n'ont pas mis fin à l'organisation terroriste en tant que telle.⁹⁴ Comme en témoignent les rapports sur les pays en cause, après avoir partiellement déplacé ses forces vers l'Afrique (principalement sub-saharienne) et l'Asie, Daesh reste relativement inactif dans la région MENA, ne terrorisant que sporadiquement les musulmans et les non-musulmans. La fin de son expansion territoriale a mis un coup d'arrêt à la terreur directe et sans précédent que l'organisation a exercée sur les personnes de toutes origines pendant sa période de pouvoir.

Introspection musulmane

La brutalité de Daesh, affichée professionnellement sur les réseaux sociaux, et d'autres groupes extrémistes, a déclenché une profonde autocritique au sein de la communauté musulmane. Par exemple, lorsque Mohammad bin Abdulkarim Al-Issa, secrétaire général de la Ligue Islamique Mondiale basée en Arabie saoudite, a été interrogé en 2019 sur ce qui stimule l'islamophobie dans le monde, il a simplement répondu : « Nous, les musulmans ».⁹⁵ Le président égyptien Sissi a également appelé à plusieurs reprises à une véritable réforme de l'islam.⁹⁶ Malheureusement, les discours réformateurs de dirigeants comme Sissi sont entachés par leur propre sombre bilan en matière de droits de l'homme. Le fait que ces efforts « viennent d'en haut » en réduit également la portée, parce qu'ils sont perçus comme politiquement motivés et, à ce titre, manquent de crédibilité parmi les partisans de l'islam politique.

Le fossé au sein de l'islam sunnite s'approfondit

Le fossé entre les pays à majorité musulmane sunnite qui soutiennent ou qui ne soutiennent pas les Frères Musulmans s'accroît. L'éviction du pouvoir de Mohamed Morsi et des Frères Musulmans en Égypte en 2013, qui étaient financés en grande partie par l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis⁹⁷, a marqué le début de cette fracture. Ce mouvement anti-Frères Musulmans présente également l'intérêt de contenir et finalement éliminer la dimension politique sélective de l'islam. Le mouvement pro Frères Musulmans est représenté par les patronages régionaux de la Turquie et du Qatar. C'est en particulier la Turquie qui a changé sa position concernant le rôle politique de l'islam. Comme le révèle le rapport sur la Turquie, le Président Erdogan, avec sa politique étrangère néo-ottomane, a mis de côté le laïcisme d'Atatürk et cherche à positionner la Turquie comme une puissance sunnite. Cela s'est traduit par des interventions militaires en Libye, en Syrie et dans la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, où Erdogan s'aligne, lorsque cela est opportun, avec les djihadistes et les mercenaires.⁹⁸ La transformation de l'église Sainte-Sophie de musée en mosquée est l'exemple le plus révélateur et symbolique du chan-

gement de nature de l'État turc, où l'islam est devenu plus important. Comme le révèlent les rapports sur les pays, dans de nombreux autres pays à majorité musulmane, il existe en même temps une tendance opposée – les autorités cherchant à établir des liens plus étroits avec les minorités.

Gestes des gouvernements à l'égard des minorités religieuses

Certains gouvernements ont entrepris des efforts pour démontrer publiquement une sensibilité renouvelée à l'égard des minorités religieuses et de la nécessité de maintenir le pluralisme religieux. En Irak, le gouvernement a fait quelques progrès en nommant des chrétiens à de hautes fonctions publiques et en reconnaissant Noël comme jour férié national.⁹⁹ En Égypte, les permis de construire des églises qui ont été mis en œuvre fin 2020 ont redonné confiance aux chrétiens.¹⁰⁰ Les Émirats Arabes Unis ont démontré leur soutien en finançant la reconstruction de sites du patrimoine chrétien irakien détruits par l'État Islamique.¹⁰¹ Bien que ces grands gestes n'aient été suivis que d'actions plus timides, ils ont instillé l'espoir, parmi les populations non musulmanes, d'une reconnaissance accrue de leur place dans la société. La première messe publique de l'histoire sur la péninsule arabique, a été célébrée en 2019 par le Pape François et est un exemple important de ce changement.¹⁰²

Tendances d'ouverture du système sectaire

Comme l'indiquent les rapports sur l'Irak et le Liban, les manifestations en 2019 et 2020 ont révélé que les populations de la région recherchaient de plus en plus une bonne gouvernance sur une base non confessionnelle. Les manifestations des populations sunnites, chiites et chrétiennes de 2019-2020 en Irak, unies contre un gouvernement dysfonctionnel, en ont été un indicateur significatif. Après ces manifestations, le Premier ministre chiite Mustafa Al Khadimi a publiquement fait preuve d'ouverture à l'égard de la communauté chrétienne. Il s'est rendu dans les plaines de Ninive (où les milices Shabak terrorisaient les chrétiens) et a publiquement appelé les chrétiens à rester dans leur patrie, ou à y revenir, en déclarant : « Les chrétiens représentent l'une des composantes les plus authentiques de l'Irak, et cela nous attriste de les voir quitter le pays ».¹⁰³ En janvier 2021, une Commission nationale pour la restitution des biens chrétiens a été créée.¹⁰⁴

Les manifestations antigouvernementales du Liban qui ont réuni en 2019-2020 des citoyens de toutes confessions ont été perçues par beaucoup comme une révolte contre le système sectaire corrompu du pays.¹⁰⁵ L'impasse politique qui persiste, même après l'explosion de Beyrouth en août 2020 et les appels internationaux aux réformes qui ont suivi, révèle à quel point le sectarisme est profondément enraciné.

Un dialogue catholique-musulman amélioré

Le pape François a consacré d'importants efforts à l'amélioration des relations de l'Église catholique avec le monde arabo-musulman, majoritairement sunnite. Le froid qu'avait engendré le discours de Ratisbonne du pape Benoît XVI en 2006 – interprété comme une critique d'un islam intrinsèquement violent – s'était fait sentir pendant toute la durée de son pontificat.¹⁰⁶ Le dialogue institutionnalisé entre Rome et l'Université Al-Azhar avait même été suspendu à la suite d'un appel lancé en 2011 par le pape Benoît XVI pour la protection des chrétiens en Égypte.¹⁰⁷ Un nouveau chapitre a été ouvert lorsque le pape François a pris ses fonctions en 2013. Il a noué une relation personnelle avec le Grand Imam de l'Université Al-Azhar d'Égypte, Ahmed Al-Tayeb, concrétisée par la signature commune de la déclaration d'Abu Dhabi en février 2019, intitulée « Fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune ». Le document, bien qu'il ne soit qu'un premier pas, n'en constitue pas moins une étape importante dans le dialogue catholique-musulman, et invite toutes les parties concernées à « cesser d'instrumentaliser les religions pour inciter à la haine, à la violence, à l'extrémisme et au fanatisme aveugle et à ne plus utiliser le nom de Dieu pour justifier des actes d'homicide, d'exil, de terrorisme et d'oppression ».¹⁰⁸ On espère que la visite prévue du Pape François en Irak en 2021 – sa première dans un pays à majorité chiite – permettra d'approfondir le dialogue interreligieux et contribuera à mettre en lumière la situation désastreuse des chrétiens et des autres minorités en Irak et au-delà.

Émergence d'une coalition entre sunnites et israéliens

L'inimitié historique entre les puissances régionales sunnites et chiites s'est encore renforcée, d'une part avec l'avènement d'une alliance anti-iranienne en

2020, rassemblant l'État juif d'Israël et des États sunnites comme l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis, et d'autre part en raison de l'exploitation de la Syrie, de l'Irak, du Liban et du Yémen par l'Iran pour un conflit par procuration.¹⁰⁹ Le fait que l'État juif d'Israël se soit ouvertement associé à une telle alliance, le Premier ministre israélien Netanyahu se rendant même en Arabie saoudite¹¹⁰, est remarquable et est un changement significatif dans une politique vieille de plusieurs décennies. Les accords d'Abraham¹¹¹ négociés par l'administration Trump entre Israël et des États musulmans, dont les Émirats Arabes Unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc, sont une conséquence et non la cause de cette évolution. Le discours anti-israélien et anti-juif et le ressentiment dans les pays membres de l'alliance pourraient éventuellement diminuer. En revanche, cette nouvelle alliance pourrait exacerber un discours antisémite déjà au vitriol en République islamique d'Iran et chez ses alliés régionaux.

Pakistan : des lueurs d'espoir dans un paysage sombre

La liberté de religion dans cette république islamique a connu des changements importants. Malgré les nombreuses violations flagrantes de ce droit et l'augmentation des affaires de blasphème, la période faisant l'objet du présent rapport a néanmoins été marquée par l'annulation de décisions des tribunaux inférieurs, ce qui représente quelques succès juridiques en faveur de la liberté pour les personnes accusées de blasphème – dont certains membres connus de minorités non musulmanes comme Asia Bibi.¹¹² L'action du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif du gouvernement fédéral a eu un impact positif sur les provinces et vice versa. Cette dynamique est encourageante si elle peut être maintenue.



Y a-t-il un seul islam ? Quelques données sur les différentes branches de l'islam

La notion de « monde arabe » en tant que synonyme de l'ensemble des pays à majorité musulmane peut conduire à une confusion. L'islam, comme d'autres religions, a différentes branches. Les deux branches principales sont le sunnisme (70% des musulmans)¹¹³ – dérivé de la Sunna, tradition, qui reconnaît les quatre « califes bien guidés¹¹⁴ » comme successeurs légitimes de Mahomet – et le chiisme¹¹⁵ – une contraction de *Chī'atu 'Alī*, les disciples d'Ali, neveu et gendre de Mahomet, qui est considéré comme son successeur naturel et désigné. L'Arabie saoudite et l'Iran se présentent comme étant respectivement à la tête de chacune de ces branches. Ils suivent un calendrier lunaire, appelé *Hijrī*, qui commence en 622.

Il peut sembler évident que les musulmans sont ceux qui suivent les enseignements de l'Islam, et considèrent Mahomet comme le Messager de Dieu à qui le message divin a été révélé et compilé dans le Coran¹¹⁶ en arabe. Cependant, tous les musulmans ne savent pas lire l'arabe. L'enseignement est donc adapté. Bien que l'Islam soit né dans la péninsule arabique et que le message d'Allah soit considéré comme révélé en arabe, la plupart des musulmans ne parlent pas l'arabe comme langue maternelle et ne sont donc pas considérés comme arabes. Les cinq pays au monde ayant les plus fortes populations musulmanes ne sont pas des pays arabes (les musulmans d'Indonésie, d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh et du Nigéria représentent 864 millions, soit environ 48 % de la population musulmane mondiale estimée à 1,8 milliard de personnes)¹¹⁷.

Dans l'islam sunnite, quatre écoles de jurisprudence islamique sont distinguées¹¹⁸ : le malikisme¹¹⁹, le hanafisme¹²⁰, le hanbalisme¹²¹ et le chaféisme¹²². Le chiisme se décline aussi en différents courants : principalement les duodécimains¹²³ et les alaouites¹²⁴ [Alévis en Turquie]). Il existe d'autres branches comme l'ahmadisme,¹²⁵ le druzisme¹²⁶, l'ibadisme¹²⁷, ou des approches comme le soufisme¹²⁸ qui sont plus ou moins acceptées par l'islam dominant.

Les principales organisations panislamiques sont l'Organisation de la Coopération Islamique¹²⁹, basée à Djeddah et composée de 57 pays¹³⁰, l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO)¹³¹ et ses 54 pays membres, basée à Rabat, la Ligue islamique mondiale¹³², une ONG panislamique basée à La Mecque, et la Ligue des États arabes (dite « ligue arabe »).

Le « monde arabe » est un terme se référant aux pays où l'arabe est la langue principale/officielle. La Ligue des États arabes compte 22 membres¹³³, qui se considèrent tous comme des « pays arabes ».

Bien que le terme d'arabe¹³⁴ ait initialement décrit les habitants de la péninsule arabique, il tend aujourd'hui à représenter les personnes qui vivent dans les pays arabes, parlent arabe et partagent une culture arabe. Malgré une volonté très forte d'homogénéisation au sein de ces pays, certaines minorités linguistiques, religieuses et culturelles ont réussi à se maintenir sur ce territoire. Certains refusent qu'on les appelle « arabes ». Il s'agit notamment des berbères, nubien, coptes, « phéniciens », kurdes, qui affirment ne pas avoir d'origine ou de fond linguistique, culturel et/ou religieux arabe..

Certaines minorités religieuses, principalement chrétiennes – les juifs ayant presque entièrement disparu de ces pays – sont des populations autochtones.¹³⁵ Les yézidis, les bahais ou d'autres minorités musulmanes jouissent de différents niveaux de liberté dans les pays musulmans.

Des étudiants musulmans en train de prier à la mosquée de l'Université Yogyakarta, en Indonésie, en mars 2014.

©ACN/Wolnik



Pakistan : violence sexuelle et conversion forcée

Le 30 novembre 2020, une chrétienne de 24 ans a été tuée au Pakistan après avoir refusé les avances d'un musulman. Sonia Bibi était en train d'aller à son travail lorsqu'elle a reçu une balle dans la tête à un arrêt de bus à Rawalpindi. La police a lancé une chasse à l'homme pour retrouver le tueur présumé, Muhammad Shehzad.¹³⁶

Le Père de Sonia, Allah Rakha Masih, a déclaré que cela faisait quatre ou cinq mois que Muhammad Shehzad suivait et harcelait Sonia, et qu'il avait continué de le faire après qu'elle eut refusé de l'épouser. Muhammad Shehzad a été accusé d'avoir menacé de la tuer si elle résistait à ses avances. De plus, il aurait fait pression sur elle pour qu'elle se convertisse à l'islam. Les parents de Muhammad Shehzad se sont même rendus au domicile de la famille de Sonia Bibi pour convaincre ses parents d'autoriser le mariage, mais en vain. Monsieur Masih a déclaré que sa famille était chrétienne depuis des générations, ajoutant que sa fille « était une vraie chrétienne et forte dans sa foi et qu'elle a été tuée pour avoir suivi sa foi chrétienne ».¹³⁷

Le Mouvement pour la Solidarité et la Paix a estimé qu'au Pakistan, près de 1000 jeunes filles et jeunes

femmes chrétiennes ou hindoues âgées de 12 à 25 ans étaient enlevées chaque année par des hommes musulmans.¹³⁸ L'enquête, qui indique que les chrétiennes représentent 70% de ces cas, conclut que l'ampleur du problème « est probablement beaucoup plus grande, car un certain nombre de cas ne sont jamais signalés et ne sont pas traités par le système juridique ».¹³⁹ Beaucoup de jeunes filles sont victimes de viols, de prostitution forcée, de traite des êtres humains et de violences domestiques.

Bien qu'il existe des exemples de familles qui ont obtenu la libération de leurs filles par le biais des tribunaux, ces derniers se prononcent fréquemment en faveur du ravisseur. Ainsi, le mariage forcé de Maira Shahbaz, une jeune fille de 14 ans, avec Mohamad Nakhsh Tariq, a été confirmé par la Haute Cour de Lahore en août 2020, malgré les preuves démontrant que la jeune fille était mineure.

En novembre 2020, le Premier ministre pakistanais Imran Khan a ordonné une enquête sur la conversion forcée des femmes et jeunes filles appartenant aux confessions religieuses minoritaires du pays.

Sonia Bibi, 24 ans, a été abattue à l'arrêt de bus Fazaia Colony à Rawalpindi, près de la capitale Islamabad, le 30 novembre 2020.

©ACN/Sajid Christopher

ANALYSE RÉGIONALE

Pays de l'OSCE

Par Ellen Kryger Fantini, J.D.

Les pays membres de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sont souvent divisés entre les pays « à l'est de Vienne » et ceux « à l'ouest de Vienne ». Elle a également été décrite comme allant « de Vancouver à Vladivostok », ce qui révèle non seulement la grande étendue géographique de ses États membres, mais aussi le large éventail d'ethnies, de religions et de structures politiques.

Cette région regroupe 57 pays et plus d'un milliard de personnes, allant des États-Unis, du Canada, de l'Europe et de la Russie aux pays baltes, aux Balkans, à l'ex-Europe de l'Est soviétique, à l'Asie centrale et au Caucase. Les États participants comprennent certains des pays les plus puissants ou influents au monde : les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Turquie. D'autres pays de la région comptent parmi les plus pauvres ou les moins puissants, notamment le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan.

Bien que tous les pays de la région disposent d'une certaine forme de protection constitutionnelle de la liberté religieuse, l'application réelle de ces protections – et son respect par la société – sont très variables.

Pandémie de Covid-19

En 2020, un phénomène notable a été observé en ce qui concerne le règlement de la pandémie de Covid-19 et son impact sur la liberté religieuse dans toute la région de l'OSCE. De nombreux pays d'Europe, ainsi que les États-Unis et le Canada, ont imposé des mesures visant à interdire ou à limiter sévèrement le culte public, y compris pendant la Semaine Sainte, le Yom Kippour et le Ramadan. Aux États-Unis, le juge Samuel Alito de la Cour suprême a déclaré que la pandémie avait conduit à limiter les libertés d'une manière « jusqu'alors inimaginable » en particulier à la liberté religieuse : « Nous n'avons jamais vu auparavant des restrictions aussi sévères, étendues et prolongées, que celles observées pendant la majeure partie de 2020 ».¹⁴⁰

Dans certains cas, ces restrictions à la pratique religieuse ont été perçues comme inégales et donc discriminatoires. Si les réglementations relatives aux activités culturelles ont été renforcées, d'autres rassemblements ont été autorisés, notamment des rassemblements politiques, des manifestations publiques et la réouverture des commerces de détail. Par exemple, une directive de Steve Sisolak, gouverneur du Nevada,

da, plafonnait la fréquentation des offices religieux à un maximum de 50 personnes (indépendamment de la taille de l'église et des mesures de distanciation sociale), tandis que les établissements de vente au détail, les restaurants et les casinos étaient autorisés à rouvrir à une capacité de 50%.¹⁴¹

Le fait que de nombreux gouvernements occidentaux semblent considérer la pratique religieuse comme moins importante que la liberté d'expression dans leur « hiérarchie des droits » est toutefois plus préoccupant. Aux États-Unis, le leader de la majorité sénatoriale Mitch McConnell a noté que les législateurs de plusieurs États et grandes villes interdisaient ou limitaient sévèrement les offices religieux, tout en permettant les manifestations publiques. Il a déclaré : « Les libertés d'expression, de réunion et de religion ont le même "pedigree constitutionnel" et devraient donc être traitées de la même façon ». ¹⁴² De nombreux procès ont été intentés aux États-Unis, au nom des communautés religieuses affirmant que les restrictions sanitaires imposaient des « charges injustes à la religion, qui ne sont pas appliqués aux entités laïques ». ¹⁴³

Début juin 2020, alors que Madrid et Barcelone étaient toujours soumis à des restrictions pour cause de Covid-19, limitant l'usage des lieux de culte à 30% de leurs capacités et les funérailles en lieu clos à un maximum de dix personnes, des milliers de personnes ont été autorisées à se rassembler pour des manifestations autorisées contre le racisme. ¹⁴⁴

Dans la province canadienne du Québec, les évêques catholiques ont demandé que les restrictions imposées aux églises soient au minimum équivalentes à celles dévolues aux théâtres ou aux salles de concert. L'archevêque de Québec et primat du Canada a également exprimé sa frustration face au manque de traitement équitable des communautés religieuses (voir rapport sur le Canada).

Dans de nombreux pays de la région de l'OSCE, des décrets restreignant le culte public ont été imposés malgré l'objection des communautés religieuses. En novembre 2020, les plus hauts responsables religieux d'Angleterre ont adressé une lettre commune au gouvernement dans laquelle ils se disaient « fortement en désaccord avec la décision de suspendre le culte public ». ¹⁴⁵ L'archevêque de Westminster et Président de la Conférence épiscopale catholique d'Angleterre et du Pays de Galles a déclaré qu'il n'avait « pas encore vu la moindre preuve » justifiant l'interdiction des offices. ¹⁴⁶ Le Président du Conseil consultatif national des mosquées et des imams a déclaré que l'interdiction de la prière communautaire dans les lieux de culte était « décourageante », et que la communauté musulmane souhaitait « une prière communautaire limitée dans les mosquées, consistant à faire prier des individus à l'unisson en respectant des mesures de distanciation sociale ». ¹⁴⁷ Il a noté que « la différence fondamentale

entre les mosquées et certains autres lieux de culte est que les mosquées sont d'abord et avant tout utilisées pour la prière communautaire ». ¹⁴⁸

En Grèce, le Saint Synode de l'Église orthodoxe a déclaré qu'il « n'acceptait pas » une restriction d'une semaine à la présence physique aux offices, et a ordonné aux prêtres d'ignorer les ordres de confinement du gouvernement en janvier 2021 pour permettre aux fidèles d'assister aux offices de la Fête de l'Épiphanie. ¹⁴⁹ Et à Chypre, Mgr Neophytos, évêque de Morphou, a tenu une messe publique pour célébrer le dimanche des Rameaux, en violation de la réglementation gouvernementale (voir rapport sur ce pays).

Liberté religieuse dans toute la région

Dans le reste des pays de l'OSCE, les rapports sur les pays ont révélé un large éventail de violations de la liberté religieuse, allant des graves violations des droits de l'homme et de la liberté religieuse à la discrimination à l'encontre de certains groupes religieux spécifiques.

En Asie centrale, le Turkménistan a été l'un des pires contrevenants à la liberté religieuse et, au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, il n'a montré aucun signe d'amélioration. Cependant, au cours de la même période, son voisin l'Ouzbékistan – en raison des nombreuses mesures qu'il a prises pour une plus grande protection de la liberté religieuse – a conduit le Département d'État des États-Unis à faire passer ce pays de la classe des « pays particulièrement préoccupants » à sa « liste de surveillance spéciale ». ¹⁵⁰ The Economist a désigné, en 2019, l'Ouzbékistan comme son « pays de l'année », parce que « aucun autre pays n'a été aussi loin » en termes de réformes. ¹⁵¹ D'autres pays de cette région, bien que toujours classés entre moyen et très grave en termes de violations de la liberté religieuse, ont manifesté des signes d'espoir d'amélioration pour l'avenir.

Dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, les autorités continuent de s'inquiéter de ce qu'elles perçoivent comme la croissance d'un « islam non traditionnel ». Comme l'indiquent les rapports sur l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan, cela a conduit à l'adoption de réglementations plus strictes visant à empêcher l'expansion de formes plus extrêmes de l'islam et le djihadisme associé. Certains groupes de défense des droits civiques ont toutefois exprimé leur inquiétude quant au fait que le prétexte du djihadisme était un moyen pour l'État de contrôler davantage les formes non traditionnelles de l'islam.

Dans le Caucase, la résurgence du conflit historique entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie à la fin de l'année 2020, a déstabilisé la région et a suscité de nouvelles alliances. L'Azerbaïdjan a compté sur le soutien de la Turquie dans la guerre ¹⁵², qu'il a effectivement reçu, et

seul un cessez-le-feu négocié par la Russie a pu mettre fin à l'escalade des violences.

Le rapport sur la Turquie, pays qui se trouve aux limites de l'Europe du Sud-Est, du Proche-Orient et de l'Asie centrale, a révélé des signes inquiétants pour la liberté religieuse. Au cours des deux dernières années, des preuves de tensions sociétales et politico-religieuses croissantes ont été observées : notamment la décision politique de reconverter Sainte-Sophie ainsi que l'église byzantine de Chora en mosquées¹⁵³, les attaques et la rhétorique antichrétiennes, et le manque de droits et de reconnaissance pour les minorités religieuses, les athées et les agnostiques. L'influence de la Turquie s'est manifestée à travers la diminution de la liberté religieuse dans l'ensemble des trois régions voisines. L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et l'Azerbaïdjan, sans oublier la partie nord de l'île de Chypre, ont tous fait les frais des intérêts expansionnistes de la Turquie (voir rapports sur ces pays).

La liberté religieuse en Russie est toujours sous la pression de lois et de politiques qui ciblent les minorités religieuses « non traditionnelles », au nom de la lutte contre « l'extrémisme ». Comme le montre le rapport sur la Russie, l'application de ces lois a occasionné des violations de la liberté religieuse, notamment la criminalisation des activités missionnaires et de la prière collective (même dans les habitations privées), la surveillance généralisée des groupes et des individus, et des sanctions comprenant des amendes ou des peines d'emprisonnement. Certains groupes religieux, tels que les témoins de Jéhovah, sont toujours considérés comme des « organisations extrémistes » et, à ce titre, font l'objet de poursuites à huis clos. Des discriminations ont été constatées à l'encontre des protestants (dont les baptistes, les luthériens et les pentecôtistes), de l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, de l'Église orthodoxe réformée ukrainienne et de certaines communautés musulmanes.

En Ukraine, en particulier sur le territoire de la Crimée occupé par la Russie, ainsi que dans les zones de Louhansk et Donetsk, des groupes religieux, dont l'Église orthodoxe d'Ukraine, l'Église gréco-catholique ukrainienne, les protestants et les témoins de Jéhovah, ont continué à subir de très graves atteintes aux droits de l'homme et à la liberté religieuse : détentions et emprisonnements, confiscations de biens, violences physiques, interdictions de se rassembler et de suivre des offices, ainsi que de posséder ou diffuser de la littérature religieuse (voir rapport sur ce pays).

Dans la péninsule des Balkans, située dans le Sud-Est de l'Europe, les rapports sur les pays concernés ont montré que si certains États restaient stables ou connaissaient des améliorations, dans d'autres, comme la Bosnie-Herzégovine, les droits fondamentaux, dont le droit à la liberté religieuse, demeuraient précaires en raison de profondes fractures sociales, de

tensions ethniques et religieuses et d'une instabilité politique. Au Kosovo existe une tendance croissante à l'influence religieuse et politique fondamentaliste et au soutien financier d'États musulmans étrangers tels que l'Arabie saoudite et la Turquie¹⁵⁴, combinée au statut autoproclamé du pays de « protecteur de l'islam dans les Balkans ». Cela menace de transformer cette société musulmane tolérante et orientée vers l'Europe en un refuge pour l'extrémisme.

Bien que la plupart des pays soient restés globalement stables, la résurgence ou l'augmentation de l'antisémitisme est une tendance inquiétante dans certains États d'Europe occidentale, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada. En outre, bon nombre de ces pays ont subi des attaques et des actes de vandalisme très médiatisés contre des lieux de culte, notamment des églises, des synagogues et des mosquées. Plusieurs gouvernements ont adopté ou envisagé d'adopter des lois visant à lutter directement contre « l'extrémisme religieux » ou le « séparatisme » (voir les rapports). Dans son discours à l'OSCE en décembre 2020, Mgr Paul Richard Gallagher a exprimé la « grave préoccupation du Saint-Siège face au nombre croissant d'attaques terroristes, de crimes de haine et d'autres manifestations d'intolérance visant des personnes, des lieux de culte, des cimetières et des sites religieux dans la zone de l'OSCE et au-delà ».¹⁵⁵ « Le fait que bon nombre de ces actes de violence aient été perpétrés contre les croyants alors qu'ils se réunissaient pour prier dans leurs lieux de culte les rend particulièrement odieux : des havres de paix et de sérénité deviennent rapidement des lieux d'exécution, car des enfants, des femmes et des hommes sans défense perdent la vie simplement parce qu'ils s'étaient rassemblés pour pratiquer leur religion¹⁵⁶ », a déclaré Mgr Gallagher.

Comme l'indiquent un certain nombre de rapports, dans de nombreux pays de l'Union européenne de même qu'au Canada, les nouvelles normes culturelles inscrites dans la loi (c'est-à-dire les lois sur les discours de haine, la suppression des symboles ou signes religieux publics et la législation sur l'égalité) ainsi que l'obligation légale de se conformer à ces lois entrent en conflit profond avec le droit à la liberté de conscience et de religion.

La « persécution polie » : une persécution déguisée en progrès

Par Ellen Kryger-Fantini, J.D.

Dans une homélie d'avril 2016, le pape François a déclaré qu'il existait deux types de persécution des chrétiens. La première est la violence explicite contre les chrétiens, comme les attentats ciblant une église au Sri Lanka, le dimanche de Pâques de 2019. La deuxième forme est ce que le pape François a appelé la « persécution polie ... déguisée en culture, déguisée en modernité, déguisée en progrès ». Le message, a-t-il dit, est le suivant : « Si vous ne faites pas cela, vous serez puni : vous perdrez votre emploi et bien d'autres choses, ou vous serez mis à l'écart ».¹⁵⁷

Le premier type, la persécution violente perpétrée contre des croyants de nombreuses confessions, est bien documenté dans le présent rapport et ailleurs. Le second, la « persécution polie », qui s'applique également à de nombreux groupes religieux dans les pays en développement et développés, comprend l'atteinte aux libertés de conscience, d'expression et d'association, le refus d'accès à certains emplois et programmes d'éducation, ainsi qu'à la justice et aux services juridiques, souvent au nom de droits « nouveaux » ou contradictoires. En 2018, Mgr Paul Gallagher, secrétaire du Vatican pour les Relations avec les États, s'est dit préoccupé par « une interprétation radicalement individualiste de certains droits et l'affirmation de droits nouveaux ».¹⁵⁸

Par exemple, dans plusieurs pays de la zone de l'OSCE, le droit à l'objection de conscience des professionnels de la santé et pharmaciens pour des motifs religieux n'est plus véritablement protégé par la loi. En octobre 2019, une déclaration multiconfessionnelle contre l'euthanasie et l'aide médicale au suicide, signée par des représentants catholiques, orthodoxes, musulmans et juifs, a été présentée au pape François. L'objectif de la déclaration était de présenter les positions des religions monothéistes concernant « les valeurs et pratiques pertinentes pour le patient mourant » et d'affirmer « qu'aucun professionnel de santé ne devrait être forcé ou poussé à aider directement ou indirectement à causer la mort délibérée et intentionnelle d'un patient par le suicide assisté ou toute forme d'euthanasie, surtout lorsque cela est contraire aux croyances religieuses du professionnel », et à ce titre, l'objection de conscience « devrait être respectée ».¹⁵⁹

Les dispositions relatives au droit des groupes religieux de gérer leurs propres écoles selon leur propre éthique sont également menacées dans plusieurs

pays.¹⁶⁰ En outre, les diplômés de certaines universités confessionnelles¹⁶¹ se voient de plus en plus refuser l'accès à certaines professions.¹⁶² Les parents de différentes confessions continuent de protester contre les politiques exigeant que leurs enfants apprennent des matières particulières, telles que l'éducation sexuelle, qui sont en conflit avec les principes de leur religion.¹⁶³

Toutefois, l'une des évolutions juridiques les plus inquiétantes concerne peut-être la législation sur « l'égalité » ou les crimes de haine. Ces lois criminaliseraient des actes pouvant être représentés comme contribuant à « attiser la haine ». Par exemple, l'expression de convictions en accord avec la religion et l'enseignement moral de diverses religions, dont le judaïsme, l'islam et le christianisme – même en milieu privé – pourrait être considérée comme « attisant la haine ».¹⁶⁴ L'élargissement de la définition de « haine » constituerait une grave menace pour l'exercice significatif du droit fondamental à la liberté religieuse – ainsi que pour la liberté d'expression.

L'incapacité à comprendre le rôle approprié de la religion – et l'importance pour l'individu de la pratiquer sur la place publique – continue d'alimenter les sentiments et les manifestations d'intolérance et de discrimination à l'égard des chrétiens, ce que l'on pourrait bien appeler « le dernier préjugé acceptable » dans de nombreuses sociétés », a déclaré Mgr Gallagher.¹⁶⁵

Comme l'affirme le pape François, cette approche réductrice de la liberté religieuse vise à cantonner les religions « à l'obscurité tranquille de la conscience individuelle ou à les reléguer dans l'enceinte fermée des églises, des synagogues ou des mosquées ». Il s'agit d'une interprétation radicale du mot « laïcité » de la part des gouvernements, dont le devoir est de garder l'espace public ouvert à toutes les religions.

Manifestations des Petites Sœurs des Pauvres, un ordre religieux catholique qui s'occupe des malades et des mourants, contre la couverture obligatoire des services contraceptifs (y compris les médicaments provoquant l'avortement) dans l'assurance maladie fournie par l'employeur.





ANALYSE RÉGIONALE

Amérique latine et Caraïbes

Par Paulina Eyzaguirre

L'Amérique latine et les Caraïbes sont composées de 33 pays dont la population est estimée à plus de 657 millions d'habitants, âgée, en moyenne, de 31 ans.¹⁶⁶ Ces nations partagent des patrimoines historiques et culturels similaires, et un peu moins de 60% de leur population s'identifient comme catholiques.¹⁶⁷ La démocratie prévaut dans la majeure partie de la région, la moitié des pays (17) ayant organisé des élections entre 2018 et 2020. Plusieurs pays d'Amérique latine sont toutefois englués dans des crises sociopolitiques aggravées par la violence, l'absence d'État de droit, le trafic de drogue, la corruption et, pour aggraver les choses, la pandémie de Covid-19. La région, par conséquent, reste une source importante de migrants en quête d'une vie meilleure, principalement vers les États-Unis.

La prédominance du christianisme en Amérique latine et dans les Caraïbes n'est pas une garantie que la liberté religieuse soit respectée. Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, des groupes religieux afro-brésiliens ont signalé des incidents d'intolérance religieuse, tandis qu'en Argentine, la communauté juive a été la cible d'intolérances et de persécutions (voir les rapports sur ces pays). Cependant, la majorité chrétienne est toujours le groupe religieux le plus touché par les crimes de haine sous forme d'attaques contre les chefs religieux¹⁶⁸, les lieux de culte, les cimetières, les monuments et les images religieuses. Ces at-

taques sont dues au plaidoyer des chrétiens en faveur des opprimés, ainsi qu'aux manifestations publiques d'opposition aux actions des acteurs étatiques et non étatiques.

Hostilité envers les organisations religieuses

Comme le révèlent les rapports par pays, les plus grandes violations de la liberté religieuse se sont produites dans des pays où les antécédents de respect des droits de l'homme et de la démocratie sont discutables, notamment Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. Ces gouvernements ont exprimé leur hostilité et leur agressivité à l'égard des Églises chrétiennes – catholiques et non catholiques – lorsque les chefs religieux ont dénoncé la corruption et considéré les politiques sociales comme préjudiciables au bien commun. Concrètement, l'hostilité de l'État s'est manifestée par l'usage de la force, notamment la perturbation de célébrations religieuses, l'intimidation des fidèles par des déploiements de policiers belliqueux autour des églises et des processions (mais l'absence évidente de protection policière lorsque des foules ont attaqué et vandalisé des lieux de culte), des menaces à l'encontre des chefs religieux et des fidèles, des annulations de visas pour le personnel étranger de l'Église, et des processus d'enregistrement opaques pour les groupes religieux.

L'absence de l'État de droit et l'impact qui en a résulté sur la liberté religieuse ont été les plus évidents au Mexique, où des bandes criminelles ont commis des actes de violence contre des civils, à propos de questions liées au crime organisé, notamment trafic de drogue, traite des êtres humains, conflits fonciers, corruption, extorsion et représailles. Ces violences, parfois mortelles, ont touché non seulement les victimes de ces crimes, mais aussi les personnes qui, inspirées par leurs convictions religieuses, ont cherché à protéger les droits humains des opprimés. Comme indiqué dans le rapport sur le Mexique, les prêtres continuent d'être enlevés et assassinés, tués pour avoir assumé leurs responsabilités pastorales, avoir cherché à protéger leurs communautés, ou s'être exprimés contre les agissements du crime organisé. Par exemple, dans l'État du Chiapas, l'Église catholique a signalé des menaces de mort par téléphone contre un prêtre, ses proches et sa congrégation, par des membres présumés d'un groupe de trafiquants, le Cártel de Jalisco Nueva Generación. Ils ont exigé que l'Église les reconnaisse comme maîtres du territoire en échange du maintien de la paix.¹⁶⁹

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, huit prêtres ont été assassinés dans cinq pays : le Honduras, le Nicaragua, le Salvador, le Mexique et le Pérou. Des enquêtes sont toujours en cours (voir les rapports sur ces pays).

Attaques croissantes contre les lieux de culte, les images et symboles religieux

Des attaques contre des lieux de culte, des monuments et des symboles religieux ont été signalées en Argentine, en Chile, au Brésil, en Colombie, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua et au Venezuela (voir les rapports sur ces pays). La motivation des vandales était surtout idéologique, mais un dénominateur commun important était l'attitude des gouvernements, qui dans la plupart des cas, ont choisi de laisser les attaques se produire pendant des manifestations publiques et ont ensuite choisi de ne pas poursuivre les criminels.¹⁷⁰ Des graffitis sur des bâtiments, des voitures et des monuments portaient des slogans en faveur de l'avortement, du mariage homosexuel, de la gay pride, ainsi que contre la violence à l'égard des femmes et les abus sexuels commis par le clergé.¹⁷¹

Accélération de la sécularisation

Dans plusieurs pays, on a assisté à un débat croissant sur la laïcité, sur ce que signifie un État laïc et sur l'espace à accorder à la liberté religieuse dans la sphère publique. Dans le cadre de ce discours social, certains groupes ont présenté le droit à la liberté religieuse comme s'opposant à la nature laïque du gouvernement. Cette idée a été contrée par des arguments selon lesquels la sécularisation n'empêchait pas les gouvernements de garantir le droit de l'individu de croire,

ou ne pas croire, et d'ordonner sa vie publique conformément à ses croyances.

La voix autorisée de l'Église catholique a d'une certaine manière été réduite au silence dans ces débats, en raison de ses crimes d'abus sexuels, ainsi que de sa réponse hésitante et tardive à la reconnaissance des abus et aux dédommagements à accorder.

Migration

Plus de 4,8 millions de migrants ont fui le Venezuela depuis le début de la crise politique et économique en 2015.¹⁷² De même, bien que cela ne soit pas si extrême, de plus en plus de caravanes de migrants se sont formées en provenance de pays comme le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et Haïti (voir les rapports sur ces pays). Le Mexique a connu d'importants déplacements internes, les villageois fuyant la violence du crime organisé. Les pays voisins ont également été mis au défi d'intégrer ces migrants de différentes religions dans ce qui était auparavant une société plus ou moins homogène. Comme le révèle, par exemple, le rapport sur le Chili, le nombre de groupes religieux en provenance d'Haïti, introduits avec l'arrivée de migrants, a doublé en quelques années.¹⁷³

Pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 a eu un impact significatif sur la région. Les rapports sur les pays indiquent que les restrictions imposées aux populations étaient généralement respectées, les chefs religieux coopérant avec les gouvernements pour persuader les fidèles de se conformer aux mesures. En effet, dans certains cas les autorités religieuses ont souvent été perçues comme plus sévères que les autorités sanitaires, et ont été critiquées pour cela. Le cas de l'Uruguay est remarquable, car au lieu d'imposer unilatéralement des restrictions, les autorités ont tendu la main aux différentes communautés religieuses pour coordonner une approche unifiée.¹⁷⁴ Les communautés religieuses ont également contribué aux efforts visant à contenir la pandémie en offrant des établissements de santé tels que des hôpitaux et des cliniques, et des bâtiments pour fournir un abri et des repas aux sans-abri.

Aspects positifs

Dans six pays (Brésil, Chili, Costa Rica, Honduras, Jamaïque et Colombie), des décisions des tribunaux supérieurs ont accordé des protections supplémentaires au droit à la liberté religieuse (voir rapports sur ces pays). Le rôle positif de la foi en temps de crise ayant été reconnu, les événements religieux populaires traditionnels ont été maintenus dans plusieurs pays, dont beaucoup dans les Caraïbes, avec quelques restrictions dues à la pandémie.



ÉTUDE DE CAS

Chili : incendies d'églises

Le 18 octobre 2020, deux églises ont été pillées et incendiées à Santiago, l'église historique San Francisco de Borja et l'église de l'Asunción. Un groupe de manifestants cagoulés a crié : « Qu'il s'effondre, qu'il s'effondre », tandis que le dôme de l'église d'Asunción, connu sous le nom de « paroisse des artistes », était consumé par le feu.¹⁷⁵

Les attaques contre les églises historiques ont eu lieu à l'occasion du premier anniversaire de manifestations antigouvernementales généralisées. Connues sous le nom de « Estallido social » ou explosion sociale, les manifestations ont d'abord éclaté le 7 octobre 2019 avec l'opposition des étudiants à une hausse des tarifs du métro de Santiago. Cependant, elles se sont rapidement transformées en une critique plus large des préoccupations sociales et économiques.¹⁷⁶ À leur apogée, plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue.¹⁷⁷

D'abord pacifiques, les affrontements ont dégénéré en violences avec des émeutes et des actes de vandalisme généralisés visant les infrastructures publiques, notamment la destruction des stations de métro de Santiago. Il y a eu 30 morts et plus de 3000 blessés lors de ces troubles. Le 19 octobre 2019, le Président chilien Sebastián Piñera a annoncé l'état d'urgence et déployé l'armée dans toute la capitale.¹⁷⁸

Le mécontentement social initial a duré plus de trois mois, se réduisant par la suite en manifestations sporadiques à travers le Chili. C'est lors de ces manifestations, entre octobre 2019 et octobre 2020, que des témoignages de pillages et de destructions d'églises ont été signalés. Au final, 59 églises - 53 catholiques et six évangéliques - ont été vandalisées et endommagées dans huit villes à travers le pays.¹⁷⁹

Les violences comprenaient des incendies criminels, pillages, profanations du Saint Sacrement, perturbations d'offices religieux, et des dommages causés aux portes et portails d'églises. Lors de certains incidents, des bancs d'église et des statues religieuses ont été utilisés pour construire des barricades, et des pierres ont été jetées dans des vitraux.¹⁸⁰

Bien que les autorités chiliennes aient condamné ces actes, et malgré les appels de l'Église à enquêter (dans certains cas, les auteurs des crimes étaient connus¹⁸¹), il n'y a pas eu d'enquête officielle approfondie.¹⁸²

Des manifestants ont mis le feu à la chaire de l'église San Francisco de Borja, un an après le début des manifestations antigouvernementales à Santiago, au Chili, le 18 octobre 2020.

©Picture Alliance/AP Photo/Esteban Felix

étude de cas

COVID-19 : l'impact sur la liberté religieuse dans le monde

Par Maria Lozano

« Les exigences pour contenir la diffusion du virus ont aussi eu des conséquences sur diverses libertés fondamentales, y compris la liberté religieuse, en limitant le culte et les activités éducatives et caritatives des communautés de foi. Il ne faut pas négliger cependant le fait que la dimension religieuse constitue un aspect fondamental de la personnalité humaine et de la société, qui ne peut être effacé ; et que, alors que l'on cherche à protéger les vies humaines de la diffusion du virus, on ne peut considérer la dimension spirituelle et morale de la personne comme secondaire par rapport à la santé physique ».¹⁸³

Pape François

Aucun événement de l'histoire moderne n'a affecté la vie de la population mondiale de manière aussi significative et universelle que la pandémie de Covid-19. Sans distinction de race, de couleur de peau ou de croyance, la pandémie a déchiré les systèmes de santé publique et bouleversé la gouvernance autant que les pratiques traditionnelles de l'économie mondiale, avec de profondes implications pour les droits de l'homme, dont celui de la liberté religieuse. L'impact de la maladie a non seulement révélé des faiblesses sociétales sous-jacentes, mais aussi, dans de nombreuses régions du monde, exacerbé les fragilités existantes, causées par la pauvreté, la corruption et des structures étatiques vulnérables.

Plusieurs gouvernements africains, dépassés par les défis posés par cette pandémie dévastatrice, ont redéployé leurs forces militaires et de sécurité pour répondre aux besoins de santé de l'ensemble de la population.¹⁸⁴ Des groupes terroristes et djihadistes ont profité de la « distraction » du gouvernement, en particulier au cours des premiers mois, pour accroître leurs attaques violentes et renforcer leurs acquis territoriaux.¹⁸⁵ La pandémie a également été utilisée par les groupes extrémistes pour recruter de nouveaux membres. De nombreuses publications de propagande sur Internet d'Al-Qaïda, Daesh (État Islamique) et Boko Haram¹⁸⁶ ont décrit le Covid-19 comme une punition de Dieu pour « l'Occident décadent », promis l'immunité contre le virus, et assuré une place au paradis pour les djihadistes.¹⁸⁷ Dans toute la région du Sahel¹⁸⁸ - Mali, Burkina Faso¹⁸⁹, Niger, Nigeria - ainsi que dans la région de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, les islamistes ont réorganisé, réarmé et

renforcé les structures et alliances existantes – ou en ont créées de nouvelles.

Les régimes particulièrement autoritaires, comme la Chine, ont utilisé l'épidémie pour imposer de plus grandes restrictions à la pratique religieuse et fermer les sites web diffusant des offices religieux.¹⁹⁰

La pandémie de Covid-19 a entraîné non seulement une crise sanitaire mondiale, mais aussi une récession économique mondiale. La peur et l'incertitude liées à l'infection, et la frustration face aux blocages répétés, ont déclenché des troubles sociaux et des attaques au vitriol, en particulier sur les médias sociaux, visant des boucs émissaires, qu'ils soient raciaux ou religieux. Des théories du complot ont proliféré en ligne, alléguant que les juifs avaient causé l'épidémie¹⁹¹. En Inde, des allégations ont été portées contre les minorités musulmanes¹⁹², tandis que dans plusieurs pays tels que la Chine¹⁹³, le Niger¹⁹⁴, la Turquie¹⁹⁵, et l'Égypte, la pandémie a été reprochée aux chrétiens.¹⁹⁶ Les préjugés sociétaux préexistants à l'encontre des communautés religieuses ont également conduit à une discrimination accrue allant jusqu'au refus de donner accès à l'aide médicale et alimentaire. Par exemple au Pakistan, les organisations caritatives musulmanes « ont refusé l'aide alimentaire et les kits d'urgence aux chrétiens et aux membres des communautés minoritaires ».¹⁹⁷

D'autre part, la pandémie a inspiré des exemples positifs de soutien mutuel entre groupes religieux. Au Cameroun, des milliers de musulmans se sont joints aux chrétiens pour les prières du jour de Noël demandant la fin de la pandémie et la paix.¹⁹⁸ Au Bangladesh, où, en raison des craintes d'infection, les groupes religieux minoritaires n'ont pas été en mesure d'offrir les derniers rites aux familles des défunts, une organisation caritative islamique a enterré non seulement les victimes musulmanes du Covid-19, mais aussi hindoues et chrétiennes.¹⁹⁹ À Chypre, où les restrictions à la frontière empêchaient les chrétiens et les musulmans d'aller sur leurs sites religieux respectifs, plusieurs musulmans chypriotes turcs ont prié sur la tombe de l'apôtre Barnabé, le saint patron de Chypre, en signe de bonne volonté et de respect envers les chrétiens qui ne pouvaient s'y rendre.²⁰⁰ Enfin, pour signaler un cas de réponse positive d'un État, le gouvernement communiste cubain a autorisé pour la première fois une diffusion du Chemin de Croix avec le pape François et

des liturgies de Pâques à la télévision nationale.²⁰¹

La réaction des gouvernements à l'urgence médicale a profondément affecté les droits fondamentaux de l'homme, y compris le droit à la liberté de réunion et à la liberté religieuse, déclenchant des débats sur les implications des décisions politiques prises. La difficulté d'évaluer dans quelle mesure le droit à la liberté religieuse a été menacé universellement est due au fait que les différents pays, et parfois les différentes régions, ont réagi différemment à cet événement mondial.

Il est évident que le monde est confronté à une situation d'urgence qui était imprévisible, et que les dirigeants mondiaux ont été appelés à prendre des mesures extraordinaires, improvisant avec des législations non vérifiées, à mesure que la situation se détériorait. Toutefois, dans ce contexte, il est également clair qu'il y a eu des cas d'abus et d'atteintes à la liberté religieuse, en partie en raison d'une application disproportionnée des restrictions entre activités religieuses et activités commerciales, ainsi que de l'agressivité de la police et de l'armée dans la lutte contre les violations des restrictions liées aux pratiques religieuses.

Des exemples de disproportion ont été mis en évidence par la comparaison des règles appliquées dans certains États des États-Unis²⁰² et en Espagne²⁰³, où la fréquentation des offices religieux était très restreinte, tandis que les centres commerciaux ou de loisirs étaient autorisés à accepter un plus grand nombre de participants. En outre, malgré les appels effectués devant des tribunaux à propos de ces contradictions, dans certains cas les règlements n'ont pas été modifiés et aucune raison n'a été donnée pour justifier les décisions prises (voir les rapports sur ces pays). Pour donner des exemples d'interventions agressives en matière de sécurité, des incidents se sont produits lorsque les limites à la participation aux cérémonies religieuses ou à la présence dans les lieux de culte n'étaient pas claires. L'ambiguïté juridique a créé une incertitude pratique, entraînant des réactions excessives de la part des forces de sécurité.

La pandémie de Covid-19 a suscité un débat important dans le monde entier sur les implications de l'exagération législative, sur les droits fondamentaux de la personne humaine, dont le droit à la liberté religieuse, et sur la question de savoir si, dans certains cas, les gouvernements à la laïcité agressive sont suffisamment en mesure de discerner l'importance de ces droits.

Église catholique des Saints Apôtres, Londres, Royaume-Uni, novembre 2020



©Mazur/cbnews.org.uk (CC BY-NC-ND 4.0)

TABLEAU DE CLASSIFICATION

Tendance globale en ce qui concerne la liberté religieuse

		Persécutions, crimes de haine et violences à motivation religieuse.		Discrimination, crimes de haine et violences à motivation religieuse.		amélioration depuis 2018
		 détérioration depuis 2018				
		 pas de changement depuis 2018				
Nom du pays		Catégorie / Tendance	Principal moteur de la persécution / discrimination			
Afghanistan			Extremisme islamiste			
Arabie Saoudite			Gouvernement autoritaire			
Bangladesh			Gouvernement autoritaire			
Burkina Faso			Extremisme islamiste			
Cameroon			Extremisme islamiste			
Chine			Gouvernement autoritaire			
Comores			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Corée du Nord			Gouvernement autoritaire			
Érythrée			Gouvernement autoritaire			
Inde			Nationalisme ethnoreligieux			
Iran			Gouvernement autoritaire			
Libye			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Malaisie			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Maldives			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Mali			Extremisme islamiste			
Mozambique			Extremisme islamiste			
Myanmar (Birmanie)			Gouvernement autoritaire			
Niger			Extremisme islamiste			
Nigéria			Extremisme islamiste			
Pakistan			Gouvernement autoritaire et nationalisme ethnoreligieux			
République démocratique du Congo			Extremisme islamiste			
Somalie			Extremisme islamiste			
Sri Lanka			Nationalisme ethnoreligieux			
Tchad			Extremisme islamiste			
Turkménistan			Gouvernement autoritaire			
Yémen			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Algérie			Gouvernement autoritaire			
Azerbaïdjan			Gouvernement autoritaire			
Bahreïn			Gouvernement autoritaire			
Brunéi			Gouvernement autoritaire			
Cuba			Gouvernement autoritaire			
Djibouti			Gouvernement autoritaire			
Égypte			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Émirats Arabes Unis			Gouvernement autoritaire			
Éthiopie			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Indonésie			Extremisme islamiste			
Irak			Extremisme islamiste			
Jordan			Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste			
Kazakhstan			Gouvernement autoritaire			
Kirghizistan			Gouvernement autoritaire			
Koweït			Gouvernement autoritaire			

Nom du pays	Catégorie / Tendance	Principal moteur de la persécution / discrimination
Laos	—	Gouvernement autoritaire
Madagascar	↓	Extremisme islamiste
Maroc	↑	Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste
Maurice	↓	Extremisme islamiste
Mauritanie	↓	Extremisme islamiste
Népal	↓	Nationalisme ethnoreligieux
Nicaragua	↓	Gouvernement autoritaire
Oman	↓	Gouvernement autoritaire
Ouzbékistan	↑	Gouvernement autoritaire
Qatar	—	Gouvernement autoritaire
Singapour	↓	Gouvernement autoritaire
Soudan	↑	Gouvernement autoritaire
Syrie	↑	Extremisme islamiste
Tadjikistan	↓	Gouvernement autoritaire
Tanzanie	↓	Gouvernement autoritaire et Extremisme islamiste
Territoires palestiniens et Gaza	↑	Gouvernement autoritaire
Thaïlande	↓	Gouvernement autoritaire
Tunisie	↓	Gouvernement autoritaire
Turquie	↓	Gouvernement autoritaire
Venezuela	↓	Gouvernement autoritaire
Vietnam	↓	Gouvernement autoritaire

Pays « en observation » : Pays où de nouveaux facteurs préoccupants ont été observés, avec le potentiel de provoquer une grave défaillance de la liberté religieuse. Il s'agit notamment de mesures juridiques contre certains aspects de la liberté religieuse, de cas croissants de crimes de haine et de violences occasionnelles causées par des motifs religieux.

AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OUEST	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
République Centrafricaine	Chili	Israël
Gambie	Guatemala	Liban
Guinée Conakry	Haïti	PAYS DE L'OSCE
Côte d'Ivoire	Honduras	Biélorussie
Kenya	Mexique	Russie
Liberia	ASIE CONTINENTALE ET MARITIME	Ukraine
Rwanda	Bhoutan	
Afrique du Sud	Cambodge	
Soudan du Sud	Philippines	
Togo		
Ouganda		



La totalité des autres pays sont hors classification

NOTES EXPLICATIVES

Période faisant l'objet du présent rapport : d'août 2018 à novembre 2020 (inclus). Pour lire les rapports sur chaque pays, veuillez consulter www.religion-freedom-report.org. Pour évaluer l'ampleur de l'oppression des groupes religieux, le Comité de rédaction et les rédacteurs régionaux ont tenu compte des facteurs décrits dans la section sur la méthodologie et les définitions. L'AED (ACN) reconnaît que la nature qualitative de la classification implique qu'il y a nécessairement un élément subjectif dans une telle analyse.

Pays présentant des violations significatives de la **Liberté Religieuse**

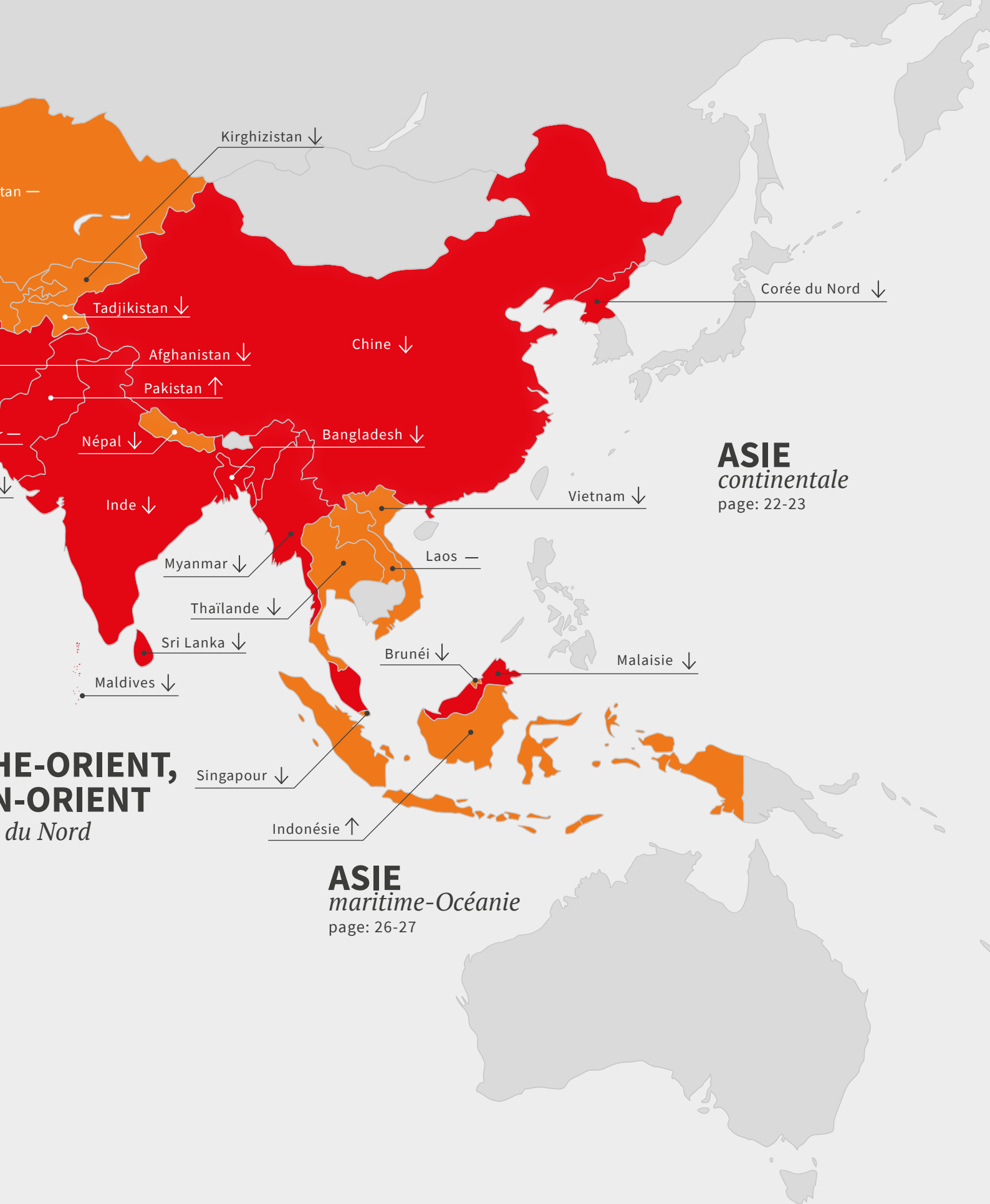
AMÉRIQUE LATINE
et Caraïbes
page: 40-41





**PROCH
MOYEN**
et Afrique
page: 30-32

	Persécutions, crimes de haine et violences à motivation religieuse.
	Discriminations, crimes de haine et violences à motivation religieuse.
	amélioration depuis 2018
	détérioration depuis 2018
	pas de changement depuis 2018



**LE-ORIENT,
N-ORIENT**
du Nord

ASIE
continentale
page: 22-23

ASIE
maritime-Océanie
page: 26-27



Aid to the
Church in Need

ACN INTERNATIONAL



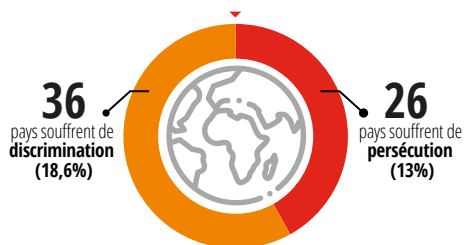
Aid to the
Church in Need

ACN INTERNATIONAL

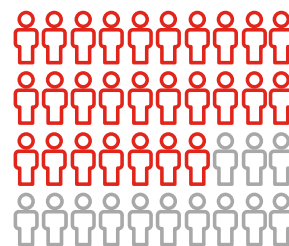
LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE RAPPORT 2021

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS 196 PAYS DANS LE MONDE

62 PAYS BAFOUENT LA LIBERTÉ RELIGIEUSE (31,6%)



1 pays sur 3 dans le monde ne respecte pas la liberté religieuse



67% de la population mondiale vit dans des pays où ont lieu de **graves violations** de la liberté religieuse : **5,2 milliards de personnes**

VIOLATIONS DANS 23 PAYS AFRICAINS SUR 54



QUI ATTAQUE LA
LIBERTÉ RELIGIEUSE ?*

Gouvernements
Autoritaires



43
PAYS

2,9
MILLIARDS D'HABITANTS

Extrémisme
Islamiste



26
PAYS

1,2
MILLIARD D'HABITANTS

Nationalisme
Ethnoreligieux



4
PAYS

1,6
MILLIARD D'HABITANTS

*Dans beaucoup d'entre eux, les minorités religieuses sont les plus visées.

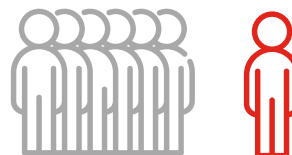


Dans **30 pays**, depuis mi-2018, des croyants ont été **assassinés en raison de leur foi**

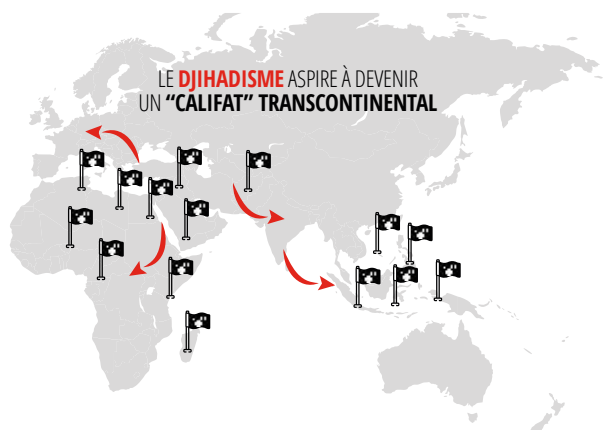
Changer ou abandonner sa religion a de **graves** conséquences juridiques et/ou sociales dans

21% des pays

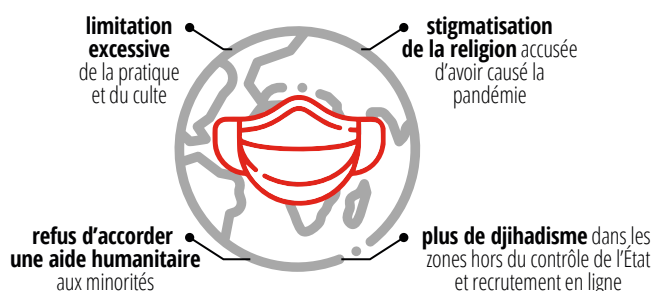
42 PAYS



LE **DJIHADISME** ASPIRE À DEVENIR
UN "CALIFAT" TRANSCONTINENTAL



IMPACT DU COVID-19 SUR
LA LIBERTÉ RELIGIEUSE



SOURCES

- 1 "Meeting for Religious Liberty, Address of the Holy Father", 26th September 2015; http://www.vatican.va/content/francesco/en/speeches/2015/september/documents/papa-francesco_20150926_usa-liberta-religiosa.html
- 2 "Religious Freedom, the Path to Peace", Message of His Holiness Pope Benedict XVI for the Celebration of The World Day Of Peace, 1st January 2011; http://www.vatican.va/content/benedict-xvi/en/messages/peace/documents/hf_ben-xvi_mes_20101208_xliv-world-day-peace.html
- 3 "Guide on Article 9 of the European Convention on Human Rights", Updated 31 August 2020; https://www.echr.coe.int/Documents/Guide_Art_9_ENG.pdf
- 4 Ibid.
- 5 "Universal Declaration of Human Rights", United Nations, 1948; <https://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/>
- 6 "Religion: why faith is becoming more and more popular", The Guardian, 27th August 2018; <https://www.theguardian.com/news/2018/aug/27/religion-why-is-faith-growing-and-what-happens-next>
- 7 "How transnational jihadist groups are exploiting local conflict dynamics in Western Africa", Danish Institute for International Studies, 10 de mayo de 2020. <https://www.diiis.dk/en/research/how-transnational-jihadist-groups-are-exploiting-local-conflict-dynamics-in-western-africa>
- 8 "Threat from African Militant Islamist Groups Expanding, Diversifying", Africa Center for Strategic Studies, 18th January 2020; <https://africacenter.org/spotlight/threat-from-african-militant-islamist-groups-expanding-diversifying/>
- 9 "Threat from African Militant Islamist Groups Expanding, Diversifying", Africa Center for Strategic Studies, 18th January 2020; <https://africacenter.org/spotlight/threat-from-african-militant-islamist-groups-expanding-diversifying/>
- 10 Ibid.
- 11 T. Bowker, "Civilians reel as violence spins out of control in Mozambique", Al Jazeera, 11th November 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/11/11/we-want-the-war-to-stop-attacks-spread-in-mozambique> (accessed on 20th November 2020).
- 12 "How transnational jihadist groups are exploiting local conflict dynamics in Western Africa", Danish Institute for International Studies, 10th May 2020; <https://www.diiis.dk/en/research/how-transnational-jihadist-groups-are-exploiting-local-conflict-dynamics-in-western-africa>
- 13 "In Africa's Sahel, 'places where Christians and Muslims live alongside one another are next target' for Islamist terror", ACN News, 27th February 2020; In Africa's Sahel, 'places where Christians and Muslims live alongside one another are next target' for Islamist terror - Aid to the Church in Need - ACN United States
- 14 "Nigeria's Katsina school abduction: Boko Haram says it took the students," BBC News, 15th December 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-55295701>
- 15 "Nigeria school abduction: Hundreds of girls released by gunmen", BBC News, 3rd March 2021; <https://www.bbc.com/news/world-africa-56249626>
- 16 "Gunmen Attack School, Abduct Students, Others In Niger", Live TV News, 17th February 2020; <https://www.channelstv.com/2021/02/17/gunmen-attack-niger-school-kill-one-student-abduct-others/>
- 17 "Hundreds of schoolgirls abducted in Nigeria, government official says", CNN, 17th February 2021, <https://edition.cnn.com/2021/02/26/africa/schoolgirls-abducted-nigeria-intl/index.html>
- 18 "Nigeria school abduction: Hundreds of girls released by gunmen" op., cit.
- 19 "Nigeria's school abductions: Why children are being targeted", BBC News, 2nd March 2021; <https://www.bbc.com/news/world-africa-56212645>
- 20 Ibid.
- 21 "More Nigerian Schoolgirls Kidnapped while a Christian Pastor Pleads for His Life", Family Research Council, 1st March 2021, <https://frcblog.com/2021/03/more-nigerian-schoolgirls-kidnapped-while-christian-pastor-pleads-his-life/>
- 22 Ibid.
- 23 "UNHCR outraged by attack on camp hosting displaced people in Cameroon, at least 18 people killed", UNHCR Briefing, 4th August 2020; <https://www.unhcr.org/news/briefing/2020/8/5f291a704/unhcr-outraged-attack-camp-hosting-displaced-people-cameroon-18-people.html>
- 24 "20 peacekeepers wounded in Mali attack: UN", EWN, 10th February 2021; <https://ewn.co.za/2021/02/10/20-peacekeepers-wounded-in-mali-attack-un>
- 25 "Islamic State claims its first Congo attack," Reuters, 18th April 2019, <https://www.reuters.com/article/us-congo-security-idUSKCN1RU2KD> (accessed 2nd January 2020).
- 26 "Mayor of Mogadishu dies as result of al-Shabaab attack", The Guardian, 1st August 2019; <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/01/mayor-of-mogadishu-dies-as-result-of-al-shabaab-attack-somalia>
- 27 "Kenya Looks to Secure Border as Al-Shabab Launches Deadly Attacks", VOA News, 16th January 2020; <https://www.voanews.com/africa/kenya-looks-secure-border-al-shabab-launches-deadly-attacks>
- 28 "Kivu, Africa's Great Lakes battleground", News24, 6th October 2018; <https://www.news24.com/news24/africa/news/kivu-africas-great-lakes-battleground-20181005>
- 29 "U.S. counterterrorism chief says Mozambique militants are Islamic State affiliate", Reuters, 9th December 2020; <https://jp.reuters.com/article/ozatp-us-mozambique-insurgency-usa-idAFKBN28J0QL-OZATP>
- 30 Nonkululeko Nijilo, "Muslim army major at centre of hijab case wins interim relief," Times Live, 7th August 2019, <https://www.timeslive.co.za/news/south-africa/2019-08-07-muslim-army-major-at-centre-of-hijab-case-wins-interim-relief/> (accessed 23rd October 2020).
- 31 "Sudan's clerics voice outrage at violation of mosques," Radio Dabanga, 17th February 2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-s-clerics-voice-outrage-at-violation-of-mosques> (accessed 9th November 2020).
- 32 "Christian man in Uganda loses family to attack on home," International Christian Concern, 3rd October 2019, <https://www.persecution.org/2019/10/03/christian-man-uganda-loses-family-attack-home/> (accessed 6th November 2020).
- 33 Linda Bordoni, "South Sudan leaders: 'How can we not bring peace if the Pope pushes us to do so?'" Vatican News, 14th January 2020, <https://www.vatican-news.va/en/world/news/2020-01/south-sudan-rome-declaration-pope-saint-egidio.html> (accessed 10th November 2020).
- 34 Philip Pullella, "Pope kisses feet of South Sudan leaders, urging them to keep the peace," Reuters, 11th April 2019, <https://www.reuters.com/article/us-pope-southsudan-idUSKCN1RN27G> (accessed 11th November 2020).
- 35 "Peace talks between the government and separatists in the bishop's residence: the Church promotes dialogue and reconciliation," Agenzia Fides, 20th July 2020, http://www.fides.org/en/news/68392-AFRICA_CAMEROON_Peace_talks_between_government_and_separatists_in_the_bishop_s_residence_the_Church_promotes_dialogue_and_reconciliation (accessed 27th October 2020).
- 36 "Cameroon: Survivors of Military Assault Await Justice", Human Rights Watch, 26th February 2021; <https://www.hrw.org/news/2021/02/26/cameroon-survivors-military-assault-await-justice>
- 37 Office of International Religious Freedom, Burundi," 2018 International Religious Freedom Report, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/burundi/> (accessed 20th October 2020).
- 38 "Kenya Catholics seek donations for Muslims during Christmas season", CatholicPhilly, 17th December 2019; <https://catholicphilly.com/2019/12/news/world-news/kenya-catholics-seek-donations-for-muslims-during-christmas-season/>
- 39 "Nigeria's Boko Haram pledges allegiance to Islamic State", BBC News, 7th March 2015; <https://www.bbc.com/news/world-africa-31784538>
- 40 "Outlasting the Caliphate: The Evolution of the Islamic State Threat in Africa", Combatting Terrorism Center, December 2020; <https://ctc.usma.edu/outlasting-the-caliphate-the-evolution-of-the-islamic-state-threat-in-africa/>
- 41 "Regional conflicts add to Somalia's security concerns", Institute for Security Studies, 17th December 2020; <https://reliefweb.int/report/somalia/regional-conflicts-add-somalia-s-security-concerns>
- 42 "Why now? Dismay as US considers troop pullout from Somalia", AP News, 26th November 2020; <https://apnews.com/article/islamic-state-group-elections-africa-somalia-kenya-6fad3fe2b14858274daf34a29a78dbe7>
- 43 "Christmas message: minister apologizes to Sudan's Christians for their suffering," Radio Dabanga, 26th December 2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/christmas-message-minister-apologizes-to-sudan-s-christians-for-their-suffering> (accessed 9th November 2020).
- 44 "By the Numbers: Cabo Delgado, October 2017-November 2020", 10th November 2020, Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); <https://acleddata.com/2020/11/10/cabo-ligado-weekly-2-8-november-2020/>
- 45 "With Village Beheadings, Islamic State Intensifies Attacks in Mozambique", The New York Times, 11th November 2020. <https://www.nytimes.com/2020/11/11/world/middleeast/Mozambique-ISIS-beheading.html>
- 46 "Mozambique villagers 'massacred' by Islamists", BBC News, 22nd April, 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-52381507> (accessed 12th January 2020).

47 "Dozens killed in Mozambique for refusing to join terrorists", DW News, 22nd April 2020; <https://www.dw.com/en/dozens-killed-in-mozambique-for-refusing-to-join-terrorists/a-53211140>

48 "Mozambique Insurgents Attack in Total's LNG Concession Area", Bloomberg News, 2nd January 2021; <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-01-02/mozambique-insurgents-attack-within-total-s-lng-concession-area>

49 "In 2018, Government Restrictions on Religion Reach Highest Level Globally in More Than a Decade", Pew Research Center, 10th November, 2020; <https://www.pewforum.org/2020/11/10/in-2018-government-restrictions-on-religion-reach-highest-level-globally-in-more-than-a-decade/>

50 "China's Repression of Uyghurs in Xinjiang", Council on Foreign Relations, 1st March 2021, <https://www.cfr.org/backgrounder/chinas-repression-uyghurs-xin-jiang>

51 "India: Vigilante 'cow protection' groups attack minorities", Human Rights Watch, 18th February 2019. <https://www.hrw.org/news/2019/02/18/india-vigilante-cow-protection-groups-attack-minorities>

52 "Government restrictions on religion around the world reached new record in 2018", Pew Research Center, 10th November 2020; <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/11/10/government-restrictions-on-religion-around-the-world-reached-new-record-in-2018/>

53 "Nepalese party wants to refund the Hindu state. Concern for Christians", AsiaNews, 28th February 2019; <http://www.asianews.it/news-en/Nepalese-party-wants-to-refund-the-Hindu-state.-Concern-for-Christians-46377.html>

54 "Genocide Against the Burmese Rohingya", Hearing of the House Committee on Foreign Affairs on "Genocide Against Burmese Rohingya, reliefweb, 16th July 2020; <https://reliefweb.int/report/myanmar/genocide-against-burmese-rohingya>

55 "Burmese military bombs village and kills seven civilians", Christian Solidarity Worldwide (CSW), 9th April 2020, <https://www.csw.org.uk/2020/04/09/press/4614/article.htm>

56 "Sri Lanka attacks: What we know about the Easter bombings", BBC News, 28th April 2019, <https://www.bbc.com/news/world-asia-48010697> (accessed 30th October 2020).

57 "Buddhist Militancy Rises Again in Sri Lanka", by Alan Keenan, International Crisis Group, 7th March 2018; <https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/sri-lanka/buddhist-militancy-rises-again-sri-lanka>

58 "Buddhist nationalists claim victory in Sri Lankan election", AP News, 27th November 2019; <https://apnews.com/article/bf051a4b2673484f8460131a7500b0ec>

59 "Five dead after 'terror attack', explosion in China's Xinjiang", Radio Free Asia, 29th December 2016; <https://www.refworld.org/docid/58f9ca3013.html>

60 Paul Mozur and Aaron Krolik, "A Surveillance Net Blankets China's Cities, Giving Police Vast Powers," The New York Times, 17th December 2019; <https://www.nytimes.com/2019/12/17/technology/china-surveillance.html> (last accessed on 8th January 2021).

61 "China's Smart Cities Development", Research Report Prepared on Behalf of the U.S.-China Economic and Security Review Commission, SOSi, January 2020; https://www.uscc.gov/sites/default/files/China_Smart_Cities_Development.pdf

62 Kenneth Roth and Maya Wang, "Data Leviathan: China's Burgeoning Surveillance State," Human Rights Watch, 16th August 2019; <https://www.hrw.org/news/2019/08/16/data-leviathan-chinas-burgeoning-surveillance-state;> (last accessed on 8th January 2021).

63 "Night Images Reveal Many New Detention Sites in China's Xinjiang Region", by Chris Buckley and Austin Ramzy, New York Times, 24th September 2020; <https://www.nytimes.com/2020/09/24/world/asia/china-muslims-xinjiang-detention.html>

64 "We must keep up pressure on China over abuse of Turkic Muslims", by Ellen Pearson, The Age, 20th July, 2019; <https://www.theage.com.au/world/asia/we-must-keep-up-pressure-on-china-over-abuse-of-turkic-muslims-20190719-p528w8.html> (last accessed on 8th January 2021).

65 "Eradicating Ideological Viruses, China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims", Human Rights Watch, 9th September, 2018; <https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs> (last accessed on 8th January 2021).

66 "Eradicating Ideological Viruses, China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims", Human Rights Watch, 9th September, 2018; <https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs> (last accessed on 8th January 2021).

67 "Facial Recognition Cameras Installed in State-Run Religious Venues" by Yang Luguang, Bitter Winter, 24th October 2020; <https://bitterwinter.org/facial-recognition-cameras-installed-in-state-run-religious-venues> (last accessed on 8th January 2021).

68 "China: Draft Regulations Limit Sharing Religious Information Online", 13th September 2018; <https://www.csw.org.uk/2018/09/13/press/4069/article.htm>

69 Ibid.

70 "The 'Big Brother' of religions: Beijing's new database", by Wang Zhicheng, AsiaNews, 10th February 2021; <http://www.asianews.it/news-en/The-'Big-Brother'-of-religions:-Beijing%E2%80%99s-new-database-52311.html> (last accessed on 8th January 2021).

71 Ibid

72 "China's use of technology for religious oppression a 'threat to all of us,' warns Brownback", The Christian Post, 25th August 2020; <https://www.christianpost.com/news/chinas-use-of-technology-for-religious-oppression-a-threat-to-all-of-us-warns-brownback.html> (last accessed on 8th January 2021).

73 Bradley Jardine, "China's Surveillance State Has Eyes on Central Asia," Foreign Policy, 15th November 2019; <https://foreignpolicy.com/2019/11/15/huawei-xin-jiang-kazakhstan-uzbekistan-china-surveillance-state-eyes-central-asia/>; (last accessed on 8th January 2021)

74 "From AI to facial recognition: how China is setting the rules in new tech", James Kynge and Nian Liu, Financial Times, 7th October, 2020; <https://www.ft.com/content/188d86df-6e82-47eb-a134-2e1e45c777b6> (last accessed on 8th January 2021).

75 "Freedom of religion after the Catholic Herald," Kairos Research Center, September 2014, <http://www.krisispraxis.com/wp-content/uploads/2014/09/Freedom-of-Religion-after-the-Catholic-Herald.pdf> (accessed 19th October 2020).

76 "Muslims 'have the right to kill millions of French people', Malaysia's former PM says after church terror attack in Nice - as Scott Morrison slams 'abhorrent' comments", Daily Mail, 29th October 2020; <https://www.dailymail.co.uk/news/article-8893671/Muslims-right-kill-millions-French-people-Malysias-former-PM-says.html>

77 "Maldives: NGO closure shows repression hasn't gone away", Amnesty International, 5th November 2019; <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/11/maldives-ngo-closure-shows-repression-hasnt-gone-away/>

78 "Why hundreds of thousands of Muslims rallied against the Jakarta governor", The Conversation, 9th November 2016; <https://theconversation.com/why-hundreds-of-thousands-of-muslims-rallied-against-the-jakarta-governor-68351>

79 "Ahok: Former Jakarta governor released early from prison", BBC News, 24th January 2019; <https://www.bbc.com/news/world-asia-46982779>

80 "Brunei | Enforcement of Syariah Laws in Brunei Darussalam", ZICO Law, 7th June 2019; <https://www.zicolaw.com/resources/alerts/brunei-enforcement-of-syariah-laws-in-brunei-darussalam/>

81 "Indonesian court rules in favor of religious freedom", Christian Science Monitor, 7th November 2017; <https://www.csmonitor.com/World/Asia-Pacific/2017/1107/Indonesian-court-rules-in-favor-of-religious-freedom>

82 "Pompeo Says China 'Gravest Threat to Future of Religious Freedom'", VOA, 29th October 2020; <https://www.voanews.com/east-asia-pacific/pompeo-says-china-gravest-threat-future-religious-freedom>

83 "Christchurch shootings leave 50 people dead after attacks on mosques, as it happened", ABC News, 15th March 2019; <https://www.abc.net.au/news/2019-03-15/christchurch-shooting-multiple-fatalities-mosque-new-zealand/10904416>

84 "Australia's offshore detention is unlawful, says international criminal court prosecutor", The Guardian, 15th February 2020; <https://www.theguardian.com/australia-news/2020/feb/15/australias-offshore-detention-is-unlawful-says-international-criminal-court-prosecutor>

85 "India election results 2019: Narendra Modi secures landslide win", BBC News, 23rd May 2019; <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-48347081>

86 "Referring to concerns about the 'Pakistanization' of the region of South Asia", Dr. Farahnaz Ispahani, 18th July 2019; <https://twitter.com/RfInstitute/status/1151639626442035201>

87 "Cultural Diversity In Mena Countries", Researchomatic; <https://www.researchomatic.com/cultural-diversity-in-mena-countries-181087.html#buytopicstep>

88 "MENA Countries 2021", World Population Review; <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/mena-countries>

89 "What Percent of Muslims live in Arab countries?", Answers; https://www.answers.com/Q/What_Percent_of_Muslims_live_in_Arab_countries

90 "Middle East and North Africa (MENA)", Investopedia, <https://www.investopedia.com/terms/m/middle-east-and-north-africa-mena.asp>

91 "Copts persuaded to drop charges against mob who attacked their church," World Watch Monitor, 30th May 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/05/copts-persuaded-to-drop-charges-against-mob-who-attacked-their-church/>

92 "Cardinal Zenari: Christians represent only 2% of the Syrian population", Agenzia Fides, 28th January 2019; http://www.fides.org/en/news/65459-ASIA-SYRIA_Cardinal_Zenari_Christians_represent_only_2_of_the_Syrian_population

93 "Abu Bakr al-Baghdadi: IS leader 'dead after US raid' in Syria", BBC News, 28th October 2019; <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-50200339>

94 "Suspected ISIS attack targets Kakai Kurds near Iraq-Iran border, Lawk Ghafuri," Rudaw, 14th June 2020, <https://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/kaki-kurds-isis-attack14062020> (accessed 27th September 2020).

- 95 Oliver Maksan, Die Tagespost, Zwischen den Mühlsteinen, 25th December 2019; <https://www.die-tagespost.de/aktuelles/forum/forumweihnachten2019/Zwischen-den-Muehlsteinen;art4962,204010> (accessed 7th January 2021)
- 96 "Egyptian President Sisi Calls for Reform of Islam", Institute for Contemporary Affairs, 15th February 2015; <https://jcpa.org/article/sisi-calls-for-reform-of-islam/>
- 97 "Why Saudi Arabia is taking a risk by backing the Egyptian coup", The Guardian, 20th August 2013; <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/aug/20/saudi-arabia-coup-egypt>
- 98 "France accuses Turkey of sending Syrian jihadists to Nagorno-Karabakh", Reuters, 1st October 2020, <https://www.reuters.com/article/us-armenia-azerbaijan-putin-macron-idUSKBN26L3SB>
- 99 "Iraqi parliament formally declares Christmas a national holiday", Crux, 18th December 2020; <https://cruxnow.com/church-in-the-middle-east/2020/12/iraqi-parliament-formally-declares-christmas-a-national-holiday/>
- 100 "Egypt's Sisi opens mega-mosque and Middle East's largest cathedral in New Capital," Reuters, 6th January 2019, <https://www.reuters.com/article/us-egypt-religion-idUSKCN1P00L9>
- 101 "UAE to rebuild Iraqi churches destroyed by Daesh", Gulf News, 10th October 2019; <https://gulfnews.com/uae/uae-to-rebuild-iraqi-churches-destroyed-by-daesh-1.67042805>
- 102 "Pope Francis's mass in the United Arab Emirates was historic — and complicated," Vox, 5th February 2019, <https://www.vox.com/2019/2/5/18211956/pope-francis-mass-united-arab-emirates-arab>
- 103 "New Prime Minister al Kadhimi visits Mosul and the Nineveh Plain: "Christians, one of the most authentic members of the Country", Agenzia Fides, 12th June 2020; http://www.fides.org/en/news/68118-ASIA_IRAQ_New_Prime_Minister_al_Kadhimi_visits_Mosul_and_the_Nineveh_Plain_Christians_one_of_the_most_authentic_members_of_the_Country
- 104 Agenzia Fides, ASIA/IRAQ - Shiite leader Muqtada al Sadr creates a Committee for the return of illegal expropriations from Christian property owners, 4th January 2021; http://www.fides.org/en/news/69329-ASIA_IRAQ_Shiite_leader_Muqtada_al_Sadr_creates_a_Committee_for_the_return_of_illegal_expropriations_from_Christian_property_owners (accessed 8. January 2021)
- 105 Sune Haugbolle, Foreign policy, Lebanon has suffered from sectarianism too long, 1st November 2019; <https://foreignpolicy.com/2019/11/01/lebanon-has-suffered-from-sectarianism-for-too-long/> (accessed 7th January 2021)
- 106 David Gibson, Religion News Service, September 10, 2014; https://www.washingtonpost.com/national/religion/regensburg-redux-was-pope-benedict-xvi-right-about-islam-analysis/2014/09/10/d14f0080-391c-11e4-a023-1d61f7f31a05_story.html (accessed 10th January 2021)
- 107 "Vatican to restart stalled talks with Egypt's Al-Azhar University", Catholic News Service, 4th December 2013; <https://ecumenism.net/2013/12/vatican-to-restart-stalled-talks-with-egypts-al-azhar-university.htm>
- 108 "A Document On Human Fraternity For World Peace And Living Together", Libreria Editrice Vaticana, 4th February 2019; http://www.vatican.va/content/francesco/en/travels/2019/outside/documents/papa-francesco_20190204_documento-fratellanza-umana.html
- 109 "Israel in talks with Saudi, UAE, Bahrain for defense alliance against Iran", Jerusalem Post, 1st March 2021; <https://www.jpost.com/middle-east/israel-saudi-arabia-uae-bahrain-talking-defense-alliance-660588>
- 110 Lahav Harkov, Jerusalem Post, Netanyahu and mossad chief may have visited Saudi Arabia alongside Pompeo, 23rd November 2020; <https://www.jpost.com/israel-news/netanyahu-mossad-chief-may-have-visited-saudi-arabia-alongside-pompeo-649959> (accessed 7th January 2021)
- 111 "Iran and the Palestinians Lose Out in the Abraham Accords", The Atlantic, 16th September 2020; <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/09/winners-losers/616364/>
- 112 Pakistan blasphemy case: Asia Bibi freed from jail", BBC News, 8th November 2018, <https://www.bbc.com/news/world-asia-46130189>
- 113 'Sunni Islam', Britannica, <https://www.britannica.com/topic/Sunni> (accessed 5th January 2021); Frederick Mathewson Denny, 'Sunni Islam', Oxford Bibliographies, 19th May 2017, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0084.xml?rskey=YdPcN1&result=1&q=sunni#firstMatch>
- 114 Asma Afsaruddin, 'Caliph Islamic title', Britannica, <https://www.britannica.com/topic/caliph> (accessed 5th January 2021); James E. Sowerwine, 'Caliph and Caliphate', Oxford Bibliographies, 10th May 2017, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0013.xml?rskey=4mGh8q&result=2&q=caliph#firstMatch>
- 115 Andrew J. Newman, 'Shi'i Islam', Britannica, <https://www.britannica.com/topic/Shii> (accessed 5th January 2021); Andrew A. Newman, 'Shi'i Islam', Oxford Bibliographies, 19th May 2017, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0076.xml?rskey=9io4Tv&result=3&q=shia#firstMatch>
- 116 Andrew Rippin, 'Qur'an', Oxford Bibliographies, 29th September 2014, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0066.xml?rskey=lgo84R&result=1&q=quran#firstMatch>
- 117 Todd M. Johnson and Brian J. Grim, eds., World Religion Database, Leiden/Boston, Brill, 2021.
- 118 Allan Christelow, 'Islamic Law', Oxford Bibliographies, 27th February 2019, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199846733/obo-9780199846733-0042.xml?rskey=W6Jhpq&result=2&q=maliki#firstMatch>
- 119 'Mālikī Islamic law', <https://www.britannica.com/topic/Maliki-school>; Delfina Serrano, 'Mālikis', Oxford Bibliographies, 30th July 2014, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0220.xml?rskey=W6Jhpq&result=1&q=maliki#firstMatch>
- 120 'Hanafi school Islamic law', <https://www.britannica.com/topic/Hanafiyah>; Christie S. Warren, 'The Hanafi School', Oxford Bibliographies, 28th May 2013, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0082.xml?rskey=g5KiQW&result=1&q=hanafi#firstMatch>
- 121 Ahmed El Shamsy, 'Hanbali school Islamic law', <https://www.britannica.com/topic/Hanabilah>; Livnat Holtzman, 'Hanbalis', Oxford Bibliographies, 10th March 2015, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0210.xml?rskey=0JDVGZ&result=1&q=hanbali#firstMatch>
- 122 'Shāfiʿī Islamic law', <https://www.britannica.com/topic/Shafiiyah>; Ahmed el Shamsy, 'Shafi'i', Oxford Bibliographies, 19th May 2017, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0148.xml?rskey=YcG2oV&result=2&q=shafii#firstMatch>
- 123 Andrew A. Newman, 'Twelver Shi'a', Oxford Bibliographies, 25th May 2011, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0077.xml>
- 124 Stephan Prochazka, Alawis, Oxford Bibliographies, 28th May 2013, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0175.xml?rskey=VqwGma&result=2&q=alevis#firstMatch>
- 125 Yohanan Friedmann, 'The Ahmadiyyah Movement', Oxford Bibliographies, 19th May 2017, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0004.xml?rskey=cgg1qh&result=1&q=ahmadis#firstMatch>
- 126 Hussam Timani, 'Druze', Oxford Bibliographies, 24 July 2018, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0104.xml?rskey=Y0RTby&result=2&q=druzes#firstMatch>
- 127 Martin Custers, 'Ibadiyya', Oxford Bibliographies, 24th July 2018, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0112.xml?rskey=3taibq&result=1&q=ibadism#firstMatch>
- 128 Marcia Hermansen, 'Sufism', Oxford Bibliographies, 19th May 2017, <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780195390155/obo-9780195390155-0081.xml?rskey=t4PZYn&result=1&q=sufism-firstMatch>
- 129 <https://www.oic-oci.org/home/?lan=en>; 'Organization of the Islamic Cooperation Islamic organization', Britannica, <https://www.britannica.com/topic/Organization-of-the-Islamic-Cooperation>
- 130 <https://www.oic-oci.org/states/?lan=en>
- 131 <https://www.icesco.org/en/>; 'ICESCO', Kaiicid Dialogue Centre, <https://www.kaiciid.org/who-we-are/our-partners/icesco>
- 132 <https://themwl.org/en>
- 133 'The Arab League', Council on Foreign Relations, <https://www.cfr.org/background/arab-league>
- 134 'Arab people', Britannica, <https://www.britannica.com/topic/Arab>
- 135 See ACN reports on Egypt, Lebanon, Syria and Iraq.
- 136 John Pontifex, 'Pakistan Christian woman murdered for refusing to convert and marry', ACN News 4th December 2020, (Aid to the Church in Need | PAKISTAN: Christian woman murdered for refusing to convert and marry (acnuk.org)

137 Nasir Sayeed, 'Muslim man shoots Christian woman dead for refusing to marry him', CLAAS, 7th December 2020, (Muslim man shoots Christian woman dead for refusing to marry him - Supporting Persecuted Christians In Pakistan | Blasphemy Law (claas.org.uk))

138 'Christian aid group applauds investigation into forced conversions, marriages in Pakistan', Catholic News Agency, 3rd December 2020 Christian aid group applauds investigation into forced conversions, marriages in Pakistan (catholicnewsagency.com)

139 "Forced Marriages & Forced Conversions In the Christian Community of Pakistan", Movement for Solidarity and Peace, April 2014; https://d3n8a8pro7vvhmx.cloudfront.net/msp/pages/162/attachments/original/1396724215/MSP_Report_-_Forced_Marriages_and_Conversions_of_Christian_Women_in_Pakistan.pdf?1396724215

140 "U.S. Justice Alito says pandemic has led to 'unimaginable' curbs on liberty," Reuters, 13th November 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-usa-supremecourt-idUSKBN27TOLD>

141 "Nevada to Loosen Cap on Conventions, Concerts and Churches", Associated Press, 29th September 2020; <https://www.usnews.com/news/best-states/nevada/articles/2020-09-29/nevada-to-loosen-cap-on-conventions-concerts-and-churches>

142 Niels Lesniewski, "McConnell blasts Bowser for restricting church services but allowing protests," Roll Call, 9th June 2020, <https://www.rollcall.com/2020/06/09/mcconnell-blasts-bowser-for-restricting-church-services-while-allowing-protests-during-covid-19-pandemic/>

143 "Covid-19 and Religious Liberty," Becket Law, <https://www.becketlaw.org/covid-19-religious-worship/>

144 "Spain: Authorities ease COVID-19 restrictions in Madrid and Barcelona from June 8 /update 29," GardaWorld, 6th June 2020, <https://www.garda.com/crisis24/news-alerts/348531/spain-authorities-ease-covid-19-restrictions-in-madrid-and-barcelona-from-june-8-update-29>; Pablo Linde, "Coronavirus deescalation plan: Everything you need to know about the changes in Spain on Monday," El Pais, 17th May 2020, https://english.elpais.com/spanish_news/2020-05-17/coronavirus-deescalation-plan-everything-you-need-to-know-about-the-changes-in-spain-on-monday.html

145 Faith Communities Letter to Prime Minister, 3rd November 2020, <https://www.churchofengland.org/news-and-media/news-and-statements/archbishops-join-interfaith-call-pm-allow-public-worship>

146 "Catholic bishops fight for public Masses as England prepares for second lockdown", Catholic News Agency, 2nd November 2020; <https://www.catholicnewsagency.com/news/bishops-fight-for-public-masses-as-england-prepares-for-second-lockdown-28946>

147 "Catholic church leader criticises Covid worship restrictions in England", The Guardian, 1st November 2020; <https://www.theguardian.com/world/2020/nov/01/catholic-church-leader-criticises-covid-worship-restrictions-england>

148 Ibid.

149 Jesse O'Neill, "Greek Orthodox Church Tells Priests to Defy Lockdown Measures," New York Post, 4th January 2021, <https://nypost.com/2021/01/04/greek-orthodox-church-tells-priests-to-defy-lockdown-measures/>

150 "Uzbekistan," 2020 Annual Report, United States Commission for International Religious Freedom (USCIRF), <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/Uzbekistan.pdf>

151 "Which nation improved the most in 2019?" The Economist, 21st December 2019, <https://www.economist.com/leaders/2019/12/21/which-nation-improved-the-most-in-2019>

152 "Turkey to send soldiers to Azerbaijan", Atalayar, 17th November 2020; <https://atalayar.com/en/content/turkey-send-soldiers-azerbaijan>

153 "After Hagia Sophia, Turkey converts historic Chora church into mosque", The Jerusalem Post, 24th August 2020, <https://www.jpost.com/middle-east/after-hagia-sophia-turkey-converts-historic-chora-church-in-to-mosque-639703>

154 "The influence of external actors in the Western Balkans", Konrad-Adenauer-Stiftung, 2018; https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=194afc48-b3be-e3bc-d1da-02771a223f73&groupId=252038

155 Statement of the Holy See at the 27th Ministerial Council of the Organization for Security and Cooperation in Europe, Archbishop Paul Richard Gallagher, 3rd December 2020, https://drive.google.com/file/d/1hWGNg5Y_SxxSn92OQo9KL_zopB4jVxo-/view

156 Ibid

157 Pope Francis, "Two kinds of persecution," Morning Meditation in the Chapel of the Domus Sanctae Marthae, 12th April 2016; http://www.vatican.va/content/francesco/en/cotidie/2016/documents/papa-francesco-cotidie_20160412_two-kinds-of-persecution.html (accessed 25th January 2021).

158 Archbishop Paul Gallagher, "Celebrating the Universal Declaration of Human Rights," Intervention of the Secretary for Relations with States at the Council of Europe for the celebration of the 70th anniversary of the Universal Declaration of the Rights of Man, 10th September 2018; <https://press.vatican.va/content/sala-stampa/en/bollettino/pubblico/2018/09/11/180911d.html> (accessed 1st March 2021).

159 Carol Glatz, "Joint declaration against assisted suicide presented to Pope Francis," The Catholic Register, 3rd November 2019; <https://www.catholicregister.org/item/30612-joint-declaration-against-assisted-suicide-presented-to-pope-francis> (accessed 1st March 2021).

160 "President Biden Has Promised to Pass the Equality Act—Here's How That Threatens Your Freedoms", Alliance Defending Freedom, 18th February 2021; <https://www.adflegal.org/blog/president-biden-has-promised-pass-equality-act-heres-how-threatens-your-freedoms> (accessed 1st March 2021).

161

162 "Trinity Western University Community Covenant Agreement", Trinity Western University; https://www.twu.ca/sites/default/files/community_covenant_june_25_2019.pdf, (accessed 21st April 2020).

163 "Ontario Teachers' Perceptions of the Controversial Update to Sexual Health and Human Development", Canadian Journal of Education, Canadian Society for the Study of Education, 2019; file:///C:/Users/kink560/AppData/Local/Temp/3527-Article%20Text-14239-1-10-20190324.pdf

164 "Scotland: Church leaders urge withdrawal of controversial section of Hate Crime Bill to allow 'adequate consideration'", Independent Catholic News, 12 February 2021; <https://www.indcatholicnews.com/news/41533> (accessed 1st March 2021).

165 Archbishop Paul Gallagher, Intervention of the Secretary for Relations with States at the 25th Ministerial Council of the OSCE in Milan, 7th December 2018; <https://press.vatican.va/content/sala-stampa/en/bollettino/pubblico/2018/12/07/181207d.html> (accessed 1st March 2021).

166 "Latin America and the Caribbean Population", Worldometer; <https://www.worldometers.info/world-population/latin-america-and-the-caribbean-population>

167 "Religion affiliation in Latin America as of 2018, by type", Statista, November 2018; <https://www.statista.com/statistics/996386/latin-america-religion-affiliation-share-type/>

168 "Christians in Latin America are numerous, but still vulnerable", CRUX, 31st December 2015; <https://cruxnow.com/faith/2015/12/christians-in-latin-america-are-numerous-but-still-vulnerable/>

169 "Iglesia católica denuncia amenazas del CJNG contra sacerdotes," televisa.news, 24th April 2020; <https://noticieros.televisa.com/ultimas-noticias/amenazas-cjng-sacerdotes-iglesia-catolica-chiapas/>

170 "Feministas pintan y atacan iglesia en Colombia durante marcha del 8M", ACI Prensa, 9th March 2020; <https://www.aciprensa.com/noticias/feministas-pintan-y-atacan-iglesia-en-colombia-durante-marcha-del-8m-54264> (accessed 7th March 2021).

171 "Marcha de mujeres termina con daños a la catedral de Hermosillo", Proyecto Puento, 9th March 2020; <https://proyectopuento.com.mx/2020/03/09/marcha-de-mujeres-termina-con-danos-a-catedral-de-hermosillo-y-palacios-de-gobierno-municipal-y-del-estado/> (accessed 7th March 2021).

172 Luis Triveno and Olivia Nielsen, "It's time to start solving Latin America's migration crisis with creative housing solutions", World Bank Blogs, 4th February 2020; <https://blogs.worldbank.org/sustainablecities/its-time-start-solving-latin-americas-migration-crisis-creative-housing-solutions>

173 Pamela Gutiérrez, "Comunidades haitianas forman sus propias iglesias y los pastores podrían crear una nueva asociación." El Mercurio, 7th January 2019; <http://www.economiaynegocios.cl/noticias/noticias.asp?id=536167> (accessed 28 octubre 2020).

174 "Seminario 2020: Los desafíos de la libertad religiosa en el sistema interamericano de Derechos Humanos," Libertad religiosa en el Sistema Interamericano: Uruguay. Dra. Carmen Asiain, 24th September 2020, <https://www.facebook.com/JuanPabloIIFamilia/videos/384698952560490> (accessed 10th October 2020).

175 "Two churches set on fire in Chile" UCANEWS, 19th October 2020; <https://www.ucanews.com/news/two-churches-set-on-fire-in-chile/89936#>

176 "Amid tumult over constitution, Chile watches two churches burn", CRUX, 19th October 2020; <https://cruxnow.com/church-in-the-americas/2020/10/amid-tumult-over-constitution-chile-watches-two-churches-burn/>

177 "Al menos un millón de personas protestan en Santiago contra Piñera y la desigualdad social", El Pais, 25th October 2019; <https://www.elpais.com.uy/mundo/personas-protestan-santiago-chile-medio-estallido-social.html>

178 "Chile President Pinera declares emergency as capital rocked by riots", Reuters, 19th October 2019; <https://www.reuters.com/article/uk-chile-protests-metro/chile-president-pinera-declares-emergency-as-capital-rocked-by-riots-idUKKBN1WY03I?edition-redirect>

179 "CIDH culmina visita in loco a Chile y presenta sus observaciones y recomendaciones preliminares," Organización de los Estados Americanos, 31st January 2020, <https://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2020/018.asp> (accessed 28th October 2020).

- 180 “Valiosos vitrales, pinturas y una torre destruida: Los graves daños a las iglesias incendiadas ayer”, Tercera PM, 19th October 2020. <https://www.latercera.com/la-tercera-pm/noticia/valiosos-vitrales-pinturas-y-una-torre-destruida-los-graves-danos-a-las-iglesias-incendiadas-ayer/NRQNVSLWNFB4RFKSN-ZZ6V5A4YU/> (accessed 3rd March 2021).
- 181 “Uno de los detenidos por incendio a iglesia en Chile es un funcionario de la Armada, reconoce la institución”, El Comercio/Agencia EFE, 19th October 2020. <https://www.elcomercio.com/actualidad/iglesias-incendio-chile-protestas-armada.html> (accessed 3rd March 2021).
- 182 “La policía se ve sobrepasada en Chile”, Deutsche Welle, 19th October 2020. <https://www.dw.com/es/la-polic%C3%ADa-se-ve-sobrepasada-en-chile/a-55352719> (accessed 3rd March 2021).
- 183 Address of His Holiness Pope Francis to the Members of the Diplomatic Corps Accredited to the Holy See, 8th February 2021; http://www.vatican.va/content/francesco/en/speeches/2021/february/documents/papa-francesco_20210208_corpo-diplomatico.html
- 184 “Extremist Groups Stepping up Operations during the Covid-19 Outbreak in Sub-Saharan Africa”, Center for Strategic and International Studies, 1st May 2020; <https://www.csis.org/analysis/extremist-groups-stepping-operations-during-covid-19-outbreak-sub-saharan-africa>
- 185 “Extremist Groups Stepping up Operations during the Covid-19 Outbreak in Sub-Saharan Africa”, Center for Strategic & International Studies, 1st May 2020; <https://www.csis.org/analysis/extremist-groups-stepping-operations-during-covid-19-outbreak-sub-saharan-africa>
- 186 Audu Bulama Bukarti, “How Is Boko Haram Responding to Covid-19?”, Tony Blair Institute for Global Change, 20th May 2020; <https://institute.global/policy/how-boko-haram-responding-covid-19> (accessed 30th January 2021).
- 187 Johannes Dieterich, “Corona als ‘Strafe Gottes für dekadenten Westen’”, Der Standard, 16th April 2020; <https://www.derstandard.de/story/2000116913040/corona-als-strafe-gottes-fuer-dekadenten-westen> (accessed 30th January 2021); Alice Cachia, “ISIS tells its followers to show no mercy and launch attacks during coronavirus crisis amid fears counter-terror efforts will be weakened by the outbreak”, Daily Mail, 2nd April 2020; https://www.dailymail.co.uk/news/article-8180683/ISIS-tells-followers-no-mercy-launch-attacks-coronavirus-crisis.html?ito=social-twitter_mailonline (accessed 30th January 2021).
- 188 Wolf Kinzel, “Mali, der Terror im Sahel und Covid-19. Das neue Bundeswehr-Mandat für die Beteiligung an MINUSMA”, Stiftung Wissenschaft und Politik, 27th April 2020; <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2020A27/> (accessed 30th January 2021).
- 189 “Burkina Faso: Entire towns and villages emptied or cut off - not because of COVID-19, but because of terrorism”, ACN International, 8th May 2020; <https://acninternational.org/burkina-faso-entire-towns-and-villages-emptied-or-cut-off-not-because-of-covid-19-but-because-of-terrorism/> (accessed 30th January 2021).
- 190 Heather Zeiger, “How China’s Technocracy Uses the Pandemic to Suppress Religion”, Mind Matters News, 18th October 2020; <https://mindmatters.ai/2020/10/how-chinas-technocracy-uses-the-pandemic-to-suppress-religion/> (accessed 30th January 2021).
- 191 “Israel predicts rise in anti-Semitism, as virus-related hate is spread online”, The Times of Israel, 24th January 2021; <https://www.timesofisrael.com/israel-predicts-rise-in-anti-semitism-as-virus-related-hate-is-spread-online/> (accessed 30th January 2021).
- 192 Sriram Lakshman, “U.S. envoy calls out COVID-19 related harassment of minorities in India”, The Hindu, 15th May 2020; <https://www.thehindu.com/news/international/us-envoy-calls-out-harassment-of-minorities-in-india-over-covid-19/article31591566.ece> (accessed 30th January 2021).
- 193 Shan Ren Shen Fu, “Hebei, Christians labelled ‘spreaders’. The return of Nero”, AsiaNews, 8th January 2021; <http://www.asianews.it/news-en/Hebei,-Christians-labelled-%E2%80%99spreaders%E2%80%9999.-The-return-of-Nero-52016.html> (accessed 30th January 2021).
- 194 “Niger: Coronavirus pandemic – Is there a danger of renewed anti-Christian riots, as happened after the ‘Charlie-Hebdo’ incident?”, ACN International, 5th May 2020; <https://acninternational.org/niger-coronavirus-pandemic-is-there-a-danger-of-renewed-anti-christian-riots-as-happened-after-the-charlie-hebdo-incident/> (accessed 30th January 2021).
- 195 “Attacks on Turkish Churches as Some Blame Christians for COVID-19”, Missions Box, 26th June 2020; <https://missionsbox.org/press-releases/turkish-churches-attacked-as-christians-are-blamed-for-covid-19/> (accessed 30th January 2021).
- 196 Kevin Zeller, “Oppression of Egyptian Christians worsens during COVID-19 pandemic”, Mission Network News, 29th September 2020; <https://www.mnnonline.org/news/oppression-of-egyptian-christians-worsens-during-covid-19/> (accessed 30th January 2021).
- 197 Robin Gomes, “ACN reaches out to Pakistan’s Christians hit by Covid-19 crisis”, Vatican News, 17th May 2020; <https://www.vaticannews.va/en/church/news/2020-05/pakistan-covid19-lockdown-christians-discrimination-aid-acn.html> (accessed 30th January 2021).
- 198 Moki Edwin Kindzeka, “Cameroon Muslims Join Christians in Christmas Prayer for Peace”, VOA News, 25th December 2020; <https://www.voanews.com/africa/cameroon-muslims-join-christians-christmas-prayer-peace> (accessed 30th January 2021).
- 199 Stephan Uttom/Rock Rozario, “Humanity and harmony in the time of Covid-19”, UCA News, 17th July 2020; <https://www.ucanews.com/news/humanity-and-harmony-in-the-time-of-covid-19/88809> (accessed 30th January 2021).
- 200 Office of the Religious Track of the Cyprus Peace Process, Monthly Archives June 2020, 11th June 2020; <http://www.religioustrack.com/2020/06/> (accessed 30th January 2021).
- 201 Alina Tufani, “Cuba #Coronavirus: Gobierno concede espacio radial y televisivo a la Iglesia”, Vatican News, 1st April 2020; <https://www.vaticannews.va/es/iglesia/news/2020-04/cuba-coronavirus-gobierno-concede-espacio-radial-tele-e-iglesia.html> (accessed 30th January 2021).
- 202 Richard Wolf, “Supreme Court says Nevada can impose tighter virus limits on churches than casinos”, USA Today, 24th July 2020; <https://eu.usatoday.com/story/news/politics/2020/07/24/supreme-court-nevada-covid-rules-can-favor-casinos-over-churches/5454128002/> (accessed 30th January 2021).
- 203 José Beltrán, “El arzobispado de Barcelona denunciará a la Generalitat por limitar a 10 personas el funeral por las víctimas del coronavirus”, Vida Nueva, 26th July, 2020; <https://www.vidanuevadigital.com/2020/07/26/el-arzobispado-de-barcelona-denunciara-a-la-generalitat-por-limitar-a-diez-personas-el-funeral-por-las-victimas-del-coronavirus/> (accessed 30th January 2021).

Défendez

la liberté religieuse!



Lire la suite

www.acninternational.org/religiousfreedomreport





Aid to the
Church in Need

ACN INTERNATIONAL

Aide à l'Eglise en Détresse

L'organisation catholique fondée en 1947 pour aider aux réfugiés de guerre, reconnue comme fondation papale depuis 2011, ACN se consacre au service des chrétiens du monde entier, à travers l'information, la prière et l'action, où qu'ils soient persécutés ou opprimés ou souffrant de besoins matériels. ACN soutient chaque année en moyenne 6000 projets dans 150 pays à travers le monde, grâce à des dons privés, car la fondation ne reçoit aucun financement public.

ACN International Aid to the Church in Need

Bischof-Kindermann Str. 23
61462 Königstein
ALLEMAGNE

Tel. +49 6174 291-0
press@acn-intl.org

www.acninternational.org

PONTIFICAL
FOUNDATION



Nos bureaux dans le monde:

Allemagne

info@acn-deutschland.org
www.acn-deutschland.org

Corée

info@acn-korea.org
www.acn-korea.org

Mexique

info@acn-mexico.org
www.acn-mexico.org

Australie

info@acn-australia.org
www.acn-australia.org

Espagne

info@acn-espana.org
www.acn-espana.org

Pays-Bas

info@acn-nederland.org
www.acn-nederland.org

Autriche

info@acn-oesterreich.org
www.acn-oesterreich.org

États-Unis

info@acn-usa.org
www.acn-usa.org

Philippines

info@acn-philippines.org
www.acn-philippines.org

Belgique

info@acn-belgique.org
www.acn-belgique.org

France

info@aed-france.org
www.aed-france.org

Pologne

info@acn-polska.org
www.acn-polska.org

Brésil

info@acn-brasil.org
www.acn-brasil.org

Irlande

info@acn-ireland.org
www.acn-ireland.org

Portugal

info@acn-portugal.org
www.acn-portugal.org

Canada

info@acn-canada.org
www.acn-canada.org

Italie

info@acn-italia.org
www.acn-italia.org

Royaume-Uni

info@acn-uk.org
www.acn-uk.org

Chili

info@acn-chile.org
www.acn-chile.org

Luxembourg

info@acn-luxemburg.org
www.acn-luxemburg.org

Slovaquie

info@acn-slovensko.org
www.acn-slovensko.org

Colombie

info@acn-colombia.org
www.acn-colombia.org

Malte

info@acn-malta.org
www.acn-malta.org

Suisse

info@acn-schweiz.org
www.acn-schweiz.org